

Action sociale Ventilation fonctionnelle des dépenses

Exercice 2012



Caisses d'allocations familiales
Métropole et départements d'outre-mer

L'action sociale des Caf de Métropole et de l'Outre-Mer

<i>Les dépenses d'action sociale des Caf métropolitaines et des Départements d'Outre-Mer - présentation synthétique</i>	3
<i>Annexe 1 : séries rétrospectives : dépenses d'action sociale des Caf de 2006 à 2012</i>	39
<i>Résultats agrégés des Caf - France entière</i>	41
<i>Résultats agrégés des Caf métropolitaines</i>	44
<i>Résultats agrégés des Caf Dom</i>	50
<i>Annexe 2 : Les résultats financiers 2012 selon la présentation du document statistique établi annuellement par Caf : France</i>	53
<i>Annexe 3 : Les résultats financiers 2012 selon la présentation du document statistique établi annuellement par Caf : Métropole</i>	69
<i>Annexe 4 : Les résultats financiers 2012 selon la présentation du document statistique établi annuellement par Caf : Dom</i>	85
<i>Annexe 5 : Les résultats financiers 2012 par Caf et par région</i>	101
<i>Annexe 6 : Les bénéficiaires potentiels d'AS au 31/12/2012</i>	119
<i>Liste des tableaux et graphiques</i>	124



C.N.A.F

Direction des Statistiques, des Etudes et de la Recherche

Département Statistiques Prévisions et Analyses

Justinia CLEMENT

Juin 2013

L'action sociale des Caf de Métropole et de l'Outre-Mer

**Les dépenses d'action sociale des 98 Caf métropolitaines et des
4 Caf des Dom en 2012**

Présentation synthétique

Les dépenses d'action sociale en 2012

Plus de 5 milliards d'euros ont été dépensés au titre de l'action sociale des Caisses d'allocations familiales en 2012, soit une progression annuelle de 13,4%. Dans les faits, les dotations aux provisions pour les subventions d'investissements qui résultent des décisions de financement de l'exercice non encore payées, sont intégrées aux dépenses d'action sociale à partir de 2012. D'un montant de 344 millions, elles ont accru les dépenses de 7,7%. 78,8% des dépenses couvrent les deux premières « fonctions » : 57,4% pour l'accueil des jeunes enfants (2,9 milliards d'euros) et 21,4% pour les temps libres des enfants et des familles (un milliard d'euros). Les trois fonctions suivantes sont, par ordre d'importance, l'accompagnement social des familles et de leurs enfants (455 millions d'euros), l'animation de la vie sociale (331 millions d'euros) et le logement (161 millions).

Représentant en 2012 près de 13% de la masse financière de l'action sociale, les dépenses d'investissement ont en apparence « explosé » car les engagements des provisions de l'exercice sont faits en sa faveur.

Les fonds affectés continuent leur progression régulière (+ 8,1% en un an), ils représentent 76,8% des dépenses d'action sociale, et sont essentiellement composés des dépenses attribuées aux prestations de service ordinaires (2,4 milliards d'euros) et de prestations de service contractuelles - contrats enfance jeunesse, fonds d'accompagnement... (un milliard d'euros).

*Le présent document a pour objectif la diffusion des résultats statistiques annuels en matière **d'action sociale des Caisses d'allocations familiales de métropole et des départements d'Outre-mer.***

L'exercice 2012 de la ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale est caractérisé par la prise en compte des dotations aux provisions pour les subventions d'investissements engagées sur les fonds nationaux ou locaux des caf au cours de l'année. Cette décision fait suite aux préconisations de la Cours des Comptes quant aux dépenses d'action sociale¹.

Les orientations d'action sociale

La convention d'objectif et de gestion (COG) pour la période 2009-2012, signée entre l'Etat et la Cnaf est arrivée à terme. Par cette convention, la Branche famille s'est engagée à offrir aux allocataires un service global, associant les prestations légales et les interventions d'action sociale en s'adaptant à la spécificité des territoires. En partenariat avec les autres acteurs du social, elle déploie cette offre (ou ce service) au travers de quatre missions :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale
- Soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents - enfants
- Accompagner les familles dans leurs relations avec l'environnement et le cadre de vie
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle des personnes et des familles.

Les priorités de l'action sociale définies dans le cadre cette convention pour la mise en œuvre de ces missions, sont réalisées par le biais des sept fonctions des dépenses d'action sociale (nomenclature établie pour toute la sécurité sociale²) suivantes :

¹ : Télécopie du 27 juillet 2012 –T--36 : un nouveau mode de comptabilisation des subventions d'investissement s'applique à partir de l'exercice 2012. En effet, il convient désormais de rattacher l'ensemble des versements futurs sous forme de provisions dès la décision de leur octroi par le CA.

² La mise en place du plan comptable unique des organismes de sécurité sociale, au 1^{er} janvier 2002, a été accompagnée d'une nomenclature des dépenses d'action sociale pour les quatre branches de la sécurité sociale (maladie, vieillesse, allocations familiales et recouvrement). Cette nomenclature est destinée à identifier les domaines d'intervention des organismes de sécurité sociale et s'inspire très largement de celle utilisée jusqu'en 2001 par la Cnaf.

- 1 – Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans ;
- 2 – Temps libres des enfants et des familles ;
- 3 – Accompagnement social des familles et de leurs enfants ;
- 4 – Logement et habitat ;
- 5 – Animation de la vie sociale ;
- 7 – Prestations supplémentaires aux familles ;
- 8 – Accompagnement de la fonction parentale et autres actions.

Une fonction supplémentaire « logistique des œuvres » a été créée suite à la mise en place du budget unique de gestion en 2001. Cette fonction est destinée aux CAF qui, compte tenu de contraintes vis-à-vis des partenaires co-financeurs de leurs gestions directes, n'ont pu effectuer le reclassement des charges de logistique commune aux œuvres de la gestion SF vers la gestion E (gestion des œuvres).

1 - Répartition et évolution 2009/2012 des dépenses selon les fonctions de l'action sociale familiale

Les dépenses des fonctions de l'action sociale se déclinent en aides directes aux familles, aides aux partenaires et services Caf (œuvres en gestion directe).

Ces dépenses sont par ailleurs ventilées selon trois sections : les aides financières, l'Investissement et le fonctionnement.

Enfin, elles se répartissent en fonction de leur source de financement à savoir les fonds locaux (attribution relevant des Conseils d'administration des Caf) et les fonds affectés (essentiellement les prestations de service) garantissant le financement, dans les limites fixées par la réglementation nationale, des équipements et services correspondant aux priorités de l'action sociale et familiale (voir encadrés pages 27 et 28 et graphique 2).

Les fonctions de l'action sociale des Caf

Plus de 5 milliards d'euros ont été consacrés par les 102 Caf de la France au financement de leur action sociale en 2012. Ce montant est réparti en 4,7 milliards d'euros de dépenses d'action sociale, et 344 millions d'euros de provisions pour les subventions d'investissement de l'exercice (tableau 1 page 29). Sur la période 2009 – 2012, ce financement connaît augmentation de 27,2 %, avec une croissance 2011-2012 de 13,4 % (4,5 milliards d'euros en 2011). La hausse des dépenses d'action sociale sans les dotations est de 18,6 % en 4 ans.

Le Montant des dépenses par fonction et son évolution entre 2009 et 2012

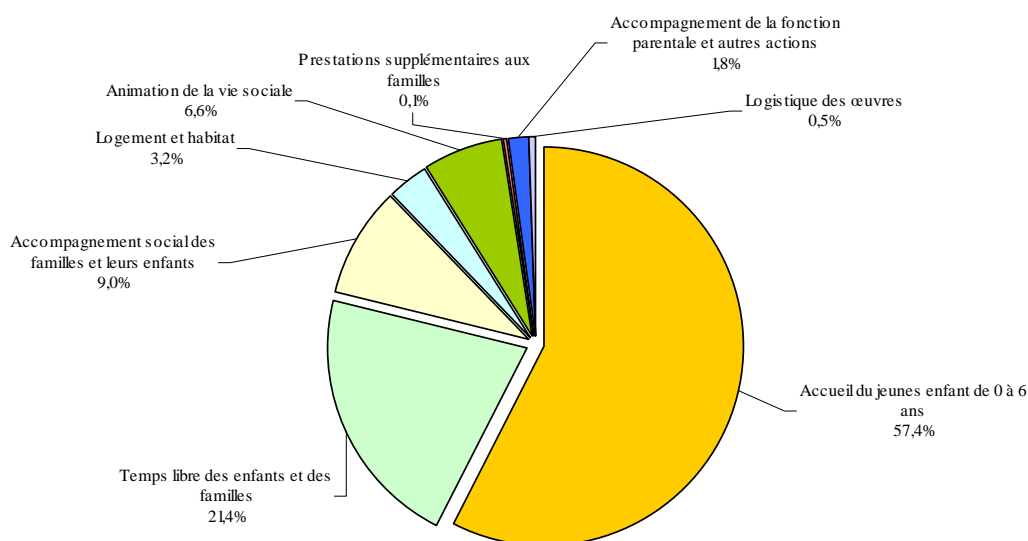
	Montant des dépenses (*) en 2012	Part de la fonction dans la dépense totale en 2012 (**)	Montant des dépenses (*) en 2009	Part de la fonction dans la dépense totale en 2009(**)	Evolution 2012/2009(**)
Accueil du jeunes enfant de 0 à 6 ans (Fonction 1)	2 897	57,4	2 063	52,0	40,5
Temps libre des enfants et des familles (Fonction 2)	1 081	21,4	945	23,8	14,3
Accompagnement social des familles et leurs enfants (Fonction 3)	455	9,0	439	11,1	3,6
Logement et habitat (Fonction 4)	161	3,2	150	3,8	7,2
Animation de la vie sociale (Fonction 5)	331	6,6	286	7,2	15,8
Prestations supplémentaires aux familles (Fonction 7)	4	0,1	6	0,2	36,1
Accompagnement de la fonction parentale et autres actions (Fonction 8)	91	1,8	64	1,6	42,8
Logistique des œuvres	26	0,5	14	0,3	91,8
Montant total des dépenses d'action sociale	5 047	100,0	3 967	100,0	27,2

(*) en millions d'euros

(**) En pourcentage

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

Graphique 1 : Dépenses d'action sociale par fonction en 2012



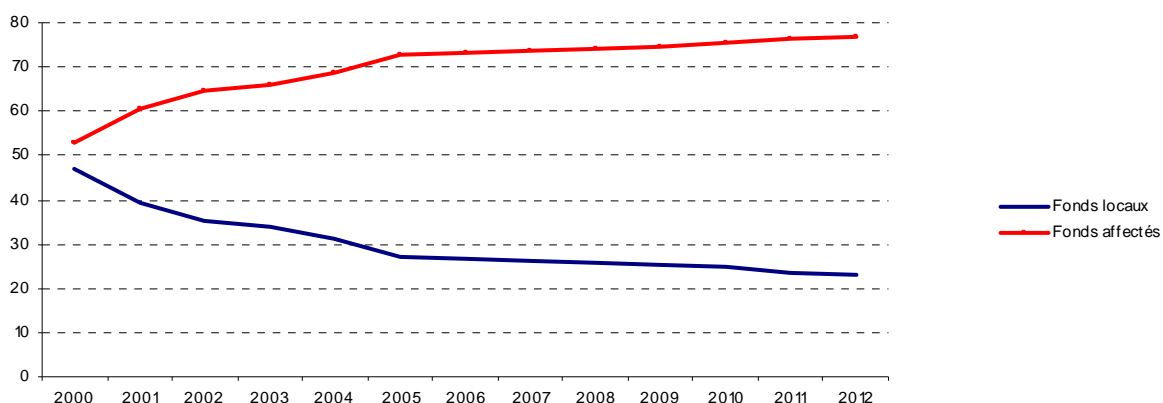
Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS 2012

Les dépenses de l'action sociale peuvent être financées, sur les fonds affectés (**3 874 millions d'euros** en 2012) dont les critères d'attribution sont définis au niveau national. En règle générale, c'est l'incitation financière qui invite les Caisses à retenir des options conformes aux orientations nationales définies par la Cnaf dans le cadre de la négociation avec l'Etat de la Convention d'objectif et de gestion. Le financement des dépenses de l'action sociale se fait aussi sur les fonds locaux des Caisses (**1 173 millions d'euros** en 2012) qui se répartissent en dotations d'action sociale (**911,8 millions d'euros**, financées par la Cnaf) et autres fonds propres (**261,2 millions d'euros**) provenant entre autres des subventions de Conseil général, des remboursements de prêts allocataires et partenaires. Leur affectation est décidée par le Conseil d'administration de la caf (voir encadrés pages 27 et 28).

Les évolutions des parts des fonds locaux et fonds affectés³, sur la période 2000 - 2012, sont diamétralement opposées (graphique 2). En effet le financement des dépenses d'action sociale issu (ou provenant) des fonds affectés s'est progressivement accru pour atteindre 76,7 % en 2012 (53% en 2000), ce au détriment du financement des fonds locaux sources de financement des politiques locales spécifiques des caf (de 47 % en 2000 à 23,2 % en 2012). Ces évolutions soulignent le poids de plus en plus croissant des politiques conduites dans le cadre d'orientations nationales par rapport aux politiques locales des Caisses.

³ Les fonds affectés comprennent : les financements d'interventions de techniciennes d'intervention sociale et familiale ou d'auxiliaires de vie sociale sur fonds Cnaf ou Enim, les financements sur fonds Cnaf des bourses Bafa, des Reapp, du Fipe, de l'Aei, du Daïpe, du Dipe et du Païppe et surtout les prestations de service qui constituent 88,5% des dotations affectées en 2012.

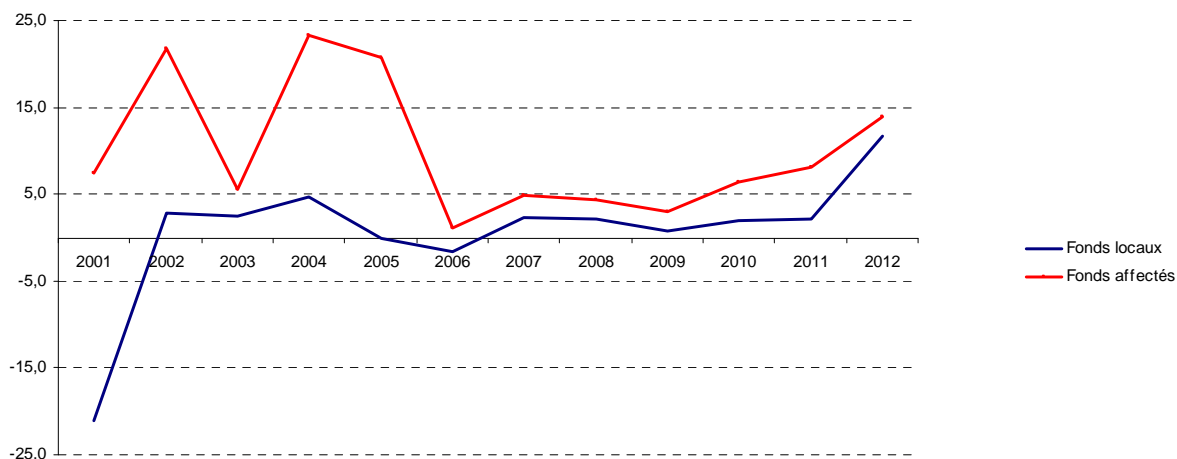
Graphique 2 : Evolution des parts de fonds affectés et fonds locaux (en %)



Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

Par ailleurs, les croissances de ces deux sources de financement des dépenses d'action sociale ont des évolutions relativement similaires (graphique 2b – toute proportion gardée). Les deux courbes sont en dent de scie de 2000 à 2006, pour ensuite « présenter » une évolution homogène à partir de 2006. En effet, les fonds affectés ont connu des taux de croissance supérieurs à 20% (en 2002, 2004 et 2005) pour ensuite se stabiliser à des taux de croissance moins forts compris entre 5 et 8% à partir de 2007. Les fonds locaux après une forte chute en 2001 (-21%), ont un taux de croissance qui varie entre 2,7 et 4,7% de 2002 à 2004, entre -2 et 0 % de 2005 à 2006 enfin, il atteint 11,6 % en 2012, sous l'effet combiné des dotations aux provisions sur fonds locaux.

Graphique 2b : Croissance des fonds affectés et fonds locaux (en %) de 2001 à 2012



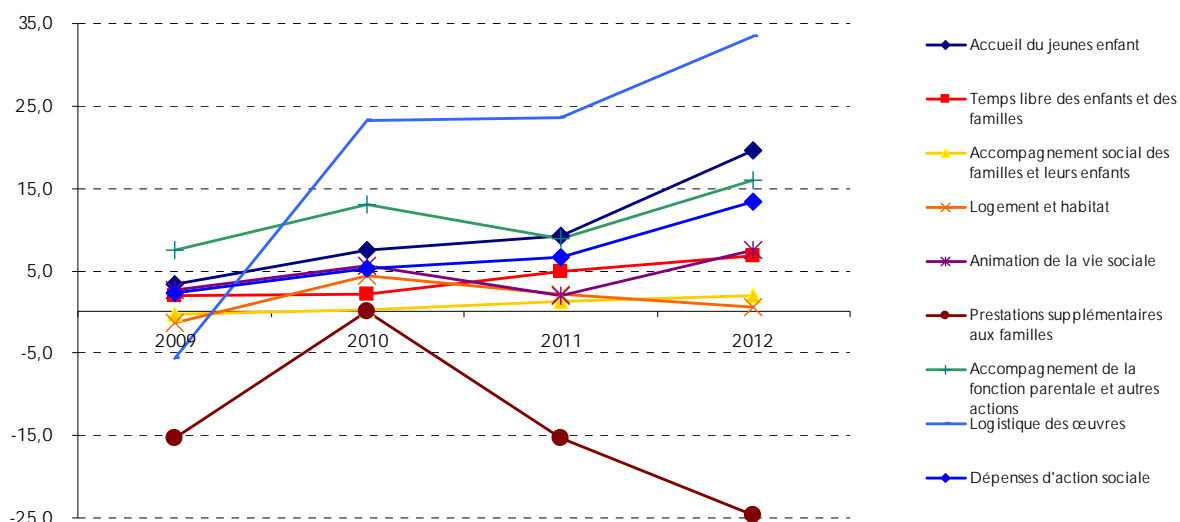
Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

2009, année de transition entre deux COG, a été celle de la mise en place de nouvelles mesures. Les objectifs déterminés par la COG 2009-2012, concernant la politique d'action sociale, étaient de réaliser une progression annuelle du budget d'action sociale de 7,5 %. Ces objectifs de croissance ont été dépassés en 2012. En effet, Après une hausse timide de 2,4% en 2009, du fait de l'impact⁴ de la politique de maîtrise dans l'évolution des dépenses d'action sociale initié dans la précédente COG, en 2010, les dépenses d'action sociale enregistrent une

⁴ Pour enrayer les dérives inflationnistes générées par la logique d'attribution des fonds affectés, le contrat enfance jeunesse dont l'objectif principal est de mieux adapter les aides aux besoins des territoires se substitue progressivement au contrat enfance et contrat temps libres.

hausse de 5,3% en un an. Elles connaissent une augmentation de 6,6% en 2011. « Dopées » par les dotations aux provisions pour subventions d'investissement, les dépenses d'actions sociales se sont accrues de 13,4% en 2012. Mais cette croissance annuelle est différemment répartie selon les fonctions (graphique 3). Activité de prédilection de l'action sociale (la plus importante masse financière), les dépenses attribuées à l'accueil du jeune enfant, ont le plus bénéficié de cette croissance (7,5 % en 2010 ; 9,2 % en 2011 et 19,7 % en 2012). Les dépenses consacrées à l'accompagnement de la fonction parentale y contribuent également avec une progression soutenue durant cette période (13,1% en 2010 ; 8,9 % en 2011 et 15,9% en 2012). Le financement de l'action sociale s'est accru de 27,2% de 2009 à 2012.

Graphique 3 : Croissance des dépenses d'action Sociale - 2009 à 2012



Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

Les trois premières fonctions (accueil des jeunes enfants, temps libres des enfants et des familles, accompagnement des familles et de leurs enfants) occupent toujours une place prépondérante dans la dépense réalisée par les Caf (87,8%). La substitution du « contrat enfance jeunesse » aux « contrats enfance » et « contrats temps libres » n'a pas entraîné de rupture dans les séries par fonction : les dépenses CEJ partie « enfance » restent rattachés à la fonction 1 (CEJE) et la partie « jeunesse » à la fonction 2 (CEJJ).

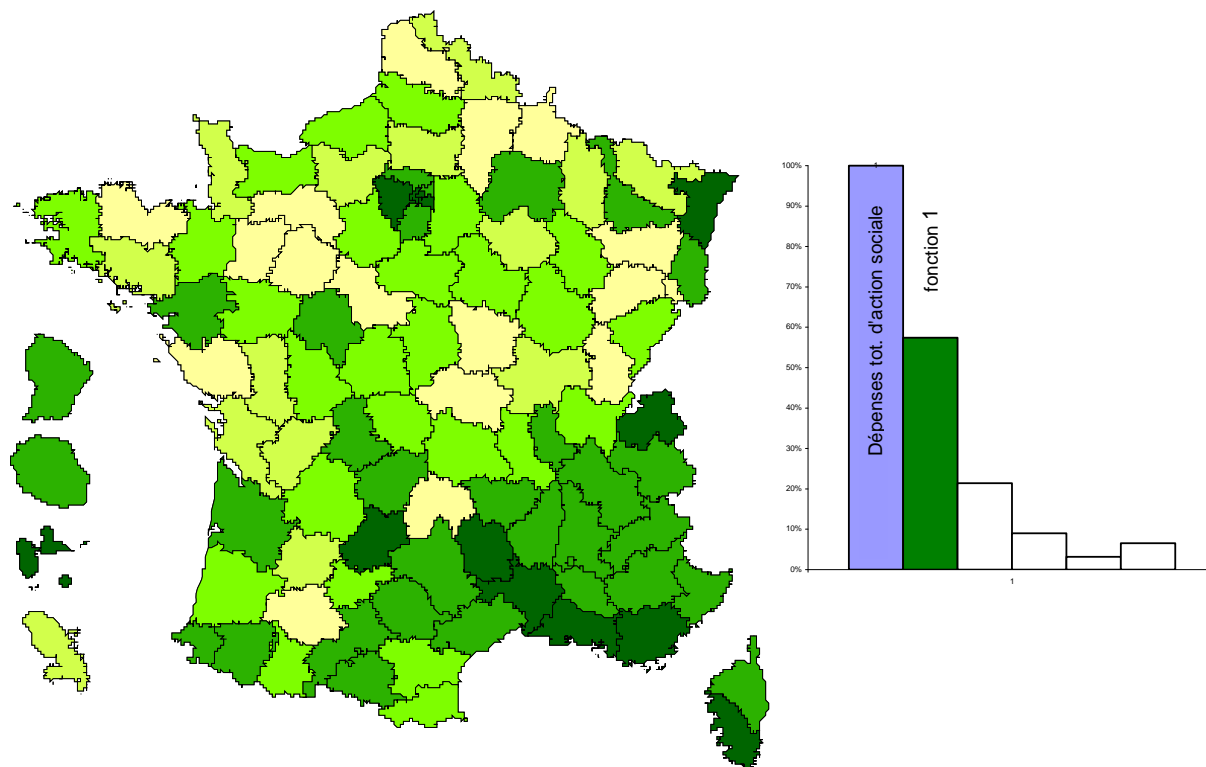
1.1 L'accueil des jeunes enfants : poste institutionnel prioritaire (graphique 2 page 8, carte 1 page 9, tableaux 13 page 39 et SF100 page 53)

Poste institutionnel prioritaire, la fonction 1 « accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans » représente 57,4 % des dépenses d'action sociale en 2012. Elle enregistre une progression annuelle des dépenses de 19,7 % (soit 8,3 en dépenses et 11,4 % en dotations aux provisions pour investissement). En 2012, les Caisses ont consacré près **de 2,9 milliards d'euros** au financement de cette fonction. Sur la période 2009 – 2012, les dépenses attribuées à cette fonction ont augmenté de 40,5%. Représentant une part significative de l'accueil du jeune enfant (54,2 %), l'accueil collectif des moins de 6 ans continue sa progression en 2012 (+11,6 % en 2011, +8,1% en 2012). Les accueils familiaux et parentaux quant à eux (7,3 % de la fonction), après avoir baissé en 2011, sont en hausse (respectivement 1,9 %, et 3,9 % en 2012). Les dépenses enregistrées en « fonction globale d'accueil » continuent leur hausse régulière ; +3,5 % en 2012.

En 2012, selon les Caf, la part des dépenses liées à l'accueil du jeune enfant représente 31 à 82 % des dépenses d'action sociale. Les plus faibles parts (31 à 42%) se situent dans 17 Caisses dont celles du Nord-Pas-de-Calais, du Pays de la Loire, la Basse-Normandie ou de la Lorraine.

Les Caf de l'Île-de-France, du pourtour méditerranéen, de la Haute-Savoie, des Hautes-Alpes et de la Guyane ont plus de 60% de leurs dépenses d'action sociale « investies » dans cette fonction. Cette répartition suit globalement celle des densités d'offre en EAJE vs. Assistantes maternelles. Les dépenses sont plus faibles là où les assistantes maternelles sont très présentes et plus importantes là où les EAJE sont nombreux.

Carte 1 : Part du montant des dépenses de l'accueil du jeune enfant dans le montant des dépenses d'action sociale



En pourcentage

Source : Cnaf-Dser VFDAS2012

- de 65 à 82
- de 54 à 65
- de 48 à 54
- de 42 à 48
- de 31 à 42

La quasi-totalité des dépenses (94,8 %, tableau 4 page 30) est financée sur prestations de service ou dotations affectées (encadrés pages 26 et 27) ; 5,2 % de la fonction étant financés sur fonds locaux. Les prestations de service couvrant exclusivement des dépenses de fonctionnement, il en résulte (tableau 3 page 31) que 83,6 % des dépenses de la fonction relèvent de la section budgétaire « fonctionnement ». Cette part a une tendance baissière depuis 2010 (94,1 %), en faveur des dépenses d'investissement dont la part représente 16,4 % en 2012 (6,8 % en 2011).

Les fonds affectés sont de trois ordres : la prestation de service unique (et prestation de service ordinaire) dont la dépense peut être isolée selon le mode d'accueil de l'enfant, le contrat enfance jeunesse versé globalement en fonction de l'effort fourni par le gestionnaire pour développer les modes d'accueil, et les fonds d'investissements dont l'incidence financière s'étale sur plusieurs exercices.

La prestation de service unique, qui s'est progressivement substituée à la prestation de service ordinaire pour les établissements d'accueil de moins de quatre ans a donné lieu à une nouvelle nomenclature des dépenses adaptée à la réglementation de cette prestation de service, depuis le 1^{er} janvier 2005. Le critère principal « établissements d'accueil » est devenu secondaire. Sont désormais privilégiés :

- Le mode d'accueil (familial, parental, collectif)
- L'âge des enfants (moins de 4 ans, 4 à 6 ans)

Le tableau ci-dessous présente quelques données extraites des tableaux SF100 des exercices 2008 à 2012 ; il s'agit des dépenses d'accueil des jeunes enfants sur fonds propres et sur prestations de service : près de **1 800 millions d'euros** en 2012 (+8,1% en 1 an). Elles concernent essentiellement (88 %) l'accueil collectif des enfants de moins de 4 ans. L'accueil familial des enfants de moins de 4 ans représente 10,4% de la dépense et l'accueil parental 1,5%. Les dépenses consacrées à l'accueil des enfants de plus de 4 ans sont marginales (3,6 millions d'euros pour les trois types accueil) et sont en baisse en 2012 (-36,2 %).

Montant des dépenses d'accueil du jeune enfant selon le type d'établissement (*)

	2008	2009	2010	2011	2012	Part 2012 (**)	Part 2011 (**)
111 : Moins de 4 ans / collectif / crèche	387 301	395 285	433 320	458 792	474 350	26,6	27,8
112 : Moins de 4 ans / collectif / halte garderie	90 743	90 027	94 127	98 065	101 746	5,7	5,9
113 : Moins de 4 ans / collectif / étab. polyvalent	573 633	648 364	748 929	867 765	978 133	54,9	52,6
114 : Moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfants	4 589	5 576	11 058	12 068	13 200	0,7	0,7
11 Total établissement d'accueil collectif des moins de 4 ans	1 056 266	1 139 253	1 287 433	1 436 691	1 567 428	87,9	87,1
121 : Moins de 4 ans / familial / crèche	134 748	130 562	142 314	144 182	153 627	8,6	8,7
122 : Moins de 4 ans / familial / halte garderie	128	5 626	96	112	88	0,0	0,0
123 : Moins de 4 ans / familial / étab. polyvalent	35 159	36 826	39 152	36 582	30 946	1,7	2,2
12 Total établissement d'accueil familial des moins de 4 ans	170 035	173 014	181 562	180 877	184 661	10,4	11,0
131 : Moins de 4 ans / parental / crèche	11 081	10 452	11 059	11 052	12 484	0,7	0,7
132 : Moins de 4 ans / parental / halte garderie	1 945	1 976	1 833	1 979	1 588	0,1	0,1
133 : Moins de 4 ans / parental / étab. polyvalent	13 029	12 614	12 871	12 448	12 424	0,7	0,8
13 Total établissement d'accueil parental des moins de 4 ans	26 055	25 042	25 763	25 478	26 496	1,5	1,5
141 : De 4 à - de 6 ans / collectif / crèche	115	132	165	371	312	0,0	0,0
142 : De 4 à - de 6 ans / collectif / halte garderie	1 698	1 695	1 621	1 035	1 002	0,1	0,1
143 : De 4 à - de 6 ans / collectif / étab. polyvalent	1 795	1 898	1 886	2 047	1 381	0,1	0,1
144 : De 4 à - de 6 ans / collectif / jardin d'enfants	843	1 135	658	1 456	455	0,0	0,1
14 Total établissement d'accueil collectif des 4 à - de 6 ans	4 451	4 860	4 330	4 908	3 151	0,2	0,3
151 : De 4 à - de 6 ans / familial / crèche	53	96	77	95	113	0,0	0,0
152 : De 4 à - de 6 ans / familial / halte garderie	287	378	285	408	274	0,0	0,0
153 : De 4 à - de 6 ans / familial / étab. polyvalent	317	133	231	239	56	0,0	0,0
15 Total établissement d'accueil familial des 4 à - de 6 ans	657	607	592	742	444	0,0	0,0
161 : De 4 à - de 6 ans / parental / crèche	10	9	3	21	29	0,0	0,0
162 : De 4 à - de 6 ans / parental / halte garderie	23	24	25	16	9	0,0	0,0
163 : De 4 à - de 6 ans / parental / étab. polyvalent	85	76	49	37	21	0,0	0,0
16 Total établissement d'accueil parental des 4 à - de 6 ans	118	110	77	74	59	0,0	0,0
Total	1 257 583	1 342 885	1 499 758	1 648 770	1 782 238	100	100

(*) En milliers d'euros

(**) En pourcentage

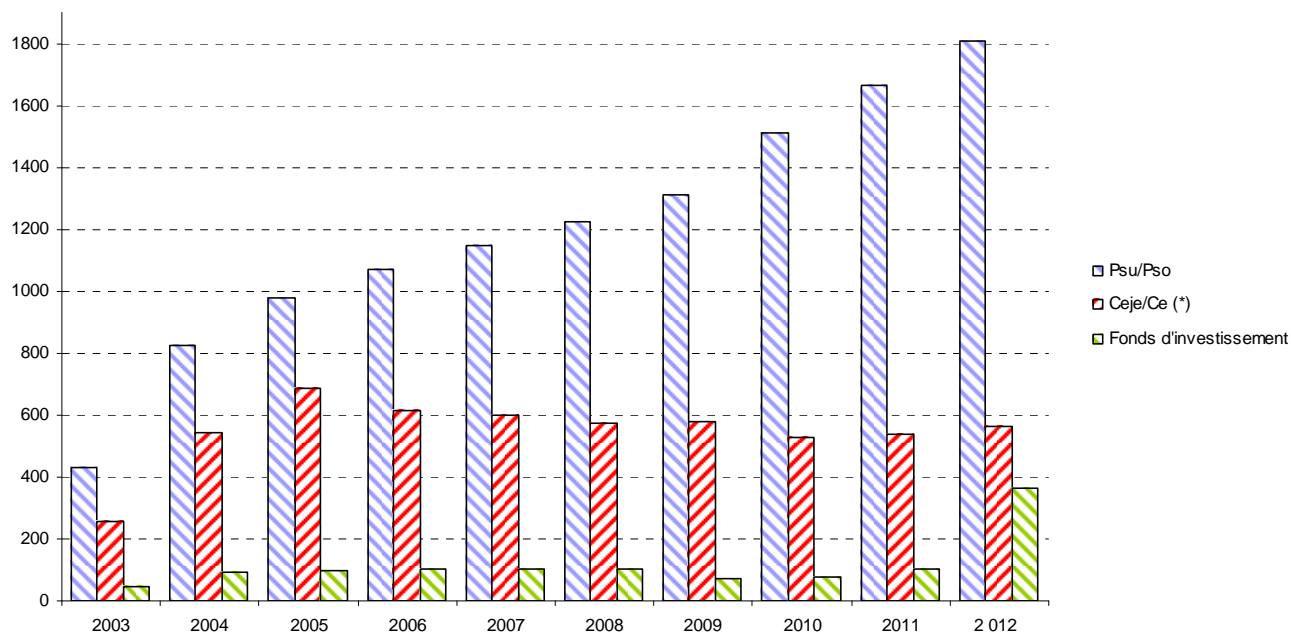
Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

Au cours de l'exercice 2012, les Caf ont consacré **1 732,5 millions d'euros** aux dépenses de Prestation de service unique, soit une progression de 9,1% en un an (tableau SF906). Cette prestation étend l'aide financière de la Caf à toutes les structures accueillant les enfants jusqu'à leur 4^{ème} anniversaire (au lieu de 3 ans avant la réforme). Elle a pour effet de compléter la participation des familles en neutralisant l'impact des revenus des familles sur la gestion financière de l'établissement d'accueil (moins la famille paie, plus la Caf finance). Elle permet en outre aux familles d'effectuer des réservations en termes d'heures plutôt qu'en termes de journées, s'adaptant ainsi à la plus grande variabilité des temps de travail.

En revanche, pour le même exercice, les dépenses attribuées à la prestation de service ordinaire (versée aux établissements accueillant des enfants de plus de quatre ans) continuent à

chuter (- 19,5 % en 2011, -25,2 % en 2012). Le financement de la Pso est de **2,07 millions d'euros** (2,7 millions d'euros en 2011 – tableau SF903).

Graphique 4 : Les fonds affectés de la fonction accueil des jeunes enfants de 2003 à 2012 (en millions d'euros)



Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

(*) Y compris les contrats crèches, jusqu'en 2005

Le graphique 4 ci-dessus reflète la part prépondérante prise par la prestation de service unique au fil des ans dans les fonds affectés de l'accueil de la petite enfance. C'est le principal levier de gestion dans le développement de l'accueil des jeunes enfants. En revanche, après une progression régulière de 2003 à 2005 la part des CEJE/CE dans le budget d'action sociale est en régression constante de 2005 à 2011 et remonte légèrement en 2011. Quant aux montants des fonds attribués à l'investissement de la fonction 1, leur évolution est en dent de scie de 2003 à 2012. Leur part oscille entre 4 et 6% des fonds affectés de cette fonction. Comparé à celle des années précédentes, la masse financière consacrée à l'investissement est assez conséquente en 2012, du fait des dotations aux provisions pour subventions d'investissement d'un montant de plus de 276 millions d'euros.

Les contrats enfance et jeunesse constituent le second poste de la fonction accueil des jeunes enfants, avec le volet « enfance » de ces contrats : à hauteur de **561 millions d'euros**, ils représentent 19,4% de la fonction. Après une baisse de -9% en 2010, consécutive à la réforme lancée en 2006⁵, quand les contrats enfance jeunesse se sont substitués aux contrats enfance (encadrés pages 27 – 28), ces dépenses liées aux CEJ ont amorcé leur hausse au cours de l'exercice 2011 (+2,5%), elles ont crû de +3,9 % en 2012. cette tendance à la hausse s'explique par l'augmentation des flux financiers engendrée par la création de places supplémentaires et le renouvellement des anciens contrats en conformité avec la réglementation actuelle.

⁵ Pour une meilleure maîtrise des dépenses d'action sociale les caf ont été invitées à privilégier les territoires où les demandes sont les plus fortes et où les collectivités locales disposent de peu de ressources propres, ce dans le cadre d'une dotation désormais limitative.

Le montant total des dépenses consacrées la ligne budgétaire « fonction globale d'accueil » de la fonction 1 (CEJ) s'élève à **586,8 millions d'euros** en 2012 (fonds affectés : 561 millions d'€ et fonds locaux des Caisses : 25,8 millions d'€). Sur cette ligne sont répertoriés les financements des salaires des conseillers techniques petite enfance (18,3 millions d'euros - rubrique G35 du tableau SF100 page 55).

Pour aider ponctuellement les collectivités les plus en difficulté, en milieu rural ou en zone urbaine sensible et les structures associatives régies par la convention Snaesco, des fonds d'accompagnement des contrats enfance jeunesse (Facej et Fonds Snaesco pour les structures associatives concernées) ont été prévus sur la période 2009-2012. Ces fonds d'accompagnement enfance s'élèvent à 26.7 millions d'euros (+39% par rapport à 2011)

Le troisième poste de « fonds affectés » est constitué par les fonds d'investissement, dont l'incidence financière porte sur plusieurs exercices comptables : Fonds d'investissement pour la petite enfance (Fipe), créé en 2001, Aide exceptionnelle à l'investissement (Aei) créée en 2002, Dispositif d'aide à l'investissement petite enfance (Daïpe) créé en 2004, Dispositif d'investissement petite enfance (Dipe) créé en 2006, et Plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (Païppe) créé en 2007. Ces « plans crèches » sont destinés à inciter les collectivités territoriales et les associations à développer rapidement des services d'accueil collectif. Un « septième plan crèches » appelé plan crèche pluriannuel d'investissement (Pcpi) a été créé fin 2009. Il a pour objectif de permettre l'ouverture de 60 000 nouvelles places de crèches de 2009 à 2016, dont 30 000 de 2009 à 2012, pour un total de 330 millions d'euros durant les 4 années de la convention d'objectif et de gestion. Pour respecter ces objectifs en fin de Cog, les dépenses au titre du Pcpi sont quadruplées pour atteindre le montant de **301,3 millions d'euros** (y compris les dotations aux provisions au titre du Pcpi) sur l'exercice 2012 (58,7 millions d'euros en 2011). 45 565⁶ places de crèches ont été créées de 2009 à 2011, soit 22,5 % de places de plus que prévu sur les objectifs 2009-2012. Si l'on tient compte des dotations aux provisions pour subventions d'investissements engagées sur les fonds nationaux, le financement au titre des divers fonds a triplé en 2012. Elles se sont élevées à **371,4 millions d'euros**

Aide à la lecture des tableaux relatifs à la PSU et la PSO

Dans les tableaux SF902 et SF903, aux pages 63 et 64 (France), 79 et 80 (métropole), 95 et 96 (Dom), la codification d'une dépense PSU/hors PSU, renvoie au mode de financement de la PS : un même établissement peut bénéficier de la PSU pour les enfants de moins de 4 ans qu'il accueille mais la PS versée pour enfant de 4 ans et plus est financée « hors PSU ». A compter de 2006, les actes « hors PSU » concernant l'accueil des moins de quatre ans sont des régularisations comptables qui sont souvent des écritures négatives.

1.2 Progression des aides relatives aux temps libres (tableau SF200 page 56)

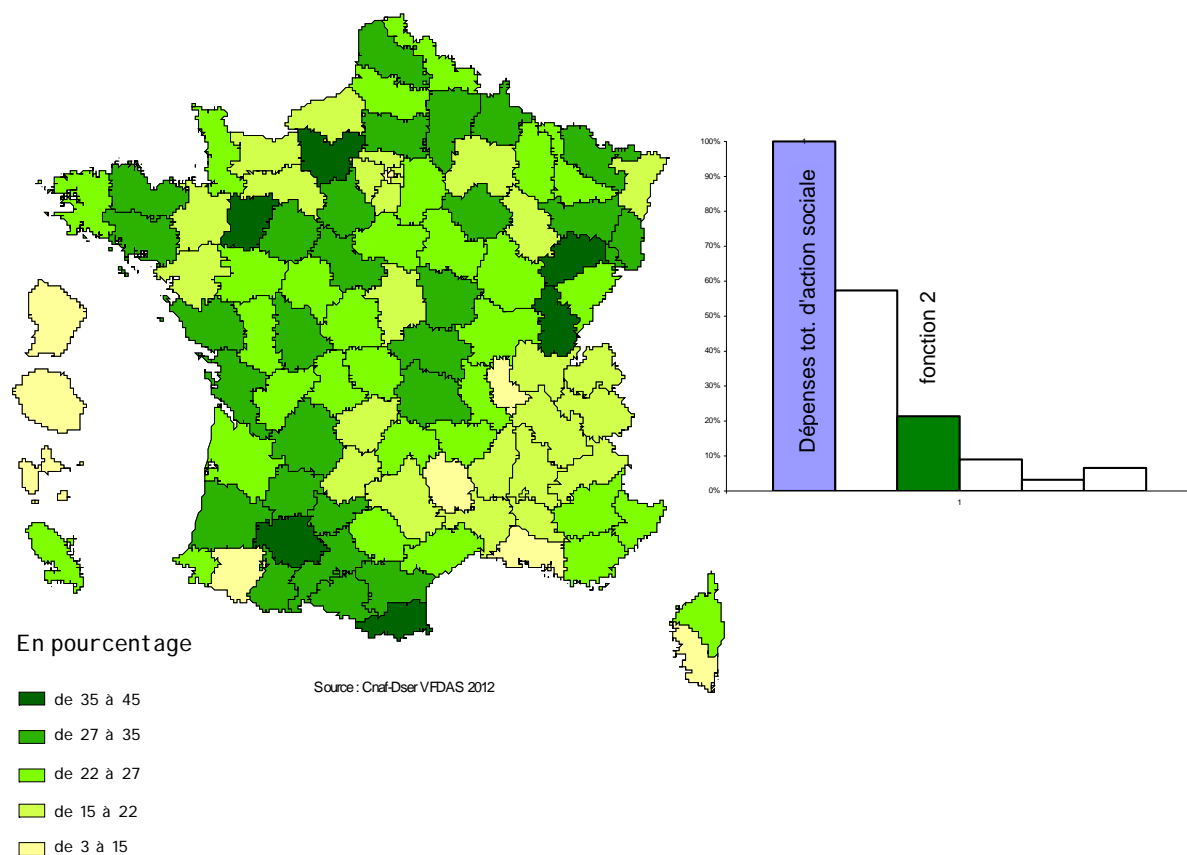
Avec un budget de **1 080,8 millions d'euros**, la fonction « temps libre des enfants et des familles » occupe la seconde place des dépenses d'action sociale en 2012. Elle représente 21,4% des dépenses et progresse de 6,7 % en un an. Cette croissance n'aurait été que de 3% hormis les provisions pour subventions d'investissements. Sur la période 2009 – 2012, le financement de cette fonction s'est accru de 14,3%.

Selon les Caisses, la part des dépenses d'action sociale accordées au temps libre des enfants et des parents varie de 3 à 45% pour l'exercice 2012. La part réservée à cette fonction de 5 Caisses est inférieure à 15%, la Guyane ayant la plus faible part (3%). Elles sont 6 à investir 35

⁶ Les 45 565 places de crèches créées se répartissent comme suit : 7 097 places en 2009, 11 933 places en 2010, 12 270 places en 2011 et 14 265 en 2012.

à 45% de leurs dépenses d'action sociale en faveur de cette fonction. Près de la moitié (45,3%) du financement d'action sociale de la Caf du Gers est réservée à la fonction 2.

Carte 2 : Part du montant des dépenses pour temps libre des enfants et des familles dans le montant des dépenses d'action sociale



Les dépenses sur fonds affectés des **contrats enfance jeunesse** (partie jeunesse – CEJ) relevant de la fonction 2, sont en hausse régulière depuis 2011 (+1,2% en 2011, +1,7% en 2012). Leur montant s'élève ainsi à **418,8 millions d'euros**. Il représente près 40% des dépenses de la fonction temps libres (tableau SF200 – D10).

Au même titre que l'enfance, il existe un fonds d'accompagnement du CEJ sur le volet jeunesse pour aider ponctuellement les collectivités les plus en difficulté, en milieu rural ou en zone urbaine sensible. Ce sont **39 millions d'euros** qui ont été prévus sur la période 2009-2012 et les caisses d'allocations familiales ont dépensé 30,5 millions d'euros.

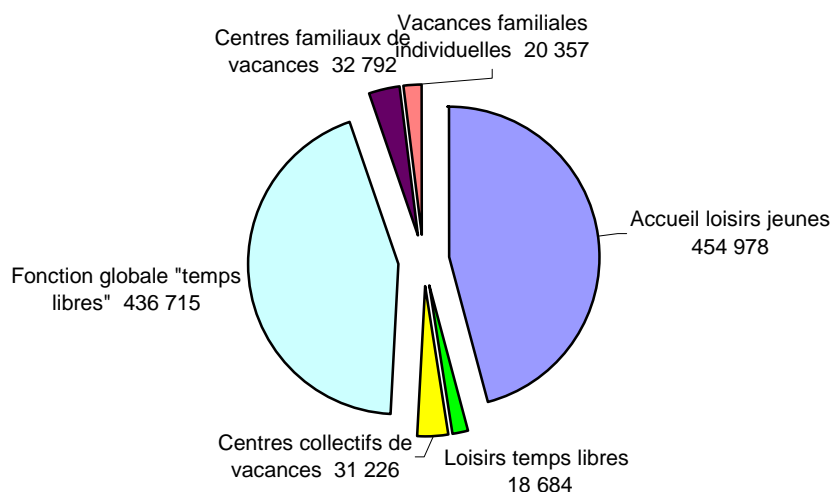
Par ailleurs, un fonds spécifique en faveur du public « adolescent » a été créé et intégré à la Cog 2009-2012. 26,4 millions d'euros ont été dépensé au titre des projets (subventions d'investissement et de fonctionnement) en faveur de ce public.

La sous - fonction « accueil loisirs jeunes » (antérieurement centres de loisirs sans hébergement - CLSH)⁷ constitue le second poste de cette fonction : **455 millions d'euros**, soit une hausse de 4,9% l'an. Elle représente 42,1% de la fonction « temps libres ». 78,8% de ces dépenses sont financées sur prestations de service (**358 millions d'euros**).

⁷ Le changement d'intitulé de la rubrique accompagne une extension du champ d'action (financement de nouvelles actions « accueil jeunes »).

Le contrat enfance jeunesse concerne exclusivement des dépenses de fonctionnement. Les CAF peuvent également intervenir, si elles le souhaitent, pour des dépenses d'investissement, mais sur leurs fonds locaux, et à la condition de demeurer dans le champ de compétence tel que défini dans l'arrêté ministériel du 3 octobre 2001.

Graphique 5 : Dépenses temps libres des enfants et des familles (en milliers d'euros)



Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS 2012

La gestion Vacaf

Depuis plusieurs années, la caisse d'allocations familiales de Montpellier gère, pour le compte des autres caf, le service commun Vacaf, dont les missions, fixées par arrêté ministériel, participent à la promotion de vacances familiales, à l'accompagnement des familles les plus fragilisées et à la promotion du tourisme social.

Pour répondre à ces missions le service gère quatre dispositifs pour les caf adhérentes :

- L'aide aux vacances familiales (Avf) pour les familles autonomes ;
- L'aide aux vacances sociales (Avs) pour les familles à très bas revenus ou fragilisées ayant besoin d'un accompagnement socio-éducatif pendant leur temps de vacances ;
- L'aide aux vacances enfants local (Avel) à destination des enfants pour des séjours dans des centres de vacances enfants (colonies, camps d'été). Les familles réservent directement auprès des centres agréés par la Caf sur leur territoire,
- L'aide aux vacances enfants national (Aven) à destination des enfants pour des séjours dans des centres de vacances enfants et adolescents (colonies, camps d'été). Le conventionnement est réalisé entre Vacaf et des associations organisatrices de séjours

Les Caf peuvent adhérer à ce service pour un ou plusieurs des quatre dispositifs. Chaque Caf détermine ses « bénéficiaires potentiels » en fonction des critères définis par son conseil d'administration (revenus, nombre d'enfants, situation familiale...) et attribue une enveloppe financière par dispositif. Vacaf informe en temps réel les caf adhérentes de la consommation de l'enveloppe. Les dépenses occasionnées pour les allocataires sont retracées dans la comptabilité de la Caf concernée.

Les dispositifs Avel et Aven (anciennement Ave) sont retracés sur la ligne « centres collectifs de vacances » du tableau SF200, le dispositif Avf sur la ligne « centres familiaux de vacances » du même tableau et le dispositif Avs sur la ligne « autres ».

L'évolution des postes qui retracent les différents dispositifs de Vacaf est assez contrastée. Ainsi, la rubrique « centres familiaux de vacances », intégrant le dispositif Avf et dont la mutualisation est largement réalisée, continue sa croissance en 2012 (+13,2%). A hauteur de **32,8 millions d'euros**, ses dépenses représentent 3% de la fonction. La rubrique « centres collectifs de vacances » (intégrant le dispositif Ave), après une tendance à la baisse (-9,3% en 2009, -2,5% en 2010 et -10,7 % en 2011) a légèrement augmenté en 2012 ; soit 4% pour un financement de **31,2 millions d'euros** en 2012. Quant au poste « vacances familiales individuelles » son évolution depuis 2006, est en dents de scie : 2006/2007 +1,6%, 2008/2007 - 23%, 2009/2008 +10,9%, 2010/2009 - 13%, 2010/2011 + 13,5%, et 2011/2012 -10,5%. Le montant de ses dépenses est de **20,4 millions d'euros** au cours de l'exercice 2012. Sur la période 2009 - 2012, ce poste enregistre une diminution (-11,4%) liée au transfert des aides des caf des vacances familiales individuelles vers les centres familiaux de vacances, par le biais du dispositif Avf. La somme de ces 3 postes, enregistre une augmentation de 3,2 % (**84,4 millions d'euros** en 2012).

La fonction « temps libre » intègre également, le financement, sur fonds locaux, des loisirs de proximité pour les enfants et les familles et des loisirs éducatifs à hauteur de **18,7 millions d'euros** en 2012 (-10,5% en un an).

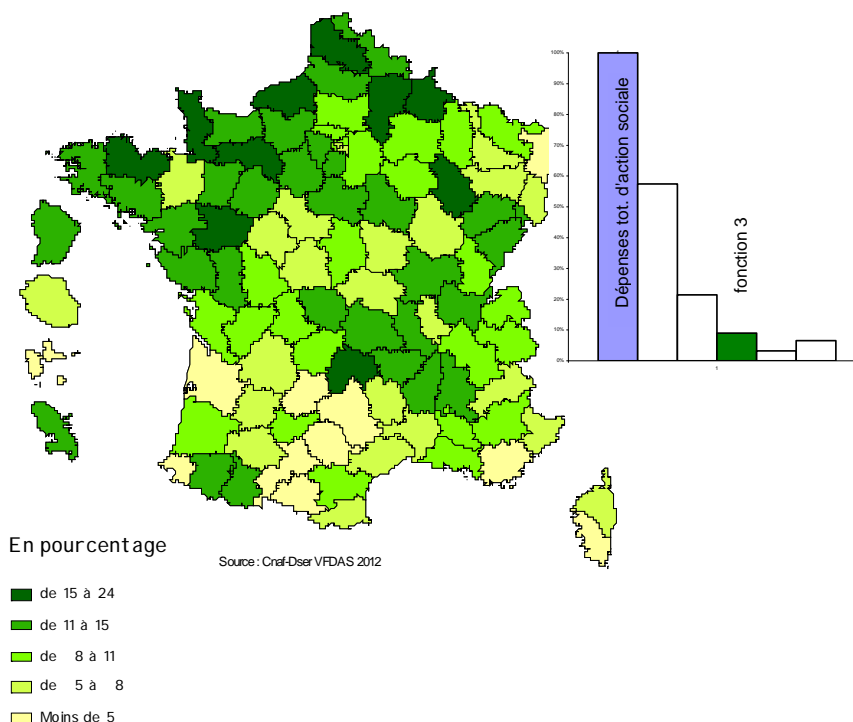
Enfin les caf interviennent pour aider les jeunes qui préparent le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) ou de directeur (BAFD) en versant des bourses qui financent une partie de la formation. En 2012, **3,9 millions d'euros** ont été dépensés à ce titre. Le montant de ce poste est en recul depuis 2 ans (-5% en 2011 et -6,2% en 2012). 2,08 millions d'euros sont financés sur fonds Cnaf.

1.3 Accompagnement social des familles et de leurs enfants : une dépense en hausse dans les dépenses de l'action sociale, une évolution contrastée selon les domaines d'intervention (tableaux SF300 et SF301 pages 57 et 58 et graphique 6)

Cette fonction qui représente pour l'exercice 2012, 9% des dépenses d'action sociale, regroupe les interventions contribuant à l'accompagnement des familles en difficulté : les services de travailleurs sociaux, l'aide à domicile et les aides financières aux familles. Elle est financée à 78,9 % sur fonds locaux des CAF et à 21,1 % sur fonds affectés en faveur de l'aide à domicile (page 55 et tableau 4 page 31). La majorité des dépenses relève du fonctionnement (72 %). 26,5 % sont consacrées aux aides directes aux familles et 1,5 % à l'investissement – tableau 3 page 31. De 2009 à 2012 le financement de cette fonction s'est accru de 3,6%.

Au cours de l'exercice 2012, les Caisses ont consacré de 0 à 24 % du budget d'action sociale à la fonction 3 (Carte 3). Pour 11 Caf, cette part des dépenses est inférieure à 5%. Elles sont pour l'essentiel situées dans les régions Midi-Pyrénées, de l'Aquitaine. Le Bas-Rhin, la Corse-du-Sud, la Guadeloupe, ainsi que le Var en font partie. 8 Caisses accordent plus de 16% de leur financement d'action sociale à l'accompagnement social des familles et leurs enfants.

Carte 3 : Part du montant des dépenses pour l'accompagnement social des familles et de leurs enfants dans le montant des dépenses d'action sociale



Avec une hausse annuelle de 2 %, le montant du financement de l'accompagnement social s'élève à **454,7 millions d'euros** en 2012 (dont 643 395 euros de provisions pour subventions d'investissement engagées sur fonds locaux).

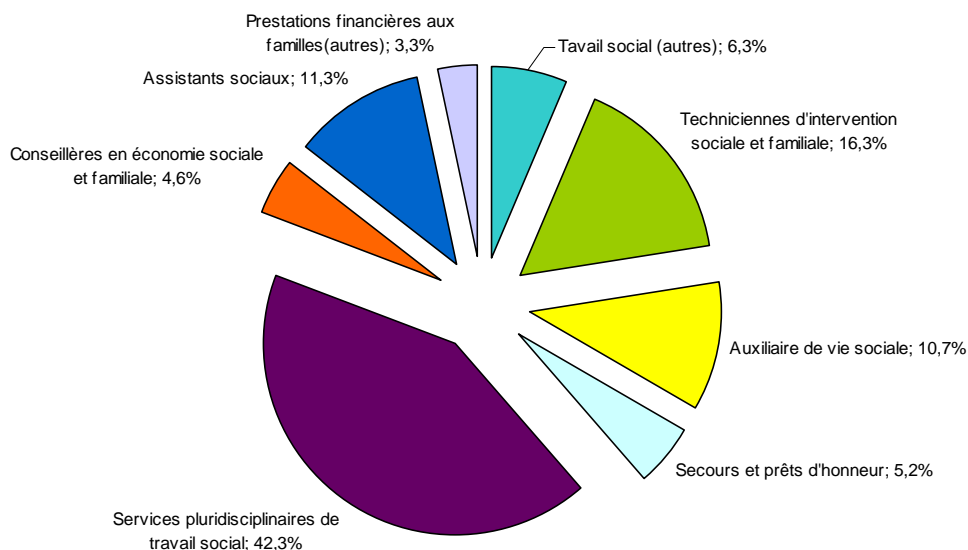
La sous-fonction « travail social » dont le budget s'élève à plus de **293 millions d'euros** représente 64,4% des dépenses de cette fonction. Elle enregistre une hausse des dépenses de 5,7% en an. Le travail social est financé exclusivement sur fonds locaux pour des équipements et services en gestion directe (crèches, centres sociaux, RAM, travailleurs sociaux...).

Cette sous-fonction comporte plusieurs postes d'importance inégale dont les services pluridisciplinaires de travail social (**192 millions d'euros** ; + 7% en 2012) les assistants sociaux (**51,4 millions d'euros** – stable) les conseillères en économie sociale et familiale (**20,9 millions d'euros** – en baisse). Le poste « autres personnels sociaux » continue sa progression en 2012 (+25,6%) avec un budget de **15,6 millions d'euros**. L'essentiel des dépenses de travail social est rattaché au compte de «subvention d'équilibre» au budget d'œuvre de la Caf (**281,8 millions d'euros** soit 96,1% de la sous-fonction - tableau SF300 rubrique G9 page 57). La sous-fonction « travail social » couvre essentiellement les salaires des travailleurs sociaux.

L'aide à domicile couvre deux types d'emplois : les techniciennes de l'intervention sociale et familiale (TISF) et les auxiliaires de vie sociale (AVS). Le premier, avec une dépense de **74 millions d'euros** en 2012, continue sa tendance à la baisse (-8 %). Avec un financement de **48,5 millions d'euros** le poste AVS connaît une baisse en 2012 de -3,4%. Globalement l'aide à domicile représente 27% de la fonction 3.

L'aide à domicile est dispensée majoritairement par des associations qui disposent pour leur fonctionnement, d'une part, de prestations de service de la CNAF (**38,3 millions d'euros** soit 31,2% du budget de l'aide à domicile) et d'autre part des paiements des familles (**82,9 millions d'euros** - 67,6% du budget de l'aide à domicile). Pour ces paiements, la Caf se substitue en grande partie aux familles à travers des « aides financières », financées sur ses fonds locaux si le motif de l'intervention est lié à la naissance ou le décès d'un enfant, une famille nombreuse, la séparation des parents, une surcharge occasionnelle..., et sur fonds affectés (fonds CNAF) si l'intervention est liée à la maladie, l'hospitalisation ou l'affection de longue durée (d'un parent, d'un enfant) ou la grossesse de la mère.

Graphique 6 : Accompagnement social des familles et de leurs enfants (en % de la fonction)



Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS 2012

Troisième poste de la fonction, les « secours et aides financières », en hausse de 1,2%, s'élèvent à **38,4 millions d'euros** dont **23,6 millions** d'euros pour les secours et prêts d'honneur.

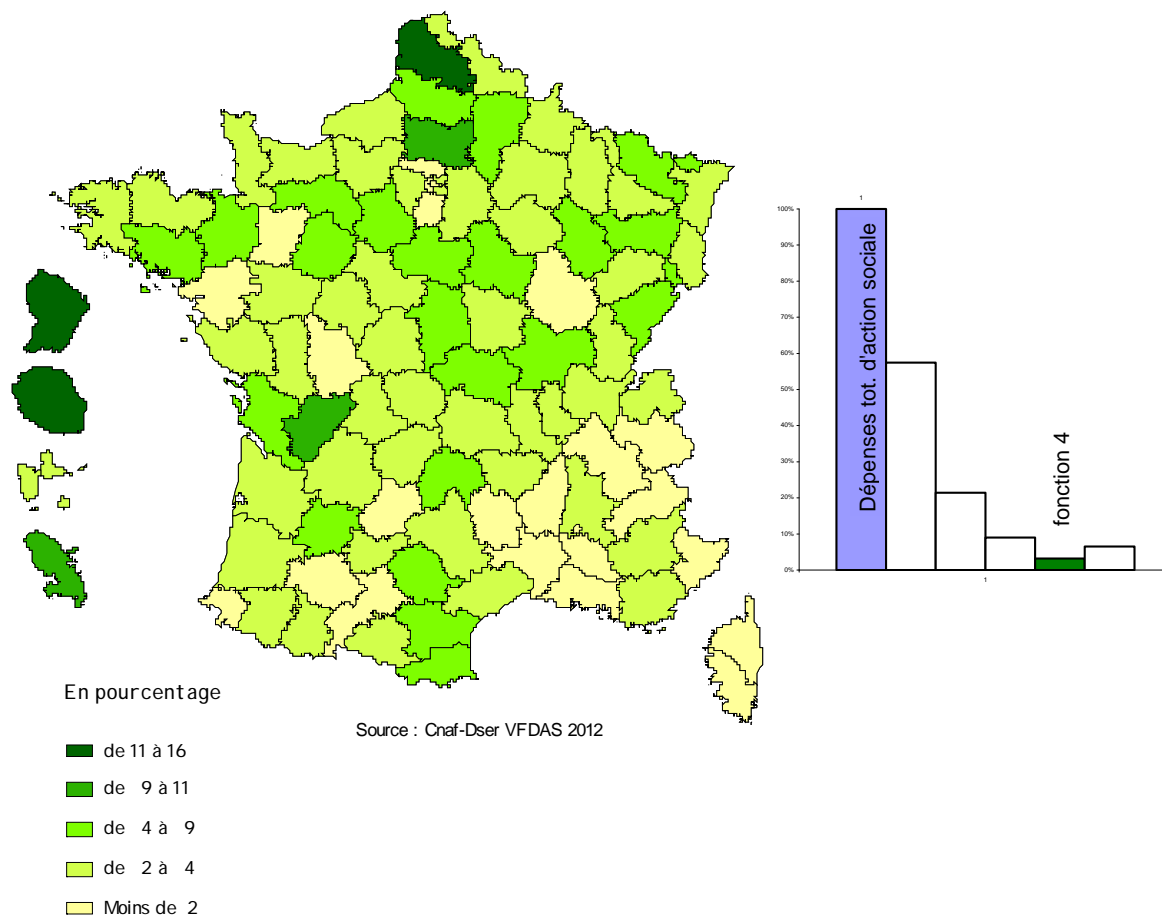
1.4 Relative stabilité des dépenses de la fonction « logement et habitat » (tableau SF400 page 59)

En 2012, les dépenses de cette fonction restent stables (**160,9 millions d'euros** en 2012, soit une hausse de +0,5%). Elles représentent 3,2 % des dépenses budgétaires d'action sociale. 62,5% des dépenses de cette fonction sont essentiellement orientées vers les familles, 27,6 % sont des dépenses de fonctionnement destinées en grande partie aux partenaires et 9,9 % des dépenses d'investissement. Le financement repose exclusivement sur fonds locaux des CAF (tableaux 3 et 4 page 31). Il importe de noter que les aides aux familles sont distribuées principalement sous forme de prêts (79,4 % des aides aux familles), et sont donc largement autofinancées. Sur la période 2009 à 2012, le budget alloué à cette fonction s'est accru de 7,2%

Au cours de l'année 2012, 1 à 16% des dépenses d'action sociale sont consacrés au logement et à l'habitat (fonction 4). Les Caf consacrant plus de 11% de leur effort en action sociale à cette fonction sont au nombre de 3 il s'agit des caf du Pas-de-calais, de la Réunion et de la Martinique (Carte 4). Les Caisses de la Guyane, de la Charente et de l'Oise consacrent 9 à 11% de leur budget d'action à cette dépense. 21 Caisses ont les plus faibles proportions (moins de

2%). Parmi elles, figurent des Caf situées le long du pourtour méditerranéen, dans les régions limitrophes de l'Espagne, de la Corse...

Carte 4 : Part du montant des dépenses pour le logement et l'habitat dans le montant des dépenses d'action sociale



Les Caf des Dom qui ont une obligation réglementaire concernant la politique du logement, ont consacré **21,4 millions d'euros**, aux dépenses de cette fonction (+12,7% en un an). Ce montant représente 13,3% du financement national de la fonction, alors que la part des Dom dans l'ensemble des dépenses d'action sociale est de 3,5 %.

Pour l'exercice 2012, le dynamisme de la politique des Caf Dom dans ce domaine, parvient à maintenir une relative stabilité des dépenses de la fonction « Logement », malgré la baisse du financement consacré à cette fonction par les Caf métropolitaines (-1,1%)

→41 : La réhabilitation et l'amélioration de l'habitat (**11,2 millions d'euros en 2012**)

Ces dépenses visent à prévenir la dégradation des logements en finançant notamment des travaux de réparation et d'amélioration. Le financement de cette rubrique poursuit sa tendance à la baisse (-3,8% en 2011, -4,2% en 2012. 62,4 % de ces dépenses sont des aides financières individuelles. Il s'agit en particulier de prêts à l'amélioration de l'habitat « sociaux », qui peuvent être versés aux familles en complément des prêts légaux (« PAH »).

18,5% des dépenses de cette sous-fonction concernent des aides à l'investissement versées aux organismes HLM ou à des associations (PACT...) pour la réalisation de logements adaptés aux

caractéristiques et capacités financières des familles. Elles ont diminué de 34,6% en 2012. 19,1% de ces dépenses sont des subventions de fonctionnement, notamment pour les associations impliquées dans le diagnostic des logements indécents (+11% en 2012).

→42 : L'aide à l'équipement et à l'installation constitue l'essentiel des dépenses de la fonction logement (**85 millions d'euros** en 2012) et, connaît également une chute annuelle de -4,8%.

Il s'agit d'aides financières accordées aux familles pour participer aux frais d'acquisition de leurs équipements ménagers (34,8 millions d'euros) et mobiliers (31,7 millions d'euros), et aux frais d'entrée et d'installation dans leur logement (18,4 millions d'euros). L'essentiel de ces aides est versé sous forme de prêts (86% du poste).

→43 : accès et maintien dans l'habitat ; en hausse de -5,4% en 2012, pour un montant de près de **56 millions d'euros** est subdivisé en plusieurs sous rubriques :

a) les aides visant l'accès et le maintien dans le logement (**34,7 millions d'euros** sous-fonctions 431 à 433 page 59) regroupent les aides financières directes versées aux familles ayant des dettes liées à l'usage du logement (loyer, accession à la propriété, énergie, eau, téléphone), et l'apport financier des Caf aux dispositifs inter – partenariaux tels que les fonds de solidarité pour le logement (FSL), ou les fonds communs énergie (FSE).

b) L'aide au logement des jeunes : sous-fonction 434 (**1,6 million d'euros**).

c) L'information et Conseil aux Familles : sous-fonction 435 (**5,7 millions d'euros**).

Cette rubrique regroupe les dépenses de la Caf en direction des organismes extérieurs qui développent des actions d'information, de conseil et de prévention à destination des familles dans le domaine de l'habitat, tels que les ADIL (agences départementales d'information sur le logement).

d) La fonction globale Logement Habitat (**8,2 millions d'euros**) englobe les dépenses relatives aux postes de conseillers techniques Logement et Habitat.

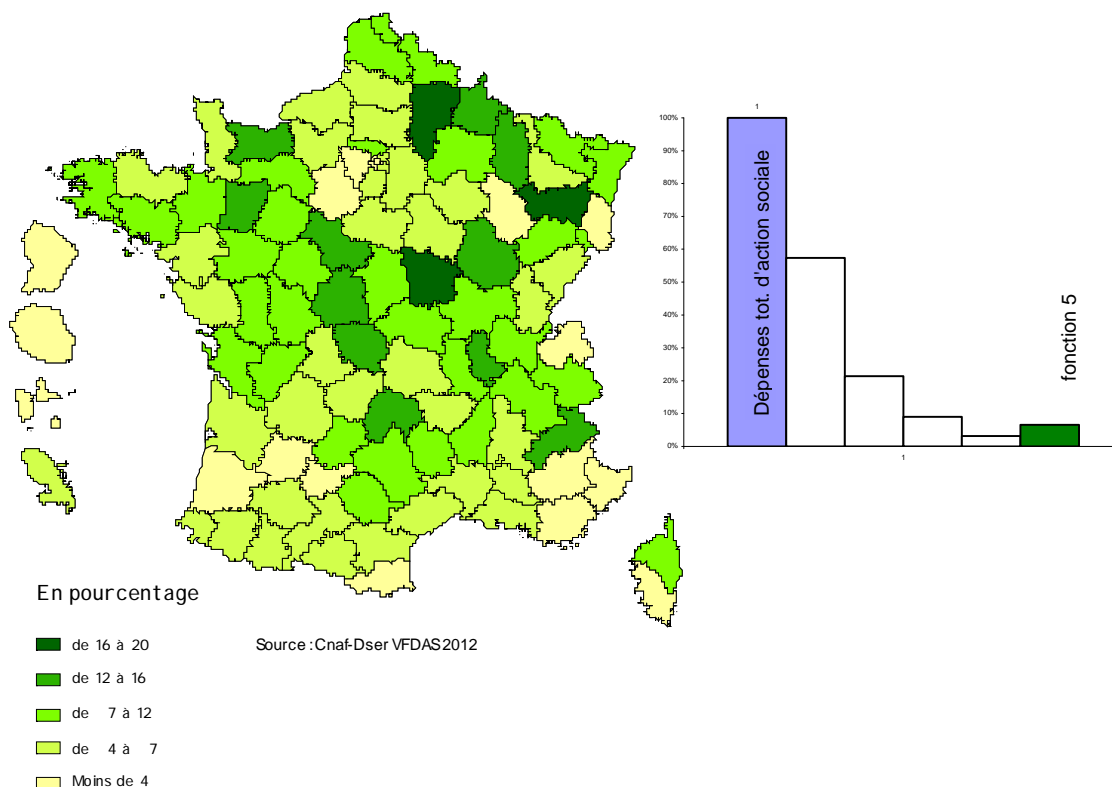
e) Enfin une rubrique permet l'enregistrement d'actions spécifiques aux départements d'Outre-mer, actions qui ne s'insèrent pas dans la nomenclature : logements évolutifs sociaux, logements locatifs sociaux et logements locatifs très sociaux (**5,8 millions d'euros**).

1.5 Progression des dépenses de la fonction « animation de la vie sociale » (tableau SF500 page 60)

Avec un montant de **331,4 millions d'euros** de dépenses, cette fonction qui représente 6,6 % des dépenses d'action sociale en 2012, enregistre une hausse de 7,5 % en un an. Son budget s'est accru de 15,8% de 2009 à 2012.

En 2012, selon les Caisses, la part des dépenses d'actions sociale consacrées à l'animation de la vie sociale varie entre 0 et 20 %. Bien que cette politique d'action sociale soit nationale, sa mise en place sur les territoires est fonction du besoin et des priorités des Caf en la matière. L'on observe donc sa quasi inexistence dans certaines Caf des Dom, de PACA. Les Caf de l'Aisne, des Vosges et de l'Yonne ont investi 16 à 20% de leurs dépenses d'action sociale dans cette fonction.

Carte 5 : Part du montant des dépenses pour l'animation de la vie sociale dans le montant des dépenses d'action sociale



La part du financement sur prestations de service (52,3%) est plus importante que celle sur fonds locaux (47,7%). Cette part financée sur les prestations de service a baissé en 2012, tandis que celle sur fonds propres augmente au cours de l'exercice 2012 (graphique 7). Ces PS concernent exclusivement la sous-fonction « animation sociale ».

87,1 % du financement de la fonction concernent des dépenses de fonctionnement, 12,4 % des dépenses d'investissement, et 0,5% des aides financières (ces aides financières correspondent essentiellement aux subventions et prêts pour achat de caravanes octroyés aux « gens du voyage »). La fonction recouvre deux dimensions tout à fait inégales en poids financiers : **l'animation sociale (304,9 millions d'euros**, dont 165,4 millions de prestations de service), et le **soutien à la vie associative (11,6 millions d'euros)**. A ces dépenses, il faut ajouter les provisions pour subventions d'investissements d'un montant de 14,8 millions d'euros, issues des décisions de financement de l'exercice non payées au cours de l'exercice.

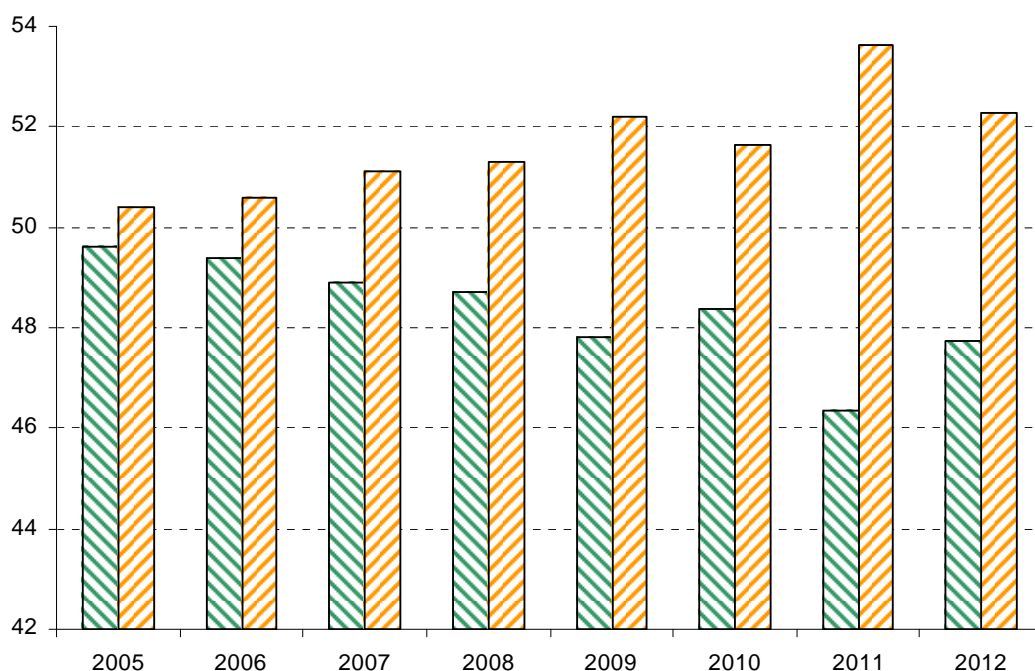
Les dépenses de cette fonction sont principalement affectées aux **centres sociaux (238,4 millions d'euros** dont 21,9 millions d'euros au titre de la PS animation collective famille), et aux **foyers de jeunes travailleurs (près de 34,3 millions d'euros**, soit -,7% en 2012). Ces deux postes représentent 82,3 % des dépenses réalisées dans le cadre de l'animation sociale. Les dépenses des centres sociaux, continuent leur hausse en 2012 (+4,5%) et sont constituées pour 58,2 % de prestations de service.

Depuis 2009, les mesures d'incitation au développement de l'animation locale ont un impact sur les dépenses de cette fonction. Ainsi, au cours de l'exercice 2012 :

- Les dépenses au titre de la prestation de service « animation globale et coordination » des centres sociaux progressent de 4,5% à **116,9 millions d'euros** en 2012. Sur la période 2009 à 2012, ces dépenses ont crû de +12,6%.
- A hauteur de **21,9 millions d'euros**, la prestation de service complémentaire permettant le soutien aux activités collectives conduites par les centres sociaux, intitulée « animation collective familles » augmente de 7,8% en un an. Sur la période 2009 à 2012, ces dépenses ont crû de +26,1%.
- La prestation de service « animation locale » augmente de 17,9 % de 2011 à 2012. Son montant pour l'exercice 2012 est de **9,3 millions d'euros**. Cette PS est destinée à soutenir « le développement de petites structures de voisinage dans des zones peu équipées », structures qui jouent notamment en milieu rural un rôle d'animation sociale. Depuis 2007, les caf peuvent verser des subventions sur leurs fonds locaux en complément de cette prestation de service. 1,7 million d'euros ont été versés à ce titre au cours de l'exercice 2012.

Globalement ces trois prestations de service destinées à soutenir l'animation de la vie sociale enregistrent une progression depuis 2009. Leur montant total passe ainsi de 141,5 millions d'euros en 2011, à **148,2 millions d'euros** au cours de l'exercice 2012. Sur la période 2009 à 2012, ces dépenses ont crû de +54,5%

graphique 7 : Répartition du financement de l'animation de la vie sociale de 2005 à 2012 (en % de la fonction)



Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

■ fonds locaux ■ prestations de service

1.6 Accompagnement de la fonction parentale : progression globale de la dépense, évolutions positives pour les différents secteurs (tableau SF800 page 61)

La seconde mission donnée à la Branche famille dans le cadre de la COG pour la période 2009-2012 est de « soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents - enfants ». Dans les interventions d'action sociale des Caf, cette mission se concrétise par

l'accompagnement à la fonction parentale (sous-fonction 81) dont l'enveloppe financière « devient » conséquente depuis 2007 (tableau ci-dessous). Ainsi, on observe sa progression depuis cette date. De 2011 à 2012, ces dépenses se sont accrues de 7,7%. Leur montant s'établit à **75,9 millions d'euros en 2012**. Sur la période 2009 à 2012 budget de la fonction « Accompagnement à la fonction parentale et autres actions » a augmenté de 42,8% (64 millions d'euros en 2009, 91,3 millions d'euros en 2012). Celui de l'accompagnement à la fonction parentale s'est accru de 31,3% sur la même période.

L'évolution des sept composantes de la sous-fonction (Tableau ci-dessous et graphique 8) est influencée par « l'évolution » des politiques d'action sociale des Caf. L'accompagnement à la scolarité dont la part de financement est toujours la plus importante sur la période 2007-2012, poursuit sa hausse (+11,4% en 2012), après un fléchissement en 2010. Son budget s'est accru de 42,6 % sur la période de la COG. Le poste REAP est plutôt en progression quant à sa part de financement sur la période (8% en 2007 ; 20% en 2012), et son évolution est également à la hausse sur la même période (22,2% en 2007/2006, 39% en 2010/2009 et 4,8% en 2012/2011). Son financement a augmenté de 51,8% de 2009 à 2012.

Accompagnement à la la fonction parentale de 2007 à 2012 (*)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution annuelle 2012/2011 en %	Evolution annuelle 2011/2010 en %	Evolution annuelle 2012/2009 en %
Médiation familiale	8 605	9 579	10 721	12 978	14 160	15 162	7,1	9,1	41,4
Réseaux d'écoute et d'accompagnement des parents	3 799	4 641	10 064	14 002	14 575	15 273	4,8	4,1	51,8
Lieux d'accueil enfants-parents	4 859	5 313	6 058	6 488	7 069	7 939	12,3	9,0	31,0
Espaces rencontres	1 170	1 581	1 782	1 795	2 139	2 541	18,8	19,2	42,6
Accompagnement à la scolarité	24 571	24 677	22 412	21 409	23 670	26 363	11,4	10,6	17,6
Autres actions (dont éducation familiale et parentale)	4 773	6 361	5 858	6 707	7 656	7 708	0,7	14,2	31,6
Lieux d'information des familles	712	1 078	927	1 120	1 184	926	-21,7	5,7	-0,1
Total accompagnement à la fonction parentale	48 589	53 230	57 822	64 500	70 454	75 910	7,7	9,2	31,3

(*) En milliers d'euros

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

La part de la dépense de l'accompagnement à la fonction parentale financée sur fonds affectés reste stable en 2012 à 67,9% (67,4% en 2011). Le résultat de la création d'un fonds national, sur fonds Cnaf, dédié aux réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (Reapp) qui jusqu'alors étaient financés exclusivement sur fonds locaux des caf se stabilise. Ce fonds est destiné à financer la fonction d'animation de ces réseaux.

Autre secteur en augmentation, et troisième poste par le volume des dépenses, la médiation familiale, avec **15,2 millions d'euros** en 2012 progresse de 7,1% entre les deux exercices. Elle représente 20 % de la sous-fonction. Près de 71,6% de la part de cette dépense est financée sur prestations de service en 2012, soit une hausse de 6,2% des dépenses sur prestations de service de ce poste entre 2011 et 2012.

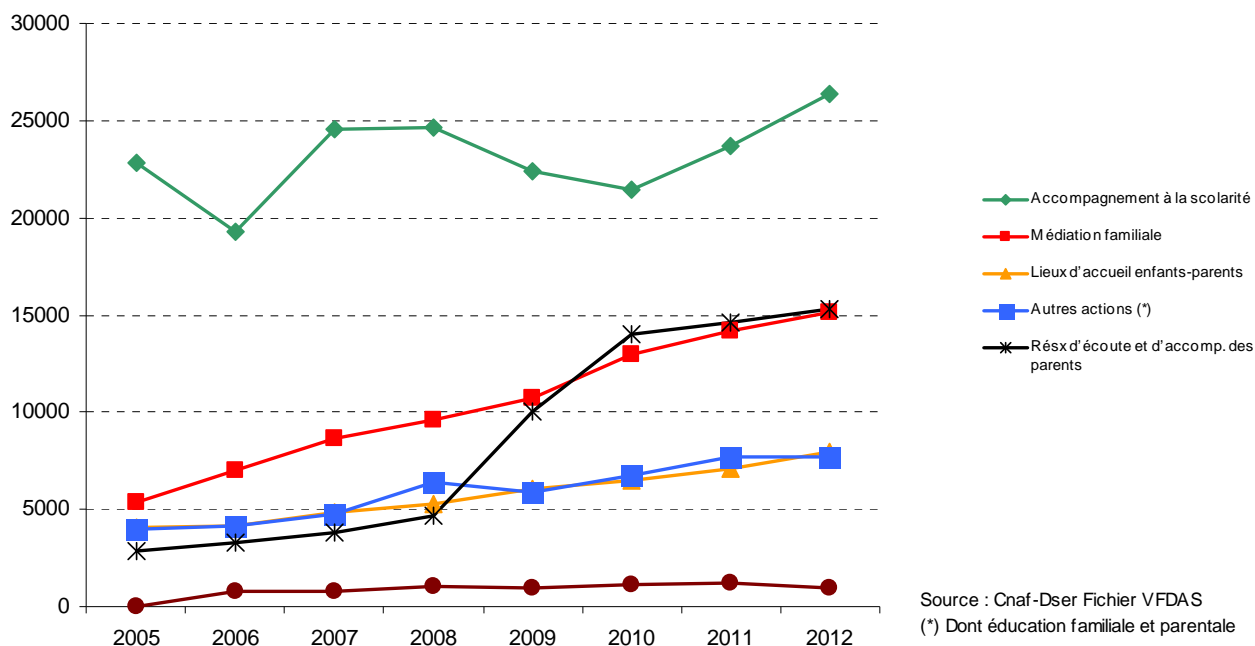
Le financement des lieux d'accueil enfants parents augmente de 12,3 %, celui des espaces rencontres⁸ également (+18,8%) en un an.

Les dépenses du poste « accompagnement à la scolarité » qui représente 34,7% des dépenses d'accompagnement à la fonction parentale, poursuivent leur progression cette année. Ces actions visent à favoriser l'assiduité scolaire et sont financées à 89 % sur prestations de service.

Le graphique ci-dessous illustre les données du tableau de la page précédente.

⁸ Il s'agit de développer des espaces « neutres » permettant aux parents et enfants de se retrouver après une séparation difficile.

Graphique 8 : Evolution des composantes de l'accompagnement à la fonction parentale (en milliers d'euros)



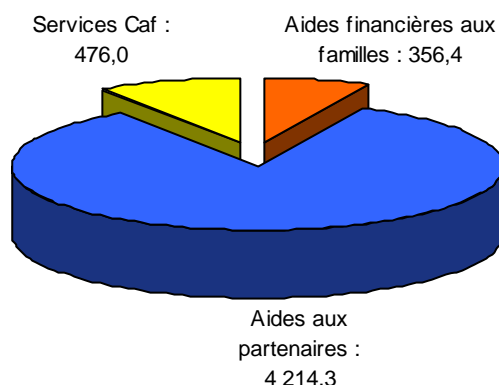
2 - La répartition des dépenses d'action sociale par destinataire et par nature

2.1 La répartition des dépenses selon les destinataires conduit à distinguer les trois principaux canaux de mise en œuvre de l'action sociale familiale :

- Les aides aux familles d'un montant de **356,4 millions d'euros** en 2012, regroupent les aides financières directes aux familles, sous forme de prêt ou de subvention : aide à l'équipement mobilier et ménager, par exemple, mais également les bons vacances, ou les secours et prêts d'honneur... Elles représentent 7,1% de la masse financière des dépenses d'action sociale. La baisse régulière de son budget souligne le désengagement progressif des Caisses vers ce domaine d'intervention (-0,7% en 2011 et -3 % pour l'exercice 2012 – sur la période 2009 à 2012 : -4,2%).
- Les aides aux partenaires, communes et associations dont les dépenses en 2012 s'élèvent à **4 214,3 millions d'euros** (par exemple, une partie des aides destinées aux centres sociaux, crèches, centres de loisirs sans hébergement, associations d'aides à domicile, fonds de solidarité pour le logement...), représentent 83,5% des dépenses d'action sociale. Le montant de ces aides connaît une évolution positive (+16,4%) en un an. Cette hausse est « dopée » par la prise en compte en 2012, des provisions pour subventions d'investissements en faveur de ce destinataire.
- Les aides aux services CAF d'une valeur de **476 millions d'euros** pour l'exercice 2012, sont destinées aux équipements et services en gestion directe (crèches, centres sociaux, RAM, travailleurs sociaux, conseillers techniques, médiation familiale, aide à domicile, tutelle aux prestations sociales, ...). Les résultats statistiques reflètent **la seule subvention d'équilibre à la charge des CAF** et non la totalité des dépenses de chaque « œuvre ».

L'évolution de la répartition des dépenses selon ces trois destinataires est fortement influencée par trois facteurs principaux (Cf tableau 2 page 30):

**Graphique 9 : La répartition des dépenses d'action sociale
2012 selon les destinataires (en millions d'euros)**



Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS 2012

- La réforme des contrats enfance jeunesse, dans un contexte financier obligeant à maîtriser l'évolution des dépenses d'action sociale avec un encadrement strict des modalités de financement des contrats ;
- La reconduction de dispositifs de soutien à l'investissement, versés aux partenaires pour les établissements d'accueil de jeunes enfants ;
- La réduction des dépenses d'aides financières directes aux familles.

La répartition des aides financières selon les destinataires

	2011 (*)	2012 (*)	Evolution 2012/2011 en %	Evolution 2012/2009 en %	Structure 2012 en %	Structure 2011 en %
Aides financières aux familles	367,4	356,4	-3,0	-4,2	7,1	8,3
Aides aux partenaires	3 620,8	4 214,3	16,4	33,5	83,5	81,3
Services Caf	463,8	476,0	2,6	9,0	9,4	10,4
Total	4 452,0	5 046,6	13,4	27,2	100,0	100,0

(*) En millions d'euros

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

2.2 L'évolution des dépenses par nature est également fortement influencée par les trois facteurs évoqués précédemment avec une progression sensible du poste « fonctionnement » (**4 040,4 millions d'euros** +5,9 % de 2011 à 2012) liée aux dépenses de fonds affectés (84,9% des dépenses de fonctionnement) et la baisse des dépenses d'aides financières. Les dépenses d'investissement, après une baisse (-15,1% entre 2008 et 2009), renouent avec leur tendance haussière habituelle (+20% en 2011), avec une croissance exponentielle en 2012(+142,7%). Celle-ci résulte de la prise en compte des provisions pour les subventions d'investissement. Le soutien à l'investissement dans le domaine de la petite enfance s'est traduit par la création de fonds de 2001 à 2009 (Fipe, AEI, Daïpe, Dipe, Païppe, Facej et Pcpï).

La répartition des dépenses d'action sociale selon leur nature

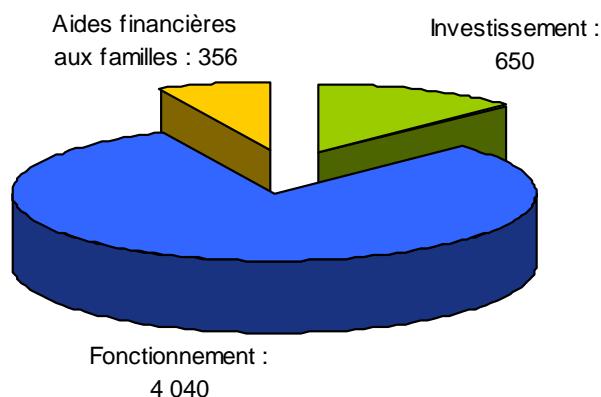
	2011 (*)	2012 (*)	Evolution 2012/2011 en %	Evolution 2012/2009 en %	Structure 2012 en %	Structure 2011 en %
Investissement	267,8	649,8	142,7	217,9	12,9	6,0
Fonctionnement	3 816,8	4 040,4	5,9	19,2	80,1	85,7
Aides financières aux familles	367,4	356,4	-3,0	-4,2	7,1	8,3
Total	4 452,0	5 046,6	13,4	27,2	100,0	100,0

(*) En millions d'euros

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

En 2012 les sommes versées au titre de ces fonds représentent 56,2 % des dépenses d'investissement (**365,3 millions d'euros**). Les dépenses du 7^{ème} plan crèche créé fin 2009, ont quintuplé en 2012 pour atteindre **301,3 millions d'euros**.

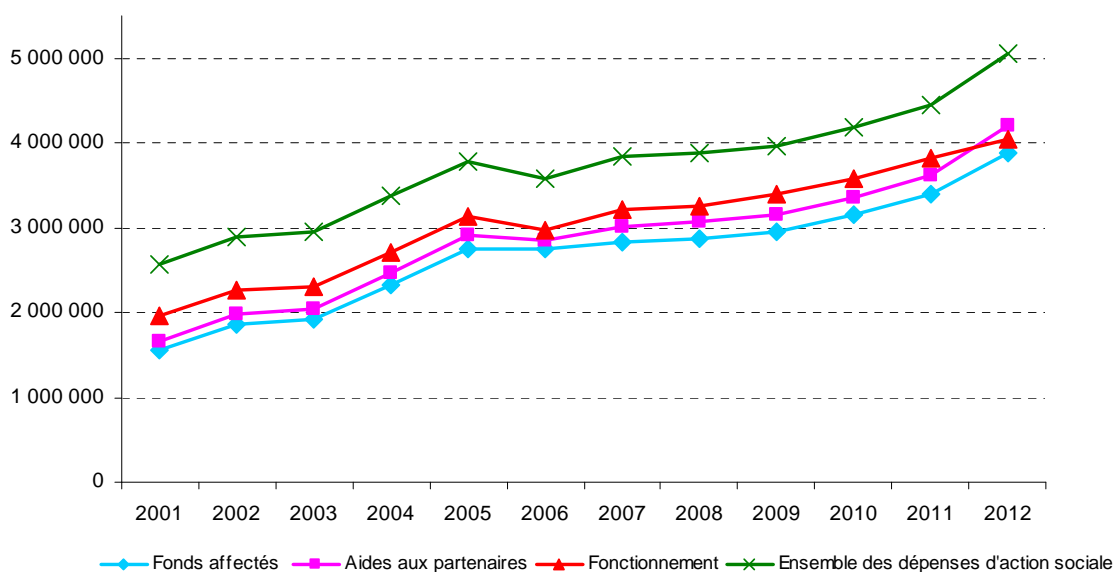
Graphique 10 : La répartition des dépenses d'action sociale 2012 selon leur nature (en millions d'euros)



Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS 2012

Le graphique ci-dessous compare l'évolution entre 2001 et 2012 du total des dépenses d'action sociale et des trois agrégats « total des dotations affectées », « total des dépenses d'aides aux partenaires » et total des dépenses de fonctionnement ». Ces trois agrégats ont une partie commune, les prestations de service versées aux « partenaires » qui représentent 67,9% du total des dépenses d'action sociale en 2012. C'est le poids de ces dernières qui est à l'origine du parallélisme des courbes d'évolution⁹.

graphique 11 : évolution parallèle de trois agrégats et de l'ensemble des dépenses d'action sociale (en milliers d'euros constants 2012)



Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

⁹ En 2001 la courbe des dépenses de fonctionnement marque une décroissance. Celle-ci est due à un changement d'affectation de certaines dépenses (essentiellement des salaires) qui passent de la gestion SF à la gestion GA, avec l'instauration du budget unique de gestion.

Les fonds affectés (tableaux 4, 8, 12 ci-après et tableaux SF902 à SF908 pages 58 à 62, 72 à 75, 87 à 89 :

Par opposition aux fonds locaux dont l'utilisation suppose un arbitrage du conseil d'administration de la Caf, les fonds affectés sont utilisés en fonction d'une réglementation nationale.

Les fonds affectés sont constitués à 94% par les prestations de service. On distingue les prestations de service ordinaires, et les prestations de service contractuelles qui constituent des financements complémentaires aux prestations de service ordinaires.

Les autres fonds affectés sont les financements d'aide à domicile pour des cas « maladie », antérieurement remboursés par la Cnam et l'Enim, désormais financés par la Cnaf et les bourses attribuées aux allocataires préparant le Brevet d'Aptitude aux fonctions d'Animateur/Directeur (Bafa, Bafd). Les fonds d'investissement pour les structures d'accueil de la petite enfance (Fipe, Aei, Daïpe, Dipe et Pcpï cf. page 14), sont également qualifiés de fonds affectés (tableaux 4, 8 et 12). De nouveaux financements sur fonds Cnaf ont été décidés en 2009 : financement d'aide à l'installation des assistant(e)s maternel(le)s (dépenses d'investissements) et subvention de fonctionnement pour financer la fonction « animation » des Reap (page 19).

Les prestations de service et les contrats :

Les prestations de service (PS) concernent essentiellement la fonction 1 « accueil des jeunes enfants » (67% du total PS en sommant les PS ordinaires et les contrats enfance). Elles concernent aussi, la fonction 2 « temps libre » (centres de loisirs sans hébergement, contrats temps libres...), la fonction 3 « accompagnement social » (techniciennes de l'intervention sociale et familiale - TISF et auxiliaires de vie sociale - AVS) et la fonction 5 « animation et vie sociale » (centres sociaux et foyers de jeunes travailleurs).

Les **prestations de service « ordinaires »** créées en 1970 constituent la prise en charge systématique d'un certain pourcentage des dépenses de fonctionnement des services et équipements sociaux.

L'objectif assigné aux prestations de service en 1970 est de « favoriser le développement quantitatif et qualitatif des équipements et services par la garantie d'un financement partiel du fonctionnement et d'en faciliter l'accès aux familles notamment aux plus modestes ».

Depuis janvier 2002, la « **prestation de service unique** » (PSU) s'est progressivement substituée à la prestation de service ordinaire pour les établissements d'accueil d'enfants de moins de quatre ans. Cette prestation de service contribue à (extrait de la lettre-circulaire 2002-025 du 31 janvier 2002) :

- Favoriser la mixité sociale des publics accueillis par l'application d'un barème modulé en fonction des ressources ;
- Inciter les crèches classiques à améliorer leur taux d'occupation en s'ouvrant à des accueils plus souples,
- Améliorer les passerelles entre la crèche ou la famille et l'école maternelle ;
- Faciliter la reconnaissance du rôle des haltes-garderies dans la réponse aux besoins atypiques des familles et aux situations d'urgence ;
- Accompagner le développement des services multi- accueil, ainsi que l'évolution des amplitudes d'ouverture liées à la diversification des rythmes et des temps de travail.

Les **contrats crèches** en 1984 puis les **contrats enfance** en 1988 sont des dispositifs contractuels constituant un financement complémentaire aux prestations de service de base pour la fonction « accueil des jeunes enfants ».

Contrats-crèches :

Lancés en 1984, ils ont eu pour objectif d'étendre le réseau des crèches collectives, familiales et parentales en allégeant la charge des collectivités locales et des associations gestionnaires grâce à des prestations de service bonifiées. Ils ont été progressivement intégrés dans les contrats enfance.

Contrats-enfance :

Lancés en 1988, ils ont un objectif plus large que les contrats-crèches. Ils visent non seulement à améliorer les possibilités d'accueil permanent des enfants jusqu'à trois ans, mais également toutes les autres structures d'accueil des enfants de la naissance à 6 ans : haltes-garderies, centres de loisirs, accueil péri-scolaire chez des assistantes maternelles, ludothèque... L'amélioration qualitative des structures d'accueil, l'information des familles, la formation de certains personnels sont également prises en compte.

Les contrats enfance s'adaptent à l'importance des efforts. Le montant de l'aide financière versé par les Caf, la prestation de service « enfance », est en effet calculé en proportion des efforts fournis avant la signature du contrat pour développer principalement les modes d'accueil des jeunes enfants, ainsi que les autres équipements en faveur de l'enfance. Elle varie aussi en fonction de l'effort supplémentaire réalisé par la municipalité.

Les moments clés du Contrat enfance :

1988 : Création du dispositif : les Caf financent de 30 à 50% des dépenses nouvelles nettes consenties par les communes, dans la limite de 762,25 € de dépenses brutes annuelles et par enfant.

1989 : Le taux de financement des Caf passe de 40 à 60 % et le plafond de prise en charge peut être porté, par dérogation de la Caf, à 1067,14 € par an et par enfant.

1991 : Des mesures spécifiques visant à favoriser les contrats enfance intercommunaux sont mises en œuvre. Le dispositif est étendu aux départements d'Outre-Mer.

1993 : Le plafond des dépenses brutes finançables par les Caf peut être porté, par dérogation de la Caf, à 1372,04 euros par enfant et par an.

1995 : Le plan famille permet un renforcement important du dispositif. Le taux de financement de la Caf passe de 50 à 70 % (60 à 70% pour les communes rurales).

Le dispositif permet le financement des centres de loisirs sans hébergement pour les enfants de plus de 6 ans.

Les Caf apportent une aide à l'investissement : mesure exceptionnelle applicable aux contrats signés du 1- janvier 1995 au 31 décembre 1999, reprise et aménagée en 2001 à travers le dispositif « fonds d'investissement petite enfance » puis l' « aide exceptionnelle à l'investissement » (AEI) créée en 2002, et enfin le Dispositif d'Aide à l'investissement pour la Petite Enfance (DAIPE) créé en 2004.

1998 : Toutes les références financières contractuelles sont désormais fixées en dépense nette de la commune : l'effort financier minimum en fin de contrat est fixé à 15,24 euros de dépenses nettes par enfant et le plafond des dépenses finançables par la Caf est porté à 762,25 euros de dépenses nettes annuelles par enfant.

Contrats temps-libres

L'année 1998 a vu la mise en place d'un nouveau dispositif dont l'objectif est de faciliter l'accès aux loisirs des enfants et des adolescents de 6 à 16 ans pendant les journées ou demi-journées « sans école » : le Contrat Temps Libres.

Celui-ci s'inscrit dans le même esprit que les contrats enfance. Il s'agit de mettre en œuvre un contrat de cofinancement entre les CAF et les communes, signé pour une période de 3 ans renouvelable.

Un schéma de développement élaboré à partir d'un état des lieux et d'un diagnostic initial constitue le fondement du contrat et du programme d'action.

Les communes s'engagent sur une dépense supplémentaire et les CAF sur un cofinancement au moyen d'une prestation de service dont le taux est défini en référence au contrat enfance.

Il s'agit uniquement de dépenses de fonctionnement. Les CAF peuvent également intervenir, si elles le souhaitent, pour des dépenses d'investissement, mais sur leurs fonds propres exclusivement, et à la condition de demeurer dans le champ de compétence défini dans l'arrêté programme du 3 octobre 2001.

Au 1- janvier 2001, ces contrats temps libres qui concernaient jusqu'alors la Métropole seule, ont été étendus aux départements d'Outre-Mer.

En 2003, une possibilité d'extension des contrats temps libres aux 16-18 ans révolus est désormais ouverte à l'ensemble des CAF.

A partir de 2004, les contrats temps libres peuvent être étendus aux loisirs et séjours familiaux.

Contrats enfance-jeunesse

A compter de l'exercice 2006, les contrats enfance-jeunesse vont se substituer aux contrats enfance et contrats temps libre. Il s'agit d'un contrat d'objectifs et de cofinancement d'une durée de 4 ans qui peut être signé entre une caf et une collectivité territoriale ou un employeur (entreprise, administration etc). Ce contrat vise à promouvoir une politique de développement en matière d'accueil des moins de 18 ans. Il a pour objectif d'harmoniser la réponse aux besoins des familles par un soutien institutionnel visant prioritairement les territoires et les publics les moins bien servis.

Le contrat « enfance et jeunesse » comporte deux volets distincts : un volet « enfance » et un volet « jeunesse » avec deux enveloppes budgétaires distinctes. Il intégrera progressivement les structures ayant signé un contrat « enfance », un contrat « enfance entreprise » ou un contrat « temps libre » avant le 1- juillet 2006.

Tableau 1 : Dépenses (*) d'action sociale en France, par fonction et type d'intervention en 2012

Type d'intervention	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL	Structure des dépenses en %
			Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement		
	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés			
Fonctions d'Action sociale											
SF100: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	413		16 600	2 357 807	465 230	7 221	34 229	12 629	3 137	2 897 266	57,4
SF200: Temps libre des enfants et des familles	128 415	60	37 377	795 083	84 564	16 153	18 238	470	484	1 080 844	21,4
SF300: Accompagnement social des familles et de leurs enfants	110 584	9 875	6 988	38 292	1 322	37	282 126	11	5 565	454 799	9,0
SF400: Logement et habitat	20 670	79 879	30 164		14 156	1 347	14 331		434	160 982	3,2
SF500: Animation de la vie sociale	50	1 607	57 819	165 893	31 215	4 044	57 602	7 299	5 837	331 367	6,6
SF700: Prestations supplémentaires aux familles	3 986									3 986	0,1
SF800: Autres actions	823	11	24 789	50 058	4 327	266	9 413	1 497	156	91 340	1,8
9000 : Logistique des œuvres					3 527		21 676		819	26 022	0,5
Dépenses totales d'action sociale de l'exercice	264 940	91 433	173 736	3 407 133	604 341	29 068	437 616	21 906	16 432	5 046 605	100,0
TOTAL par type d'intervention	356 374			4 214 277			475 955				
Structure en %	7,1			83,5			9,4			100,0	

(*) En milliers d'euros

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau 2 : Dépenses d'action sociale en France en 2012
par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention

En milliers d'€

	Aides aux familles	Aides aux partenaires	Services caf	TOTAL 2012	Rappel 2011	Evolution (en %) 12/11
Accueil des jeunes enfants (1)	413	2 846 858	49 995	2 897 266	2 421 299	19,7
dont accueil collectif	2	1 543 544	27 033	1 570 579	1 441 599	8,9
accueil familial	0	184 096	1 009	185 105	181 618	1,9
accueil parental	0	26 554		26 554	25 552	3,9
Fonction globale d'accueil	174	567 893	18 735	586 802	566 886	3,5
Fipe, AEI, Daipe, Dipe, Paippe, Facej, Pcpj (2)		365 183	69	365 252	104 671	249,0
Temps libres	128 475	933 176	19 193	1 080 844	1 012 602	6,7
dont Accueil loisirs jeunes (3)	23 561	427 898	3 520	454 978	433 586	4,9
Autres loisirs de proximité	13 916	4 768	0	18 684	20 872	-10,5
Centres collectifs de vacances	24 340	5 160	1 726	31 226	30 013	4,0
Fonction globale "temps libres"	14	424 285	12 417	436 715	430 825	1,4
Centres familiaux de vacances	31 182	447	1 164	32 792	28 978	13,2
Vacances familiales individuelles	19 978	379	0	20 357	22 734	-10,5
Accompagnement social	120 459	46 639	287 702	454 799	446 039	2,0
dont Travail social	1 263	4 487	287 375	293 125	277 227	5,7
Techniciennes intervention sociale et familiale (4)	50 168	23 642	311	74 121	80 644	-8,1
Auxiliaires de vie sociale (4)	32 755	15 766	11	48 531	50 241	-3,4
Secours et prêts d'honneur	23 598			23 598	24 630	-4,2
Logement et habitat	100 549	45 668	14 765	160 982	160 147	0,5
dont Amélioration de l'habitat	7 011	4 226		11 237	11 729	-4,2
Aides à l'équipement et à l'installation	84 748	252		85 000	89 267	-4,8
Accès et maintien dans l'habitat	8 791	32 410	14 765	55 966	59 150	-5,4
Animation de la vie sociale	1 658	258 971	70 738	331 367	308 312	7,5
dont Animation sociale	1 658	232 964	70 365	304 987	296 357	2,9
Soutien à la vie associative		11 228	373	11 601	11 955	-3,0
Prestations supplémentaires	3 986			3 986	5 291	-24,7
Autres actions	834	79 439	11 067	91 340	78 798	15,9
dont Accompagnement à la fonction parentale	833	66 201	8 877	75 910	70 454	7,7
Logistique des œuvres (5)		3 527	22 496	26 022	19 497	33,5
Total général	356 374	4 214 277	475 955	5 046 605	4 451 985	13,4
évolution en % 2012/2011	-3,0	16,4	2,6	13,4		

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

(1) La nouvelle nomenclature de la fonction accueil des jeunes enfants donne une ventilation selon les trois types accueil (collectif, familial, parental), et selon deux critères d'âge (moins de 4 ans, 4 ans et plus). Chacune des 6 rubriques obtenues est subdivisée selon l'appellation traditionnelle de l'établissement d'accueil.

On peut reconstituer la série par type d'établissement à partir des données de base du tableau SF100 page .

(2) Fonds d'investissement petite enfance, aide exceptionnelle à l'investissement, dispositif d'aide à l'investissement petite enfance, dispositif d'investissement petite enfance, plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance, Fonds d'accompagnement du contrat enfance jeunesse-partie investissement et Plan crèche pluriannuel d'investissement, ainsi que les dotations aux provisions sur fonds nationaux pour les subventions d'investissement (voir détail page).

(3) Cet intitulé remplace celui de "centres de loisirs sans hébergement". Il intègre le financement de nouvelles actions "accueil jeunes".

(4) Ces termes remplacent ceux de travailleuses familiales et aides ménagères, à l'occasion de nouvelles formations sanctionnées par de nouveaux diplômes.

(5) Cette gestion est liée à la mise en place du Budget Unique de Gestion. Elle est destinée uniquement aux caf qui, compte tenu de contraintes vis-à-vis des partenaires co-financeurs de leurs gestions directes, n'ont pu effectuer le reclassement des charges de logistique commune aux œuvres, de la gestion SF vers la gestion E.

(*) correspond à une subvention d'équilibre pour la gestion ES93 d'une caf (gestion du patrimoine) gestion dont relèvent des appartements de vacances pour des locations individuelles d'allocataires ou de non allocataires.

Tableau 3 : Dépenses (*) d'action sociale en France, par fonction et section budgétaire - Exercice 2012

	Investissement	Fonctionnement	Aides financières aux familles	Total
Accueil du jeunes enfant de 0 à 6 ans	475 588	2 421 265	413	2 897 266
Temps libre des enfants et des familles	101 200	851 168	128 475	1 080 844
Accompagnement social des familles et leurs enfants	6 924	327 417	120 459	454 799
Logement et habitat	15 938	44 495	100 549	160 982
Animation de la vie sociale	41 096	288 613	1 658	331 367
Prestations supplémentaires aux familles			3 986	3 986
Accompagnement de la fonction parentale et autres actions	4 749	85 757	834	91 340
Logistique des œuvres	4 346	21 676		26 022
Total Général	649 841	4 040 391	356 374	5 046 605
Evolution 2012/2011	142,7	5,9	- 3,0	13,4

(*) En milliers d'euros

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS 2012

	Investissement	Fonctionnement	Aides financières aux familles	Total (structure en %)
Accueil du jeunes enfant de 0 à 6 ans	16,4	83,6	0,0	100,0
Temps libre des enfants et des familles	9,4	78,8	11,9	100,0
Accompagnement social des familles et leurs enfants	1,5	72,0	26,5	100,0
Logement et habitat	9,9	27,6	62,5	100,0
Animation de la vie sociale	12,4	87,1	0,5	100,0
Prestations supplémentaires aux familles			100,0	100,0
Accompagnement de la fonction parentale et autres actions	5,2	93,9	0,9	100,0
Logistique des œuvres	16,7	83,3		100,0
Total Général	12,9	80,1	7,1	100,0

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS 2012

Tableau 4 : Dépenses d'action sociale en France, par fonction, selon les fonds affectés et les fonds locaux - Exercice 2012

milliers d'€

	Fonds affectés (*)	Fonds locaux	Total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	2 746 022	151 244	2 897 266
Temps libres des enfants et des familles	807 176	273 667	1 080 844
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	95 811	358 988	454 799
Logement et habitat		160 982	160 982
Animation de la vie sociale	173 193	158 174	331 367
Prestations supplémentaires aux familles		3 986	3 986
Autres actions	51 555	39 785	91 340
Logistique des œuvres		26 022	26 022
Total général	3 873 757	1 172 848	5 046 605

structure en %

	Fonds affectés (*)	Fonds locaux	Total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	94,8	5,2	100,0
Temps libres des enfants et des familles	74,7	25,3	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	21,1	78,9	100,0
Logement et habitat		100,0	100,0
Animation de la vie sociale	52,3	47,7	100,0
Prestations supplémentaires aux familles		100,0	100,0
Autres actions	56,4	43,6	100,0
Logistique des œuvres		100,0	100,0
Total général	76,8	23,2	100,0

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS 2012

(*) Les dotations affectées comprennent en 2012 : les financements sur fonds Cnaf des bourses Bafa, du Fipe, de l'AEI, du Daïpe, du Dipe, des Reapp les dotations aux provisions pour investissement sur fonds nationaux et les prestations de service qui représentent 84,9% des dotations affectées des Départements d'Outre-Mer.

Tableau 5 : Dépenses (*) d'action sociale en métropole, par fonction et type d'intervention en 2012

Type d'intervention	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL	Structure des dépenses en %
			Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement		
	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés			
Fonctions d'Action sociale											
SF100: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	388		15 356	2 297 665	432 143	7 221	32 537	12 629	1 519	2 799 458	54,4
SF200: Temps libre des enfants et des familles	124 416	60	35 533	779 332	81 276	16 153	17 937	470	481	1 055 658	23,0
SF300: Accompagnement social des familles et de leurs enfants	108 605	9 786	6 185	37 274	1 322	37	272 377	11	5 565	441 161	10,1
SF400: Logement et habitat	16 473	77 767	29 192		2 288	1 347	12 056		434	139 557	3,3
SF500: Animation de la vie sociale	50	1 607	54 448	164 507	29 878	4 044	57 362	7 299	5 816	325 011	7,1
SF700: Prestations supplémentaires aux familles	3 824									3 824	0,1
SF800: Autres actions	823	11	21 513	47 975	3 624	146	9 379	1 427	156	85 053	1,7
9000 : Logistique des œuvres					3 527		17 601		517	21 644	0,4
Dépenses totales d'action sociale de l'exercice	254 580	89 232	162 227	3 326 752	554 057	28 948	419 248	21 836	14 487	4 871 367	100,0
TOTAL par type d'intervention	343 812			4 071 984				455 571			
Structure en %	7,1			83,6				9,4		100,0	

(*) En milliers d'euros

Source : CNAF fichier VFDAS 2012

Tableau 6 : Dépenses d'action sociale en métropole en 2012
par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention

	milliers d'€					
	Aides aux familles	Aides aux partenaires	Services caf	TOTAL 2012	Rappel 2011	Evolution (en %) 12/11
Accueil des jeunes enfants (1)	388	2 752 385	46 685	2 799 458	2 336 558	19,8
dont accueil collectif	3	1 487 045	25 309	1 512 357	1 381 087	9,5
accueil familial		183 264	1 009	184 273	180 835	1,9
accueil parental		26 380		26 380	25 427	3,7
Fonction globale d'accueil	174	564 571	17 149	581 894	561 754	3,6
Fipe, AEI, Daïpe, Dipe, Païppe, Facej, Pcpï (2)		351 217	69	351 285	100 119	250,9
Temps libres	124 477	912 293	18 888	1 055 658	986 712	7,0
dont Accueil loisirs jeunes (3)	22 670	416 132	3 520	442 322	420 270	5,2
Autres loisirs de proximité	13 916	4 525		18 441	20 694	-10,9
Centres collectifs de vacances	23 604	4 804	1 723	30 131	29 115	3,5
Fonction globale "temps libres"	14	421 324	12 191	433 528	426 142	1,7
Centres familiaux de vacances	30 148	374	1 088	31 610	27 686	14,2
Vacances familiales individuelles	19 978	379		20 357	22 734	-10,5
Accompagnement social	118 391	44 818	277 952	441 161	433 323	1,8
dont Travail social	1 263	4 408	277 626	283 296	268 193	5,6
Techniciennes intervention sociale et familiale (4)	48 990	22 630	311	71 931	77 911	-7,7
Auxiliaires de vie sociale (4)	32 658	15 016	11	47 685	50 004	-4,6
Secours et prêts d'honneur	22 913			22 913	24 066	-4,8
Logement et habitat	94 240	32 828	12 490	139 557	141 137	-1,1
dont Amélioration de l'habitat	3 312	3 887		7 199	7 843	-8,2
Aides à l'équipement et à l'installation	83 749	252		84 001	88 350	-4,9
Accès et maintien dans l'habitat	7 178	27 199	12 490	46 867	44 944	4,3
Animation de la vie sociale	1 658	252 877	70 477	325 011	303 359	7,1
dont Animation sociale	1 658	228 108	70 104	299 870	292 490	2,5
Soutien à la vie associative		10 101	373	10 474	10 870	-3,6
Prestations supplémentaires	3 824			3 824	5 291	-27,7
Autres actions	834	73 257	10 962	85 053	72 989	16,5
dont Accompagnement à la fonction parentale	833	61 149	8 772	70 753	65 954	7,3
Logistique des œuvres (5)		3 527	18 117	21 644	16 443	31,6
Total général	343 812	4 071 984	455 571	4 871 367	4 295 812	13,4
évolution en % 2012/2011	-3,2	16,5	2,5	13,4		

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

(1) La nouvelle nomenclature de la fonction accueil des jeunes enfants donne une ventilation selon les trois types accueil (collectif, familial, parental), et selon deux critères d'âge (moins de 4 ans, 4 ans et plus). Chacune des 6 rubriques obtenues est subdivisée selon l'appellation traditionnelle de l'établissement d'accueil.

On peut reconstituer la série par type d'établissement à partir des données de base du tableau SF100 page .

(2) Fonds d'investissement petite enfance, aide exceptionnelle à l'investissement, dispositif d'aide à l'investissement petite enfance, dispositif d'investissement petite enfance, plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance, Fonds d'accompagnement du contrat enfance jeunesse-partie investissement et Plan crèche pluriannuel d'investissement, ainsi que les dotations aux provisions sur fonds nationaux pour les subventions d'investissement (voir détail page).

(3) Cet intitulé remplace celui de "centres de loisirs sans hébergement". Il intègre le financement de nouvelles actions "accueil jeunes".

(4) Ces termes remplacent ceux de travailleuses familiales et aides ménagères, à l'occasion de nouvelles formations sanctionnées par de nouveaux diplômes.

(5) Cette gestion est liée à la mise en place du Budget Unique de Gestion. Elle est destinée uniquement aux caf qui, compte tenu de contraintes vis-à-vis des partenaires co-financeurs de leurs gestions directes, n'ont pu effectuer le reclassement des charges de logistique commune aux œuvres, de la gestion SF vers la gestion E.

(*) correspond à une subvention d'équilibre pour la gestion ES93 d'une caf (gestion du patrimoine) gestion dont relèvent des appartements de vacances pour des locations individuelles d'allocataires ou de non allocataires.

Tableau 7 : Dépenses (*) d'action sociale en métropole, par fonction et section budgétaire exercice 2012

	Investissement	Fonctionnement	Aides financières aux familles	Total
Accueil du jeunes enfant de 0 à 6 ans	440 883	2 358 187	388	2 799 458
Temps libre des enfants et des familles	97 909	833 272	124 477	1 055 658
Accompagnement social des familles et leurs enfants	6 924	315 846	118 391	441 161
Logement et habitat	4 070	41 248	94 240	139 557
Animation de la vie sociale	39 738	283 616	1 658	325 011
Prestations supplémentaires aux familles			3 824	3 824
Accompagnement de la fonction parentale et autres actions	3 926	80 294	834	85 053
Logistique des œuvres	4 043	17 601		21 644
Total Général	597 492	3 930 063	343 812	4 871 367
Evolution 2011/2010	146	6	- 3	13

(*) En milliers d'euros

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS 2012

	Investissement	Fonctionnement	Aides financières aux familles	Total
Accueil du jeunes enfant de 0 à 6 ans	15,7	84,2	0,0	100,0
Temps libre des enfants et des familles	9,3	78,9	11,8	100,0
Accompagnement social des familles et leurs enfants	1,6	71,6	26,8	100,0
Logement et habitat	2,9	29,6	67,5	100,0
Animation de la vie sociale	12,2	87,3	0,5	100,0
Prestations supplémentaires aux familles			100,0	100,0
Accompagnement de la fonction parentale et autres actions	4,6	94,4	1,0	100,0
Logistique des œuvres	18,7	81,3		100,0
Total Général	12,3	80,7	7,1	100,0

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS 2012

Tableau 8 : Dépenses d'action sociale en métropole, par fonction, sur dotations affectées et dotation d'action sociale - Exercice 2012

milliers d'€

	Fonds affectés (*)	Fonds locaux	Total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	2 671 876	127 581	2 799 458
Temps libres des enfants et des familles	791 194	264 463	1 055 658
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	94 793	346 368	441 161
Logement et habitat	-	139 557	139 557
Animation de la vie sociale	171 806	153 205	325 011
Prestations supplémentaires aux familles	-	3 824	3 824
Autres actions	49 402	35 652	85 053
Logistique des œuvres	-	21 644	21 644
Total général	3 779 072	1 092 295	4 871 367

structure en %

	Fonds affectés (*)	Fonds locaux	Total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	95,4	4,6	100,0
Temps libres des enfants et des familles	74,9	25,1	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	21,5	78,5	100,0
Logement et habitat		100,0	100,0
Animation de la vie sociale	52,9	47,1	100,0
Prestations supplémentaires aux familles		100,0	100,0
Autres actions	58,1	41,9	100,0
Logistique des œuvres		100,0	100,0
Total général	77,6	22,4	100,0

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS 2012

(*) Les dotations affectées comprennent en 2012 : les financements sur fonds Cnaf des bourses Bafa, du Fipe, de l'AEI, du Daïpe, du Dipe, des Reapp les dotations aux provisions pour investissement sur fonds nationaux et les prestations de service qui représentent 84,9% des dotations affectées des Départements d'Outre-Mer.

Tableau 9 : Dépenses (*) d'action sociale dans les Dom, par fonction et type d'intervention en 2012

Type d'intervention	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL	Structure des dépenses en %
			Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement		
	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés			
Fonctions d'Action sociale											
SF100: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	25		1 244	60 142	33 087	0	1 692	0	1 618	97 808	55,8
SF200: Temps libre des enfants et des familles	3 999	0	1 843	15 751	3 288	0	302	0	3	25 186	14,4
SF300: Accompagnement social des familles et de leurs enfants	1 979	89	803	1 018	0	0	9 749	0	0	13 638	7,8
SF400: Logement et habitat	4 197	2 113	972		11 868	0	2 275		0	21 425	12,2
SF500: Animation de la vie sociale	0	0	3 371	1 386	1 337	0	240	0	21	6 356	3,6
SF700: Prestations supplémentaires aux familles	161									161	0,1
SF800: Autres actions	0	0	3 276	2 083	703	120	34	71	0	6 287	3,6
9000 : Logistique des œuvres							4 076		303	4 378	2,5
TOTAL dépenses d'action sociale de l'exercice	10 361	2 201	11 509	80 381	50 283	120	18 367	71	1 945	175 239	100,0
TOTAL par type d'intervention	12 562		142 293				20 383				
Structure en %	7,2		81,2				11,6			100,0	

(*) En milliers d'euros

Source : CNAF fichier VFDAS

**Tableau 10 : Dépenses d'action sociale dans les Dom en 2012
par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention**

milliers d'€

	Aides aux familles	Aides aux partenaires	Services caf	TOTAL 2012	Rappel 2011	Evolution (en %) 12/11
Accueil des jeunes enfants (1)	25	94 474	3 310	97 808	84 741	15,4
dont accueil collectif	0	56 499	1 723	58 222	60 512	-3,8
accueil familial	0	831	0	831	783	6,1
accueil parental	0	175	0	175	125	39,3
Fonction globale d'accueil	0	3 322	1 586	4 908	5 132	-4,4
Fipe, AEI, Daïpe, Diïpe, Païppe, Facej, Pcpï (2)	0	13 966	0	13 966	4 553	206,8
Temps libres	3 999	20 883	305	25 186	25 891	-2,7
dont Accueil loisirs jeunes (3)	891	11 765	0	12 656	13 316	-5,0
Centres collectifs de vacances	736	356	3	1 095	898	21,9
Fonction globale "temps libres"	0	2 961	226	3 187	4 682	-31,9
Centres familiaux de vacances	1 034	73	75	1 183	1 292	-8,4
Accompagnement social	2 067	1 821	9 749	13 638	12 716	7,2
dont Travail social		80	9 749	9 829	9 033	8,8
Techniciennes intervention sociale et familiale (4)	1 178	1 012		2 189	2 732	-19,9
Auxiliaires de vie sociale (4)	97	749		846	237	256,4
Secours et prêts d'honneur	686			686	564	21,6
Logement et habitat	6 310	12 840	2 275	21 425	19 010	12,7
dont Amélioration de l'habitat	3 699	339		4 038	3 887	3,9
Aides à l'équipement et à l'installation	999			999	918	8,9
Accès et maintien dans l'habitat	1 612	5 211	2 275	9 098	14 206	-36,0
Animation de la vie sociale		6 094	261	6 356	4 952	28,3
dont Animation sociale		4 856	261	5 117	3 867	32,3
Soutien à la vie associative		1 127		1 127	1 085	3,9
Prestations supplémentaires	161			161	0	
Autres actions		6 182	105	6 287	5 808	8,2
dont Accompagnement à la fonction parentale		5 052	105	5 157	4 500	14,6
Logistique des œuvres (5)			4 378	4 378	3 054	43,4
Total général	12 562	142 293	20 383	175 239	156 172	12,2
évolution en % 2012/2011	2,5	14,3	4,7	12,2		

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

(1) La nouvelle nomenclature de la fonction accueil des jeunes enfants donne une ventilation selon les trois types accueil (collectif, familial, parental), et selon deux critères d'âge (moins de 4 ans, 4 ans et plus). Chacune des 6 rubriques obtenues est subdivisée selon l'appellation traditionnelle de l'établissement d'accueil.

On peut reconstituer la série par type d'établissement à partir des données de base du tableau SF100 page .

(2) Fonds d'investissement petite enfance, aide exceptionnelle à l'investissement, dispositif d'aide à l'investissement petite enfance, dispositif d'investissement petite enfance, plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance, Fonds d'accompagnement du contrat enfance jeunesse-partie investissement et Plan crèche pluriannuel d'investissement, ainsi que les dotations aux provisions sur fonds nationaux pour les subventions d'investissement (voir détail page).

(3) Cet intitulé remplace celui de "centres de loisirs sans hébergement". Il intègre le financement de nouvelles actions "accueil jeunes".

(4) Ces termes remplacent ceux de travailleuses familiales et aides ménagères, à l'occasion de nouvelles formations sanctionnées par de nouveaux diplômes.

(5) Cette gestion est liée à la mise en place du Budget Unique de Gestion. Elle est destinée uniquement aux caf qui, compte tenu de contraintes vis-à-vis des partenaires co-financiers de leurs gestions directes, n'ont pu effectuer le reclassement des charges de logistique commune aux œuvres, de la gestion SF vers la gestion E.

(*) correspond à une subvention d'équilibre pour la gestion ES93 d'une caf (gestion du patrimoine) gestion dont relèvent des appartements de vacances pour des locations individuelles d'allocataires ou de non allocataires.

Tableau 11 : Dépenses (*) d'action sociale ans les Dom, par fonction et section budgétaire - Exercice 2012

	Investis- sement	Fonctionnement	Aides financières aux familles	Total
Accueil du jeunes enfant de 0 à 6 ans	34 705	63 078	25	97 808
Temps libre des enfants et des familles	3 291	17 896	3 999	25 186
Accompagnement social des familles et leurs enfants	-	11 570	2 067	13 638
Logement et habitat	11 868	3 247	6 310	21 425
Animation de la vie sociale	1 359	4 997	-	6 356
Prestations supplémentaires aux familles			161	161
Accompagnement de la fonction parentale et autres actions	823	5 464	-	6 287
Logistique des œuvres	303	4 076	-	4 378
Total Général	52 349	110 328	12 562	175 239
Evolution 2010/2009	73,4	- 2,2	15,2	6,4

(*) En milliers d'euros

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

	Investis- sement	Fonctionnement	Aides financières aux familles	Total
Accueil du jeunes enfant de 0 à 6 ans	35,5	64,5	0,0	100,0
Temps libre des enfants et des familles	13,1	71,1	15,9	100,0
Accompagnement social des familles et leurs enfants	0,0	84,8	15,2	100,0
Logement et habitat	55,4	15,2	29,5	100,0
Animation de la vie sociale	21,4	78,6	0,0	100,0
Prestations supplémentaires aux familles			100,0	100,0
Accompagnement de la fonction parentale et autres actions	13,1	86,9	0,0	100,0
Logistique des œuvres	6,9	93,1		100,0
Total Général	29,9	63,0	7,2	100,0

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

Tableau 12 : Dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-Mer, par fonction, sur dotations affectées et dotation d'action sociale - Exercice 2012

milliers d'€

	Fonds affectés (*)	Fonds locaux	Total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	74 146	23 663	97 808
Temps libres des enfants et des familles	15 982	9 204	25 186
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	1 018	12 620	13 638
Logement et habitat		21 425	21 425
Animation de la vie sociale	1 386	4 969	6 356
Prestations supplémentaires aux familles		161	161
Autres actions	2 154	4 133	6 287
Logistique des œuvres		4 378	4 378
Total général	94 686	80 553	175 239

structure en %

	Fonds affectés (*)	Fonds locaux	Total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	75,8	24,2	100,0
Temps libres des enfants et des familles	63,5	36,5	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	7,5	92,5	100,0
Logement et habitat		100,0	100,0
Animation de la vie sociale	21,8	78,2	100,0
Prestations supplémentaires aux familles		100,0	100,0
Autres actions	34,3	65,7	100,0
Logistique des œuvres		0,0	100,0
Total général	54,0	46,0	100,0

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS 2012

(*) Les dotations affectées comprennent en 2012 : les financements sur fonds Cnaf des bourses Bafa, du Fipe, de l'AEI, du Daïpe, du Dipe, des Reapp les doations aux provisions pour investissement sut fonds nationaux et les prestations de service qui représentent 84,9% des dotations affectées des Départements d'Outre-Mer.

ANNEXE 1

Les Dépenses d'Action Sociale des Caf Série de 2006 à 2012

Pages :

Résultats agrégés des Caf - France entière

Tableaux 13 à 16 :

41 à 43

Résultats agrégés des Caf métropolitaines

Tableaux 17 à 23 :

44 à 49

Résultats agrégés des Caf des Dom

Tableaux 24 à 25 :

50 à 51

**Tableau 13 - Dépenses d'action sociale des Caf en France
par fonction**

En milliers €

Valeurs	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Accueil des jeunes enfants	1 874 214	1 933 674	1 995 782	2 062 602	2 216 578	2 421 299	2 897 266
Temps libres des enfants et des familles	797 612	865 433	926 495	945 380	965 870	1 012 602	1 080 844
Accompagnement social des familles	434 178	439 354	439 802	438 816	440 177	446 039	454 799
Logement et habitat	158 005	152 210	152 093	150 134	156 795	160 147	160 982
Animation de la vie sociale	255 552	268 403	278 804	286 031	302 109	308 312	331 367
Prestations supplémentaires	9 021	8 385	7 371	6 240	6 242	5 291	3 986
Autres actions	45 170	54 115	59 516	63 950	72 342	78 798	91 340
Logistique des œuvres	11 412	11 714	13 568	12 804	15 782	19 497	26 022
TOTAL	3 585 164	3 733 288	3 873 431	3 965 957	4 175 895	4 451 984	5 046 605

Source : Cnaf - Dser Fichier VFDAS

Evolutions en %	2007/2006	2008/2007	2009/2008	2010/2009	2011/2010	2012/2011
Accueil des jeunes enfants	3,2	3,2	3,3	7,5	9,2	19,7
Temps libres des enfants et des familles	8,5	7,1	2,0	2,2	4,8	6,7
Accompagnement social des familles	1,2	0,1	-0,2	0,3	1,3	2,0
Logement et habitat	-3,7	-0,1	-1,3	4,4	2,1	0,5
Animation de la vie sociale	5,0	3,9	2,6	5,6	2,1	7,5
Prestations supplémentaires	-7,1	-12,1	-15,3	0,0	-15,2	-24,7
Autres actions	19,8	10,0	7,5	13,1	8,9	15,9
Logistique des œuvres	2,6	15,8	-5,6	23,3	23,5	33,5
TOTAL	4,1	3,8	2,4	5,3	6,6	13,4

Source : Cnaf - Dser Fichier VFDAS

%

Structure	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Accueil des jeunes enfants	52,3	51,8	51,5	52,0	53,1	54,4	57,4
Temps libres des enfants et des familles	22,2	23,2	23,9	23,8	23,1	20,1	21,4
Accompagnement social des familles	12,1	11,8	11,4	11,1	10,5	8,8	9,0
Logement et habitat	4,4	4,1	3,9	3,8	3,8	3,2	3,2
Animation de la vie sociale	7,1	7,2	7,2	7,2	7,2	6,1	6,6
Prestations supplémentaires	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Autres actions	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,6	1,8
Logistique des œuvres	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,5
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf - Dser Fichier VFDAS

Tableau 14 : Dépenses d'action sociale des Caf en France, par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention

Valeurs	En milliers €						Evolution en % 12/11
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
Accueil des jeunes enfants	1 933 674	1 995 782	2 062 602	2 216 578	2 421 299	2 897 266	19,7
dont Accueil collectif	981 715	1 060 717	1 144 113	1 291 763	1 441 599	1 570 579	8,9
Accueil familial	168 874	170 693	173 621	182 155	181 618	185 105	1,9
Accueil parental	26 411	26 173	25 151	25 840	25 552	26 554	3,9
Fonction globale d'accueil	615 588	592 668	599 566	547 920	566 886	586 802	3,5
Fipe, AEI, Daïpe, Dipe, Païppe, Facej, Pcpï (1)	99 894	102 223	73 147	76 303	104 671	365 252	249,0
(% de la fonction (2))	97,9	97,8	97,7	95,8	95,8	94,4	
Temps libres	865 433	926 495	945 380	965 870	1 012 602	1 080 844	6,7
dont Accueil loisirs jeunes (antérieurement CLSH)	336 031	369 968	385 955	407 325	433 586	454 978	4,9
Centres collectifs de vacances	38 101	38 024	34 479	33 626	30 013	31 226	4,0
Fonction globale "temps libre"/ CEJJ (3)	397 557	428 952	428 617	419 877	430 825	436 715	1,4
Centres familiaux de vacances	16 128	18 419	26 021	27 869	28 978	32 792	13,2
Vacances individuelles	26 879	20 712	22 978	20 022	22 734	20 357	-10,5
(% de la fonction (2))	94,1	94,6	95,0	94,1	93,4	90,3	
Accompagnement social	439 354	439 802	438 816	440 177	446 039	454 799	2,0
dont Travail social	247 192	254 399	263 507	267 982	277 227	293 125	5,7
Techniciennes intervention sociale et familiale	100 413	96 055	86 230	82 033	80 644	74 121	-8,1
Auxiliaires de vie sociale	47 943	45 851	47 406	49 988	50 241	48 531	-3,4
Secours et prêts d'honneur	26 510	26 463	26 305	26 067	24 630	23 598	-4,2
(% de la fonction (2))	96,1	96,1	96,5	96,8	97,0	96,6	
Logement et habitat	152 210	152 093	150 134	156 795	160 147	160 982	0,5
dont Aide à l'équipement et à l'installation	87 223	87 106	89 244	91 107	89 267	85 000	-4,8
Animation de la vie sociale	268 403	278 804	286 031	302 109	308 312	331 367	7,5
dont Centres sociaux (4)	206 126	211 609	216 521	225 567	228 245	238 466	4,5
Foyer jeunes travailleurs	27 539	30 289	30 373	32 494	36 933	34 333	-7,0
(% de la fonction (2))	87,1	86,6	86,3	85,4	86,0	82,3	
Prestations supplémentaires	8 385	7 371	6 240	6 242	5 291	3 986	-24,7
dont Etudiants	5 521	3 716	4 335	3 817	3 092	1 984	-35,8
Autres actions	54 115	59 516	63 950	72 342	78 798	91 340	15,9
dont Accompagnement à la fonction parentale	48 589	53 230	57 822	64 345	70 454	75 910	7,7
(% de la fonction (2))	89,8	89,4	90,4	88,9	89,4	83,1	
Logistique des œuvres	11 714	13 568	12 804	15 782	19 497	26 022	33,5
Total général	3 733 288	3 873 431	3 965 957	4 175 895	4 451 985	5 046 605	13,4

Source : Cnaf - Dser Fichier VFDAS

(1) Fonds d'investissement petite enfance, aide exceptionnelle à l'investissement, dispositif d'aide à l'investissement petite enfance, dispositif d'investissement petite enfance, plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance, Fonds d'accompagnement du contrat enfance jeunesse-partie investissement et Plan crèche pluriannuel d'investissement, ainsi que les dotations aux provisions sur fonds nationaux pour les subventions d'investissement.
petite enfance, plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance et fonds d'accompagnement du contrat enfance jeunesse - partie investissement.

(2) Pourcentage calculé en rapportant la somme des sous-fonctions au total de la fonction.

(3) La fonction globale temps libre inclut des dépenses Facej investissement.

(4) Y compris la prestation de service "PS animation collective famille" spécifique aux centres sociaux.

**Tableau 15 - Dépenses d'action sociale des Caf en France,
par section budgétaire**

En milliers €

Valeurs	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Investissement	221 648	225 407	240 658	204 435	223 021	267 791	649 841
Fonctionnement	2 972 284	3 127 392	3 261 148	3 389 452	3 582 694	3 816 796	4 040 391
Aides financières	391 232	380 489	371 625	372 070	369 969	367 397	356 374
TOTAL	3 585 164	3 733 288	3 873 431	3 965 957	4 175 684	4 451 984	5 046 605

Source : Cnaf - Dser Fichier VFDAS

Evolutions en %	2007/2006	2008/2007	2009/2008	2010/2009	2011/2010	2012/2011
Investissement	1,7	6,8	-15,1	9,1	20,1	142,7
Fonctionnement	5,2	4,3	3,9	5,7	6,5	5,9
Aides financières	-2,7	-2,3	0,1	-0,6	-0,7	-3,0
TOTAL	4,1	3,8	2,4	5,3	6,6	13,4

Source : Cnaf - Dser Fichier VFDAS

%

Structure	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Investissement	6,2	6,0	6,2	5,2	5,3	6,0	12,9
Fonctionnement	82,9	83,8	84,2	85,5	85,8	85,7	80,1
Aides financières	10,9	10,2	9,6	9,4	8,9	8,3	7,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf - Dser Fichier VFDAS

**Tableau 16 - Dépenses d'action sociale des Caf en France
selon le destinataire de la dépense**

En milliers €

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Aides aux familles	391 232	380 489	371 625	372 070	369 969	367 397	356 374
Aides aux partenaires	2 777 465	2 934 452	3 078 444	3 157 133	3 357 014	3 620 786	4 214 277
Services Caf	416 467	418 347	423 362	436 754	448 912	463 801	475 955
TOTAL	3 585 164	3 733 288	3 873 431	3 965 957	4 175 895	4 451 984	5 046 605

Source : Cnaf - Dser Fichier VFDAS

Tableau 17 - Dépenses d'action sociale en Métropole par fonction

milliers €

Valeurs	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Accueil des jeunes enfants	1 815 829	1 858 446	1 924 277	1 987 540	2 134 379	2 336 558	2 799 458
Temps libres des enfants et des familles	783 348	853 749	916 085	934 519	941 450	986 712	1 055 658
Accompagnement social des familles	420 747	423 220	427 127	425 093	427 833	433 323	441 161
Logement et habitat	134 949	137 277	136 915	138 679	143 424	141 137	139 557
Animation de la vie sociale	250 900	264 408	274 500	281 336	297 125	303 359	325 011
Prestations supplémentaires	8 835	8 181	7 174	6 023	6 014	5 291	3 824
Autres actions	39 204	48 008	53 203	58 438	67 459	72 989	85 053
Logistique des œuvres	8 257	8 422	10 120	9 777	11 374	16 443	21 644
TOTAL	3 462 069	3 601 711	3 749 401	3 841 405	4 029 057	4 295 812	4 871 367

Source : Cnaf - Dser Fichier VFDAS

Evolutions en %	2007/2006	2008/2007	2009/2008	2010/2009	2011/2010	2012/2011
Accueil des jeunes enfants	2,3	3,5	3,3	7,4	9,5	19,8
Temps libres des enfants et des familles	9,0	7,3	2,0	0,7	4,8	7,0
Accompagnement social des familles	0,6	0,9	-0,5	0,6	1,3	1,8
Logement et habitat	1,7	-0,3	1,3	3,4	-1,6	-1,1
Animation de la vie sociale	5,4	3,8	2,5	5,6	2,1	7,1
Prestations supplémentaires	-7,4	-12,3	-16,0	-0,2	-12,0	-27,7
Autres actions	22,5	10,8	9,8	15,4	8,2	16,5
Logistique des œuvres	2,0	20,2	-3,4	16,3	44,6	31,6
TOTAL	4,0	4,1	2,5	4,9	6,6	13,4

Source : Cnaf - Dser Fichier VFDAS

%

Structure	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Accueil des jeunes enfants	52,4	51,6	51,3	51,7	53,0	54,4	57,5
Temps libres des enfants et des familles	22,6	23,7	24,4	24,3	23,4	23,0	21,7
Accompagnement social des familles	12,2	11,8	11,4	11,1	10,6	10,1	9,1
Logement et habitat	3,9	3,8	3,7	3,6	3,6	3,3	2,9
Animation de la vie sociale	7,2	7,3	7,3	7,3	7,4	7,1	6,7
Prestations supplémentaires	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Autres actions	1,1	1,3	1,4	1,5	1,7	1,7	1,7
Logistique des œuvres	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf - Dser Fichier VFDAS

Tableau 18 : Dépenses d'action sociale en Métropole, par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention

En milliers d'euros

Valeurs		2007	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 12/11 en %
Accueil des jeunes enfants		1 858 446	1 924 277	1 987 540	2 134 379	2 336 558	2 799 458	19,8
dont	Accueil collectif	973 425	1 050 018	1 134 880	1 243 451	1 381 087	1 512 357	9,5
	Accueil familial	168 832	170 637	173 548	181 260	180 835	184 273	1,9
	Accueil parental	26 391	26 154	25 143	25 712	25 427	26 380	3,7
	Fonction globale d'accueil	552 309	533 813	536 488	545 321	561 754	581 894	3,6
	Fipe, AEI, Daïpe, Dipe, Païppe, Facej, Pcpï (1)	96 826	100 608	71 668	73 730	100 119	351 285	250,9
	(% de la fonction (2))	97,8	97,8	97,7	97,0	96,3	94,9	
Temps libres		853 749	916 085	934 519	941 450	986 712	1 055 658	7,0
dont	Accueil loisirs jeunes (CLSH)	332 011	365 176	381 226	394 235	420 270	442 322	5,2
	Centres collectifs de vacances	36 661	36 573	33 538	32 568	29 115	30 131	3,5
	Fonction globale "temps libres"/CEJJ	393 481	426 894	426 697	417 809	426 142	433 528	1,7
	Centres familiaux de vacances	15 356	17 378	25 131	26 671	27 686	31 610	14,2
	Vacances individuelles	4 899	20 712	22 978	20 022	22 734	20 357	-10,5
	(% de la fonction (2))	91,6	94,6	95,2	94,7	93,8	90,7	
Accompagnement social		423 220	427 127	425 093	427 833	433 323	441 161	1,8
dont	Travail social	239 522	246 187	254 876	258 197	268 193	283 296	5,6
	Techniciennes intervention sociale et familiale	96 334	92 825	83 095	80 522	77 223	71 931	-6,9
	Auxiliaires de vie sociale	47 133	45 504	46 069	49 569	50 004	47 685	-4,6
	Secours et prêts d'honneur	24 950	25 835	25 873	25 556	24 066	22 913	-4,8
	(% de la fonction (2))	96,4	96,1	96,4	96,7	96,8	96,5	
Logement et habitat		137 277	136 915	138 679	143 424	141 137	139 557	-1,1
dont	Aide à l'équipement et à l'installation	86 014	85 596	88 504	90 295	88 350	84 001	-4,9
Animation de la vie sociale		264 408	274 500	281 336	297 125	303 359	325 011	7,1
dont	Centres sociaux (3)	205 769	210 733	215 773	224 769	227 258	237 018	4,3
	Foyer jeunes travailleurs	26 753	29 432	29 578	31 526	35 665	32 943	-7,6
	(% de la fonction (2))	87,9	87,5	87,2	86,3	86,7	83,1	
Prestations supplémentaires		8 181	7 174	6 023	6 014	5 291	3 824	-27,7
dont	Etudiants	5 521	3 716	4 335	3 817	3 092	1 984	-35,8
Autres actions		48 008	53 203	58 438	67 459	72 989	85 053	16,5
dont	Accompagnement à la fonction parentale	42 693	47 332	52 640	60 266	65 954	70 753	7,3
	(% de la fonction (2))	88,9	89,0	90,1	89,3	90,1	83,1	
Logistique des œuvres		8 422	10 120	9 777	11 374	16 443	21 644	31,6
Total général		3 601 711	3 749 401	3 841 405	4 029 057	4 295 812	4 871 367	13,4

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

(1) Fonds d'investissement petite enfance, aide exceptionnelle à l'investissement, dispositif d'aide à l'investissement petite enfance, dispositif d'investissement petite enfance, plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance, Fonds d'accompagnement du contrat enfance jeunesse-partie investissement et Plan crèche pluriannuel d'investissement, ainsi que les dotations aux provisions sur fonds nationaux pour les subventions d'investissement petite enfance, plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance et fonds d'accompagnement du contrat enfance jeunesse - partie investissement.

(2) pourcentage calculé en rapportant la somme des sous-fonctions au total de la fonction.

(3) y compris la prestation de service "PS animation collective famille" spécifique aux centres sociaux

Tableau 19 - Dépenses d'Action Sociale en Métropole par section budgétaire

En milliers d'euros

Valeurs	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Investissement	211 694	213 896	226 207	191 842	208 844	243 209	597 492
Fonctionnement	2 882 972	3 026 420	3 165 484	3 289 088	3 460 886	3 697 461	3 930 063
Aides financières	367 403	361 395	357 710	360 475	359 327	355 142	343 812
TOTAL	3 462 069	3 601 711	3 749 401	3 841 405	4 029 057	4 295 812	4 871 367

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

%

Structure	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Investissement	6,1	5,9	6,0	5,0	5,2	5,7	12,3
Fonctionnement	83,3	84,0	84,4	85,6	85,9	86,1	80,7
Aides financières	10,6	10,0	9,5	9,4	8,9	8,3	7,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

Tableau 20 - Dépenses d'Action Sociale en Métropole selon le destinataire de la dépense

En milliers d'euros

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Aides aux familles	367 403	361 395	357 710	360 475	359 327	355 142	343 812
Aides aux partenaires	2 691 937	2 835 747	2 982 901	3 059 704	3 239 467	3 496 346	4 071 984
Services Caf	402 729	404 569	408 790	421 226	430 263	444 324	455 571
Total	3 462 069	3 601 711	3 749 401	3 841 405	4 029 057	4 295 812	4 871 367

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

%

Structure	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Aides aux familles	10,6	10,0	9,5	9,4	8,9	8,8	8,0
Aides aux partenaires	77,8	78,8	79,6	79,7	80,4	86,8	94,8
Services Caf	11,6	11,2	10,9	11,0	10,7	11,0	10,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

Tableau 21 - Dépenses d'investissement en Métropole par fonction

En milliers d'euros

Valeurs	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Accueil des jeunes enfants	135 495	133 054	139 133	114 936	122 272	150 479	440 883
Temps libres des enfants et des familles	42 919	49 176	53 168	46 313	48 374	55 280	97 909
Accompagnement social des familles	5 023	3 850	3 757	3 667	4 950	6 755	6 924
Logement et habitat	3 538	3 471	3 915	2 342	3 476	3 155	4 070
Animation de la vie sociale	23 951	23 582	25 035	23 117	28 186	26 778	39 738
Prestations supplémentaires							
Autres actions	762	760	797	731	803	559	3 926
Logistique des œuvres	6	3	402	736	783	204	4 043
TOTAL	211 694	213 896	226 207	191 842	208 844	243 209	597 492

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

Evolutions en %	2007/2006	2008/2007	2009/2008	2010/2009	2011/2010	2012/2011
Accueil des jeunes enfants	-1,8	4,6	-17,4	6,4	23,1	193,0
Temps libres des enfants et des familles	14,6	8,1	-12,9	4,4	14,3	77,1
Accompagnement social des familles	-23,4	-2,4	-2,4	35,0	36,4	2,5
Logement et habitat	-1,9	12,8	-40,2	48,4	-9,2	29,0
Animation de la vie sociale	-1,5	6,2	-7,7	21,9	-5,0	48,4
Prestations supplémentaires						
Autres actions	-0,3	4,9	-8,3	9,8	-30,4	602,6
Logistique des œuvres	-50,0	13300,0	83,1	6,4	-73,9	1880,4
TOTAL	1,0	5,8	-15,2	8,9	16,5	145,7

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

%

Structure	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Accueil des jeunes enfants	64,0	62,2	61,5	59,9	58,5	61,9	73,8
Temps libres des enfants et des familles	20,3	23,0	23,5	24,1	23,2	22,7	16,4
Accompagnement social des familles	2,4	1,8	1,7	1,9	2,4	2,8	1,2
Logement et habitat	1,7	1,6	1,7	1,2	1,7	1,3	0,7
Animation de la vie sociale	11,3	11,0	11,1	12,1	13,5	11,0	6,7
Prestations supplémentaires							
Autres actions	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,2	0,7
Logistique des œuvres	0,0	0,0	0,2	0,4	0,4	0,1	0,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

Tableau 22 - Dépenses de fonctionnement en Métropole par fonction

En milliers d'euros

Valeurs	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Accueil des jeunes enfants	1 679 595	1 724 704	1 784 837	1 872 300	2 011 713	2 185 654	2 358 187
Temps libres des enfants et des familles	627 338	687 519	747 417	763 363	769 865	808 809	833 272
Accompagnement social des familles	269 577	282 187	287 154	293 864	296 199	301 332	315 846
Logement et habitat	33 672	36 427	36 313	36 063	38 345	38 317	41 248
Animation de la vie sociale	226 949	240 087	248 419	257 094	267 902	275 321	283 616
Prestations supplémentaires							
Autres actions	37 590	47 077	51 626	57 363	66 271	71 789	80 294
Logistique des œuvres	8 251	8 419	9 718	9 041	10 591	16 238	17 601
TOTAL	2 882 972	3 026 420	3 165 484	3 289 088	3 460 886	3 697 461	3 930 063

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

Evolutions en %	2007/2006	2008/2007	2009/2008	2010/2009	2011/2010	2012/2011
Accueil des jeunes enfants	2,7	3,5	4,9	7,4	8,6	7,9
Temps libres des enfants et des familles	9,6	8,7	2,1	0,9	5,1	3,0
Accompagnement social des familles	4,7	1,8	2,3	0,8	1,7	4,8
Logement et habitat	8,2	-0,3	-0,7	6,3	-0,1	7,6
Animation de la vie sociale	5,8	3,5	3,5	4,2	2,8	3,0
Prestations supplémentaires						
Autres actions	25,2	9,7	11,1	15,5	8,3	11,8
Logistique des œuvres	2,0	15,4	-7,0	17,1	53,3	8,4
TOTAL	5,0	4,6	3,9	5,2	6,8	6,3

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

Structure	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Accueil des jeunes enfants	58,3	57,0	56,4	56,9	58,1	59,1	60,0
Temps libres des enfants et des familles	21,8	22,7	23,6	23,2	22,2	21,9	21,2
Accompagnement social des familles	9,4	9,3	9,1	8,9	8,6	8,1	8,0
Logement et habitat	1,2	1,2	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0
Animation de la vie sociale	7,9	7,9	7,8	7,8	7,7	7,4	7,2
Prestations supplémentaires							
Autres actions	1,3	1,6	1,6	1,7	1,9	1,9	2,0
Logistique des œuvres	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

Tableau 23 - Dépenses d'aides financières en Métropole par fonction

En milliers d'euros

Valeurs	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Accueil des jeunes enfants	739	688	307	304	394	425	388
Temps libres des enfants et des familles	113 091	117 054	115 500	124 843	123 211	122 622	124 477
Accompagnement social des familles	146 147	137 183	136 216	127 562	126 683	125 236	118 391
Logement et habitat	97 739	97 379	96 687	100 274	101 603	99 665	94 240
Animation de la vie sociale (1)	0	739	1 046	1 125	1 038	1 261	1 658
Prestations supplémentaires	8 835	8 181	7 174	6 023	6 014	5 291	3 824
Autres actions	852	171	780	344	385	641	834
Logistique des œuvres							0,0
TOTAL	367 403	361 395	357 710	360 475	359 327	355 142	343 812

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

(1) A compter de 2007, cette fonction inclut les prêts et subventions pour achat de caravanes octroyés aux "gens du voyage".

Ces dépenses étaient antérieurement rattachés à la fonction 4 mais ne peuvent être défalqués pour les années précédentes.

Evolutions en %	2007/2006	2008/2007	2009/2008	2010/2009	2011/2010	2012/2011
Accueil des jeunes enfants	-6,9	-55,4	-1,0	29,5	8,0	-8,7
Temps libres des enfants et des familles	3,5	-1,3	8,1	-1,3	-0,5	1,5
Accompagnement social des familles	-6,0	-0,7	-6,4	-0,7	-1,1	-5,5
Logement et habitat	-0,4	-0,7	3,7	1,3	-1,9	-5,4
Animation de la vie sociale	ns	41,5	7,6	-7,7	21,5	31,5
Prestations supplémentaires	-7,4	-12,3	-16,0	-0,2	-12,0	-27,7
Autres actions	ns	ns	-55,9	11,8	66,8	30,0
Logistique des œuvres						
TOTAL	-1,6	-1,0	0,8	-0,3	-1,2	-3,2

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

Structure	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Accueil des jeunes enfants	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Temps libres des enfants et des familles	30,8	32,4	32,3	34,6	34,3	34,5	36,2
Accompagnement social des familles	39,8	38,0	38,1	35,4	35,3	35,3	34,4
Logement et habitat	26,6	26,9	27,0	27,8	28,3	28,1	27,4
Animation de la vie sociale	0,0	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5
Prestations supplémentaires	2,4	2,3	2,0	1,7	1,7	1,5	1,1
Autres actions	0,2	0,0	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2
Logistique des œuvres							
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

**Tableau 24 - Dépenses d'action sociale des Dom
par fonction**

En milliers d'euros

Valeurs	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Accueil des jeunes enfants	58 384	75 228	71 505	75 060	82 199	84 741
Temps libres des enfants et des familles	14 264	11 684	10 410	10 861	24 420	25 891	25 186
Accompagnement social des familles	13 431	16 133	12 675	13 724	12 344	12 716	13 638
Logement et habitat	23 055	14 935	15 179	11 455	13 372	19 010	21 425
Animation de la vie sociale	4 654	3 995	4 304	4 696	4 983	4 952	6 356
Prestations supplémentaires	186	204	196	217	229	0	161
Autres actions	5 967	6 106	6 313	5 512	4 884	5 808	6 287
Logistique des œuvres	3 155	3 292	3 448	3 027	4 408	3 054	4 378
TOTAL	123 096	131 577	124 030	124 552	146 838	156 172	175 239

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

Evolutions en %	2007/2006	2008/2007	2009/2008	2010/2009	2011/2010	2012/2011
	Accueil des jeunes enfants	28,9	-4,9	5,0	9,5	3,1
Temps libres des enfants et des familles	-18,1	-10,9	4,3	124,8	6,0	-2,7
Accompagnement social des familles	20,1	-21,4	5,1	-10,1	3,0	7,2
Logement et habitat	-35,2	1,6	-24,5	16,7	42,2	12,7
Animation de la vie sociale	-14,2	7,7	9,1	6,1	-0,6	28,3
Prestations supplémentaires	9,7	-3,9	10,7	5,4	-100,0	
Autres actions	2,3	3,4	-12,7	-11,4	18,9	8,2
Logistique des œuvres	4,3	4,7	-12,2	45,6	-30,7	43,4
TOTAL	6,9	-5,7	0,4	17,9	6,4	12,2

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

%

Structure	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Accueil des jeunes enfants	47,4	57,2	57,7	60,3	56,0	54,3
Temps libres des enfants et des familles	11,6	8,9	8,4	8,7	16,6	16,6	14,4
Accompagnement social des familles	10,9	12,3	10,2	11,0	8,4	8,1	7,8
Logement et habitat	18,7	11,4	12,2	9,2	9,1	12,2	12,2
Animation de la vie sociale	3,8	3,0	3,5	3,8	3,4	3,2	3,6
Prestations supplémentaires	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,1
Autres actions	4,8	4,6	5,1	4,4	3,3	3,7	3,6
Logistique des œuvres	2,6	2,5	2,8	2,4	3,0	2,0	2,5
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

Tableau 25 - Dépenses d'investissement, de fonctionnement et d'aides financières des Dom, par fonction

En milliers d'euros

Investissement	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Accueil des jeunes enfants	6 435	8 354	8 955	6 679	7 628	14 290	34 705
Temps libres des enfants et des familles	687	543	312	565	964	608	3 291
Accompagnement social des familles	26	17	75	37	35	1 114	0
Logement et habitat	1 870	2 063	4 379	4 123	3 707	7 915	11 868
Animation de la vie sociale	816	466	632	1 096	966	584	1 359
Prestations supplémentaires							
Autres actions	122	68	100	92	59	58	823
Logistique des œuvres	0	0	0	1	816	13	303
TOTAL	9 956	11 511	14 453	12 593	14 176	24 582	52 349

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

En milliers d'euros

Fonctionnement	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Accueil des jeunes enfants	51 971	66 849	62 535	68 346	74 575	70 448	63 078
Temps libres des enfants et des familles	8 767	7 693	6 560	6 308	19 201	21 225	17 896
Accompagnement social des familles	9 896	10 622	10 086	10 725	11 891	9 999	11 570
Logement et habitat	5 895	2 949	3 149	2 939	3 919	4 503	3 247
Animation de la vie sociale	3 838	3 529	3 672	3 600	4 017	4 368	4 997
Prestations supplémentaires							
Autres actions	5 845	6 038	6 213	5 420	4 824	5 750	5 464
Logistique des œuvres	3 155	3 292	3 448	3 026	3 592	3 041	4 076
TOTAL	89 313	100 972	95 663	100 364	122 019	119 335	110 328

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

En milliers d'euros

Aides financières	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Accueil des jeunes enfants	32	25	15	35	-4	3	25
Temps libres des enfants et des familles	4 810	3 448	3 538	3 988	4 255	4 058	3 999
Accompagnement social des familles	3 509	5 494	2 514	2 962	417	1 602	2 067
Logement et habitat	15 290	9 923	7 651	4 393	5 746	6 592	6 310
Animation de la vie sociale							
Prestations supplémentaires	186	204	196	217	229	0	161
Autres actions							
Logistique des œuvres							
TOTAL	23 827	19 094	13 914	11 595	10 643	12 255	12 562

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

Tableau 25 - Dépenses d'investissement, de fonctionnement et d'aides financières des Dom, par fonction

En milliers d'euros

Investissement	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Accueil des jeunes enfants	6 435	8 354	8 955	6 679	7 628	14 290	34 705
Temps libres des enfants et des familles	687	543	312	565	964	608	3 291
Accompagnement social des familles	26	17	75	37	35	1 114	0
Logement et habitat	1 870	2 063	4 379	4 123	3 707	7 915	11 868
Animation de la vie sociale	816	466	632	1 096	966	584	1 359
Prestations supplémentaires							
Autres actions	122	68	100	92	59	58	823
Logistique des œuvres	0	0	0	1	816	13	303
TOTAL	9 956	11 511	14 453	12 593	14 176	24 582	52 349

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

En milliers d'euros

Fonctionnement	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Accueil des jeunes enfants	51 971	66 849	62 535	68 346	74 575	70 448	63 078
Temps libres des enfants et des familles	8 767	7 693	6 560	6 308	19 201	21 225	17 896
Accompagnement social des familles	9 896	10 622	10 086	10 725	11 891	9 999	11 570
Logement et habitat	5 895	2 949	3 149	2 939	3 919	4 503	3 247
Animation de la vie sociale	3 838	3 529	3 672	3 600	4 017	4 368	4 997
Prestations supplémentaires							
Autres actions	5 845	6 038	6 213	5 420	4 824	5 750	5 464
Logistique des œuvres	3 155	3 292	3 448	3 026	3 592	3 041	4 076
TOTAL	89 313	100 972	95 663	100 364	122 019	119 335	110 328

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

En milliers d'euros

Aides financières	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Accueil des jeunes enfants	32	25	15	35	-4	3	25
Temps libres des enfants et des familles	4 810	3 448	3 538	3 988	4 255	4 058	3 999
Accompagnement social des familles	3 509	5 494	2 514	2 962	417	1 602	2 067
Logement et habitat	15 290	9 923	7 651	4 393	5 746	6 592	6 310
Animation de la vie sociale							
Prestations supplémentaires	186	204	196	217	229	0	161
Autres actions							
Logistique des œuvres							
TOTAL	23 827	19 094	13 914	11 595	10 643	12 255	12 562

Source : Cnaf-Dser Fichier VFDAS

A N N E X E 2

Les résultats financiers 2012 selon la présentation du document statistique établi annuellement par Caf

Tableaux détaillés de la statistique de la VFDAS - France

Fonction 1: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans

Tableau SF100	Aides aux familles		Aides aux partenaires et aux entreprises				Services CAF			Total
			Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés		
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	
1000 : Contrat de passage à la PSU (1)	1			2 357 308						2 357 308
1001 : Passage aux PS dans les Dom : Caso (compte PSO/PSU) (2)	2			1 906 891						1 906 891
1002 : Passage aux PS dans les Dom : CR (compte CEJE) (2)	3			401 165						401 165
1003 : Passage aux PS dans les Dom : Caa (compte CEJE Facej) (2)	4			3 571 969						3 571 969
111 : Moins de 4 ans / collectif / crèche	5	10	954 006	457 476 213	8 616 959	701 907	3 552 572	1 220 227	1 827 727	474 349 622
112 : Moins de 4 ans / collectif / halte-garderie	6		1 326 289	92 729 573	1 406 965	389 918	3 122 226	2 679 746	91 139	101 745 856
113 : Moins de 4 ans / collectif / et. Polyvalent	7	2 250	7 398 157	931 932 153	19 923 549	4 877 185	5 880 622	7 514 828	604 310	978 133 054
114 : Moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant	8		100 697	12 620 761	478 108					13 199 565
11 Total Etablissement d'accueil collectif des moins de 4 ans	9	2 260	9 779 149	1 494 758 701	30 425 581	5 969 010	12 555 420	11 414 800	2 523 176	1 567 428 097
121 : Moins de 4 ans / familial / crèche	10		665 980	152 580 765	167 674	103 588		108 582		153 626 588
122 : Moins de 4 ans / familial / halte-garderie	11			76 331	3 561	8 594				88 485
123 : Moins de 4 ans / familial / et. Polyvalent	12		186 851	29 852 387	190 513		620 824	95 214		30 945 789
12 Total Etablissement d'accueil familial des moins de 4 ans	13		852 831	182 509 482	361 748	112 182	620 824	203 796		184 660 862
131 : Moins de 4 ans / parental / crèche	14		88 971	11 569 639	637 673	187 973				12 484 256
132 : Moins de 4 ans / parental / halte-garderie	15		5 697	1 573 341	8 936					1 587 974
133 : Moins de 4 ans / parental / et. Polyvalent	16		138 475	12 213 667	66 742	4 820				12 423 704
13 Total Etablissement d'accueil parental des moins de 4 ans	17		233 143	25 356 647	713 350	192 793				26 495 933
141 : 4-6 ans / collectif / crèche	18		-27 609	139 041	199 287	940				311 659
142 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie	19		7 949	334 612	113 581	1 345	536 227	3 074	5 700	1 002 488
143 : 4-6 ans / collectif / et. Polyvalent	20		28 967	951 446	350 450	56 156		-5 522		1 381 497
144 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant	21		22 007	373 465	59 983					455 455
14 Total Etablissement d'accueil collectif des 4-6 ans	22		31 315	1 798 564	723 301	58 441	536 227	-2 449	5 700	3 151 100
151 : 4-6 ans / familial / crèche	23		-3 970	102 420	6 948	7 774				113 171
152 : 4-6 ans / familial / halte-garderie	24		7 000	73 139	9 659		184 378			274 176
153 : 4-6 ans / familial / et. Polyvalent	25		3 692	43 128	9 532					56 351
15 Total Etablissement d'accueil familial des 4-6 ans	26		6 722	218 686	26 139	7 774	184 378			443 699
161 : 4-6 ans / parental / crèche	27		670	16 835	400	10 871				28 776
162 : 4-6 ans / parental / halte-garderie	28			8 430	223					8 654
163 : 4-6 ans / parental / et. Polyvalent	29		1 516	18 122	1 498					21 135
16 Total Etablissement d'accueil parental des 4-6 ans	30		2 186	43 387	2 121	10 871				58 565
1700 : Relais Assistant(e)s maternel(le)s	31	65 428	1 703 459	52 830 805	2 525 102	365 070	1 723 426	786 085	399 725	60 399 102
1800 : Autres lieux d'activité ou d'éveil	32	171 223	1 100 310		648 365	46 895	226 552			2 193 345
182 : Micro-crèches	33		333 938	14 009 999	1 726 599	330 986				16 401 522
1831 : Jardin d'éveil	34		15 893	1 324 248	313 417	33 769				1 687 327
1900 : Fonction globale d'accueil (3)	35	174 049	2 541 210	560 882 787	4 375 799	92 870	18 382 265	213 579	139 430	586 801 989
1901 : Complément Cej (horaires atypiques, handicap, innovation, qualité de l'accueil)	36			9 922 423						9 922 423
1902 : Complément plan espoir banlieue	37			5 914 032				13 000		5 927 032
1910 : Fonds d'Investissement Petite Enfance	38				2 427 979					2 427 979
1911 : Aide exceptionnelle à l'investissement	39				1 770 730					1 770 730
1912 : DAIPE gestion décentralisée	40				3 969 560					3 969 560
1913 : DAIPE gestion centralisée	41				443 141					443 141
1914 : Dispositif d'investissement petite enfance	42				10 274 268				21 501	10 295 769
1915 : Plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (4)	43				14 115 902				47 250	14 163 152
1916 : Plan crèche pluriannuel d'investissement	44				107 957 264					107 957 264
1917 : Aides à l'installation des assistant(e)s maternel(le)s	45				6 204 915					6 204 915
1991 : Provisions pour subvention d'investissement engagées sur fonds locaux	46				52 000 703					52 000 703
1992 : Provisions pour subvention d'investissement engagées sur fonds nationaux	47				224 224 303					224 224 303
TOTAL Fonction 1	48	412 960	16 600 155	2 357 807 094	465 230 288	7 220 661	34 229 093	12 628 812	3 136 782	2 897 265 846

(1) Cette rubrique est destinée à disparaître. Le premier chiffre de la spécificité permet d'identifier ces dépenses comme relevant de la fonction 1 et les quatre derniers comme prestations de service. Il s'agit des spécificités suivantes : 10002214 et 10003214

Source : CNAF fichier VFDAS

(2) Ces trois lignes concernent exclusivement les départements d'Outre-mer. Il s'agit de mesures de soutien spécifique, liées à l'harmonisation des PS entre les Dom et la métropole, pour compenser une éventuelle baisse de recettes.

Caso : contrat d'accompagnement, de soutien et d'objectifs, CR : contrat de rattrapage, Caa : contrat d'accompagnement adapté.

(3) La rubrique D35 concerne le contrat enfance (SF656232331 et ses subdivisions) le Contrat enfance jeunesse-partie enfance (CEJE comptes SF6562323321, SF6562323322, SF6562323323), le Fonds d'accompagnement des contrats enfance jeunesse

(Facej compte SF6562323324), la "concertation avec les conseils généraux" et le contrat enfance entreprise. La ventilation entre ces composantes est disponible au tableau SF905, tableau qui précise les spécificités à utiliser selon ces rubriques, et selon qu'il s'agit de stock ou de flux.

(4) Dépenses enregistrées au compte SF67455, codifiées 19152112, 19153112, 19154112. Cette ligne comprend également le Fonds d'abondement au plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance dont la codification est identique à celle du Paippe.

Fonction 2: Temps libre des enfants et des familles

Tableau SF200	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			Total
	Subventions	Prêts	Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
			Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
2001 : Passage aux PS dans les Dom - CASO (compte PSO/PSU)				1 615 418						1 615 418
2002 : Passage aux PS dans les Dom - CR (compte CEJJ)				802 722						802 722
211 : Accueil loisirs jeunes (a)	23 560 514		22 896 887	358 425 127	31 887 099	14 688 586	2 901 348	419 298	199 556	454 978 413
2120 : Autres loisirs de proximité - enfants de moins de 18 ans	13 909 344	2 903	2 760 187		1 538 372	354 289				18 565 095
2121 : Autres loisirs de proximité - enfants de 18 ans et plus	3 773		76 377		38 447					118 597
2130 : Opération "villes, vie, vacances"	375 335		1 197 661		59 927					1 632 923
2140 : Centres collectifs de vacances (b)	24 312 901	27 126	3 307 220	-3 101	1 597 919	257 486	1 614 693	831	110 595	31 225 670
2150 : Camps de vacances (c)	2 396 431	958	269 465	440	105 455					2 772 749
2161 : Accueil et loisirs éducatifs hors CLSH (d)	2 474 487		221 421		5 415 541	555 333				8 666 781
2170 : Fonction globale "temps libre"- CEJJ-CTL-FACEJ (e)	13 591		542 212	418 532 374	5 190 475	19 600	12 379 976		36 920	436 715 148
2171 : Expérimentation projet adolescents				12 049 469	480 430			50 182		12 580 082
2172 : Jeunesse complément CEJ				3 291 467						3 291 467
2180 : animateurs de loisirs et de vacances(f)	3 873 327		54 170		2 086					3 929 583
Sous-fonction 21 : Temps libres des enfants et des jeunes	70 919 702	30 987	31 325 600	794 713 916	46 315 751	15 875 294	16 896 017	470 311	347 072	976 894 648
2210 : Loisirs de proximité	409 365		3 557 920		746 678	277 319				4 991 283
2220 : Centres familiaux de vacances (g)	31 181 433	321	344 411		102 552		1 026 556		136 993	32 792 267
2230 : Vacances familiales individuelles (h)	19 956 180	21 576	379 046							20 356 802
2240 : Autres (y compris aides sur projets collectifs de vacances) (i)	5 948 546	7 345	1 769 563	369 091	27 780		315 622			8 437 946
sous-fonction 22: temps libre des familles	57 495 525	29 242	6 050 940	369 091	877 009	277 319	1 342 178		136 993	66 578 297
2991 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds locaux					33 433 977					33 433 977
2992 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds nationaux					3 936 899					3 936 899
TOTAL Fonction 2	128 415 227	60 229	37 376 539	795 083 007	84 563 635	16 152 613	18 238 194	470 311	484 065	1 080 843 821

(a) L'intitulé de cette sous-fonction a été modifié avec le financement de nouvelles action "accueil jeunes", y compris CLSH maternels et prestations de service "contrat d'aménagement du temps de l'enfant".

(b) Y compris placements familiaux, colonies de vacances maternelles, gîtes enfants. **Comprend également les dépenses "Aide aux Vacances Enfants", pour les caf ayant délégué cette gestion à VACAF.**

(c) Y compris extension de la prestation de service CLSH (en colonnes D et H).

(d) Y compris aides financières versées pour les départs d'enfants en classes de découverte.

(e) La rubrique D10 concerne le Contrat enfance jeunesse - partie jeunesse, le contrat temps libre (Cejj et Ctl - disponible au tableau SF905 en C19) et le fonds d'accompagnement des contrats enfance jeunesse (Facej - disponible au tableau SF905 en C21) enregistré au compte SF6562323424 et codifiée 21702218. Y compris également, en rubrique D10, les prestations de service "vacances et loisirs familiaux" financées par le contrat temps libre et l'incidence de l'extention de 16 à 18 ans de l'âge limite d'ouverture de droit.

(f) La rubrique A13 concerne la formation BAFA sur fonds Caf (codification 21801311) et sur fonds Cnaf (codification 21801312).

(g) Comprend également les dépenses "Aide aux Vacances Familiales", pour les caf ayant délégué cette gestion à VACAF.

(h) Y compris "prêts camping" en rubrique B17.

(i) Rubriques D18 et H18 : PS "accompagnement des centres de vacances à vocation sociale" spécificités 22402214 et 22403214 compte SF65623231. **La ligne 18 comprend également les dépenses "Aide aux Vacances Sociales", pour les caf ayant délégué cette gestion à VACAF.**

Source : CNAF fichier VFDAS

Fonction 3: Accompagnement social des familles et de leurs enfants

Tableau SF300		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF		Total	
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement			Investissement
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
311: Assistants sociaux	1			304 526				50 254 606		798 937	51 358 069
312: Conseillères en économie sociale et familiale	2			1 455 368				19 210 806		229 735	20 895 910
313: Services pluridisciplinaires de travail social	3			83 099		561 187		187 578 168		4 072 582	192 295 036
314: Délégués à la tutelle	4			10 000							10 000
315: Clubs de prévention	5			300 743		7 453					308 196
3161: Services sociaux divers (1)	6			688 820		26 898		4 659 286		231 952	5 606 956
3162: Autres personnels sociaux	7			98 344				15 257 661		228 425	15 584 430
318 : Autres	8	1 026 881	235 661	890 609		38 660	21 792	4 850 326		2 885	7 066 815
sous-fonction 31: travail social	9	1 026 881	235 661	3 831 509		634 198	21 792	281 810 853		5 564 516	293 125 412
3210: TISF - Hors actions finalisées (2)	10	49 790 371		290 261	23 100 802	16 483	10 000	310 629			73 518 545
3211: TISF actions finalisées (2)	11	377 427		19 653	205 003						602 082
sous-total TISF	12	50 167 797		309 914	23 305 804	16 483	10 000	310 629			74 120 627
323: Auxiliaire de vie sociale (2)	13	32 754 662		777 601	14 985 938	2 000			10 764		48 530 966
sous-fonction 32: aide à domicile	14	82 922 459		1 087 515	38 291 742	18 483	10 000	310 629	10 764		122 651 593
Total tableau SF300 (à reporter SF301)	15	83 949 341	235 661	4 919 024	38 291 742	652 681	31 792	282 121 482	10 764	5 564 516	415 777 005

(1) Regroupe les anciennes lignes "Services Sociaux d'Aide aux Etrangers", "puéricultrices à domicile", "comités de coordination".

Source : CNAF fichier VFDAS

(2) TIFS = technicien de l'intervention sociale et familiale, remplace le terme "travailleuse familiale", à l'occasion d'une nouvelle formation, sanctionnée par un nouveau diplôme. Le diplôme d'aide ménagère a

également été revalorisé à l'occasion d'une nouvelle formation dénommée "auxiliaire de vie sociale", sanctionnée par un nouveau diplôme. Par ailleurs la nomenclature de l'aide à domicile a été modifiée par rapport à 2010 : en effet la réglementation ne distingue plus le cas famille du cas maladie,

seuls subsistent les métiers TISF et AVS et les financements Caf et Cnaf

Financement CNAF au titre des interventions d'aide à domicile : extrait de la lettre LCI n°29 du 18/12/95 : s'agissant d'une aide à la famille en fonction de sa capacité contributive et non d'une

aide aux partenaires au titre de son fonctionnement (PS ordinaires), ces financements sont à inscrire en colonne "aides aux familles" "subventions".

Fonction 3 (suite): Accompagnement social des familles et de leurs enfants

Tableau SF301	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF		Total		
			Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement			Investis sement	
	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service			
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
Report SF300	1	83 949 341	235 661	4 919 024	38 291 742	652 681	31 792	282 121 482	10 764	5 564 516	415 777 005
331: Secours et prêts d'honneur	2	15 314 210	8 283 908								23 598 118
3321: Aide en cas de décès du soutien de famille	3	3 781 100	12 044								3 793 143
3322: parents et personnes isolés (1)	4	1 971 854	188 648								2 160 502
333: PEL situations familiales (2)	5	2 492 873	821 927								3 314 800
3341: Avances sur prestations	6		172 505								172 505
3342: Autres prestations extra-légales	7	2 113 665	151 373								2 265 038
335 : Aides à l'accompagnement et à l'insertion des jeunes (3)	8	914 784	8 947	910 837		25 795	5 564				1 865 926
336 : Fonds d'aide aux jeunes	9	45 784		1 157 874				4 782			1 208 440
Sous-fonction 33: Secours et aides financières	10	26 634 270	9 639 352	2 068 710		25 795	5 564	4 782			38 378 473
3991 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds locaux	11					643 395					643 395
Total Fonction 3	12	110 583 611	9 875 013	6 987 735	38 291 742	1 321 871	37 356	282 126 264	10 764	5 564 516	454 798 872

(1) Regroupe les lignes "insertion des parents isolés" et "personnes seules".

(2) Regroupe les lignes "naissances multiples", "primes d'adoption", mères médaillées".

(3) Regroupe les lignes "jeunes chômeurs" et "insertion des jeunes".

Les dépenses antérieurement imputées sur la ligne "familles en précarité" doivent être imputées sur la ligne "secours et prêts d'honneur" ou "autres prestations extra-légales".

Source : CNAF fichier VFDAS

Fonction 4: Logement et Habitat

Tableau SF400		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			Total
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
411: Réhabilitation des logements locatifs (1)	1			2 150 039		765 066	1 311 248				4 226 352
412: Amélioration de l'habitat (2)	2	4 124 328	2 801 439								6 925 768
413: Aides aux handicapés	3	65 985	18 846								84 832
Sous-fonction 41: Réhabilitation et amélioration de l'habitat	4	4 190 314	2 820 286	2 150 039		765 066	1 311 248				11 236 951
421: Aides à l'équipement mobilier	5	3 937 121	27 805 412								31 742 533
422: Aides à l'équipement ménager	6	3 185 805	31 667 529								34 853 334
423: Aides à l'installation	7	2 133 426	7 517 770								9 651 196
424: Autres aides à l'équipement et à l'installation (3)	8	2 451 201	6 049 912	251 993							8 753 107
Sous-fonction 42: Aides à l'équipement et à l'installation	9	11 707 554	73 040 623	251 993							85 000 169
4311: Fonds Solidarité Logement (4)	10			18 580 432				4 359 450		15 830	22 955 712
4312: Autres (accès et maintien dans le logement) (5)	11	1 490 780	1 917 299	1 920 088		160 451		87 570			5 576 189
432: Accession à la propriété	12	64 694	61 762	111 691				252 141			490 289
4331: Dettes d'énergie	13	1 753 670	864 807	2 418 180				65 785			5 102 443
4332: Dettes d'eau	14	356 568	72 856	202 000							631 425
4341: Comités locaux pour le logement autonome des jeunes (CLLAJ)	15			613 778		5 294					619 072
4342: Autres (logement des jeunes)	16	536 991	114 608	219 482		2 764					873 845
Sous-fonction 435: Information et conseil aux familles	17			3 818 022		47 075	36 020	1 755 565		3 639	5 660 321
Sous-fonction 436: Fonction globale (conseiller technique logement)	18							7 810 221		414 622	8 224 844
437 : LES, Logement Locatifs Sociaux et LLTS pour caf des DOM exclusiver	19	569 500	987 104	-121 573		4 396 354					5 831 385
Sous-fonction 43 : Accès et maintien dans l'habitat	20	4 772 204	4 018 436	27 762 102		4 611 938	36 020	14 330 732		434 091	55 965 524
4991 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds loca	21					8 779 245					8 779 245
TOTAL Fonction 4	22	20 670 071	79 879 344	30 164 133		14 156 249	1 347 268	14 330 732		434 091	160 981 889

(1) Regroupe les rubriques HLM, PACT, DSQ.

(2) Y compris prêts construction.

(3) Y compris, en colonne C, les subventions de fonctionnement à des partenaires effectuant des diagnostics immobiliers pour détecter les logements indécents.

En colonnes A et B, les aides aux "gens du voyage" pour achat de caravane ne sont plus retracées ici. Elles relèvent désormais de la fonction 5 sur une ligne intitulée "aides de nomades".

(4) Dépenses relatives au Fonds de Solidarité Logement: l'imputation en colonne se fait selon les mêmes règles que pour les budgets d'action sociale. La participation financière des CAF au FSL s'impute en "aides aux partenaires/fonctionnement/fonds propres". En outre, quand la CAF gère le FSL, les dépenses de gestion s'imputent en colonnes "services CAF" (G et I).

(5) Y compris "dettes de loyer". La rubrique "autres" concerne plus spécifiquement des aides financières, notamment des aides inscrites au règlement intérieur.

Toutefois des dépenses peuvent être imputées en "aides aux partenaires" pour des dispositifs spécifiques gérés par des partenaires et visant à la réinsertion à travers l'accès au logement social.

En particulier, les aides versées à des organismes en contrepartie de réservation de logements, à loyers préférentiels, pour les familles allocataires sont à inclure en rubrique C11.

(6) Cette ligne a été créée exclusivement pour l'imputation de certaines dépenses d'actions spécifiques aux départements d'Outre-Mer, dépenses qui ne s'insèrent pas dans la nomenclature : Logements

Evolutifs Sociaux (LES), Logements Locatifs Sociaux et Logements Locatifs Très Sociaux (LLTS). Pour les réservations de logement, voir renvoi (4) ci-dessus.

Source : CNAF fichier VFDAS

Fonction 5: Animation de la vie sociale

Tableau SF500		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF		Total	
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement			Investissement
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
511 : Centres sociaux	1			40 581 781	110 912 664	9 144 143	2 909 434	41 427 054	6 027 693	5 553 646	216 556 417
5111 : PS animation collective famille (1)	2				20 696 080				1 213 637		21 909 717
512 : Foyers de jeunes travailleurs	3	39 547		3 069 537	24 969 274	4 521 411	741 285	779 432	57 779	154 701	34 332 965
513 : Aires d'accueil pour les gens du voyage (2)	4	10 800	1 607 255	200 173		498 393	86 551				2 403 172
514 : Autres équipements de voisinage (3)	5			1 863 647		1 493 373	265 910	1 761 145		114 359	5 498 434
515 : Animation locale (4)	6			1 549 505	9 315 421	145 281					11 010 208
516 : Conseiller technique animation et vie sociale	7							13 261 139		14 658	13 275 798
Sous-fonction 51: Animation sociale	8	50 347	1 607 255	47 264 643	165 893 439	15 802 601	4 003 180	57 228 770	7 299 109	5 837 364	304 986 710
521 : Associations familiales	9			2 911 802		61 157	7 880				2 980 840
522 : Associations d'aide aux familles migrantes	10			242 803		1 758					244 561
523 : Autres associations (5)	11			7 000 793		540 816	22 115	373 053			7 936 776
524 : Information des jeunes	12			398 683		29 241	10 588				438 512
Sous-fonction 52: Soutien à la vie associative	13			10 554 081		632 973	40 583	373 053			11 600 689
5991 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds locaux	14					14 779 633					14 779 633
Total Fonction 5	15	50 347	1 607 255	57 818 725	165 893 439	31 215 206	4 043 763	57 601 823	7 299 109	5 837 364	331 367 032

(1) Actions collectives spécifiques aux centres sociaux

(2) Les cellules C4 et D4 ont été dégrées pour y enregistrer, entre autres, les financements pour achat de caravanes qui auparavant s'imputaient en fonction logement 424 "autres aides à l'équipement et à l'installation" spécificités 51301311 et 51301321.

(3) Regroupe les rubriques "salles polyvalentes", "locaux collectifs résidentiels", "locaux sociaux", "foyers ruraux" et "maisons de jeunes".

(4) Ce dispositif expérimental destiné à soutenir le développement des petites structures de voisinage dans des zones peu équipées a été étendu à l'ensemble des caf au 1er janvier 2002 (LC 2001-220 du 3/10/2001).

Les rubriques C6 et E6 ont été dégrées pour y imputer les projets financés et agréés au titre de l'animation locale en complément de la PS (spécificité 51502211) et les subventions d'investissements sur fonds propres (spécificité 51502111).

(5) Les subventions versées sur fonds propres en complément de la PS "animation locale", antérieurement collectées sur cette ligne le sont désormais sur la ligne 6.

Source : CNAF fichier VFDAS

fonction 7: Prestations supplémentaires

Tableau SF700		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF		Total	
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement			Investissement
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
71: Apprentis	1	676 839								676 839	
72: Rentrée scolaire	2	1 324 742								1 324 742	
73: Etudiants	3	1 983 952								1 983 952	
Total Fonction 7	4	3 985 532								3 985 532	

Source : CNAF fichier VFDAS

Fonction 8 : Autres actions

Tableau SF800	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			Total
	Subventions	Prêts	Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
			Fonds propres	Fonds affectés (5)	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés (5)		
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
811 : Médiation familiale (1)	1	8 095	1 876 076	10 276 077	29 971	120 000	2 269 834	574 537	6 967	15 161 557
812 : Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents	2		3 222 460	9 824 538	68 325	11 957	1 460 352	675 204	9 903	15 272 739
813 : Lieux d'accueil enfants/parents	3		762 518	6 685 857	267 482	40 958	109 012	72 755		7 938 582
814 : Espace rencontre	4		2 428 848		22 550	89 513				2 540 911
8151 : Actions d'accompagnement à la scolarité	5	500 786	2 056 530	23 271 530	33 036		249 922	174 861		26 286 666
8152 : Actions en faveur de l'assiduité scolaire	6		75 900							75 900
816 : Autres actions d'accompagnement à la fonction parentale (dont éducation familiale et parentale)	7	312 349	3 886 884		813 862	3 500	2 677 093		2 484	7 707 504
817 : Lieux d'information des familles	8		330 916		1 466		579 670		14 438	926 490
Sous-fonction 81 : Accompagnement de la fonction parentale	9	821 229	14 640 133	50 058 003	1 236 691	265 928	7 345 883	1 497 358	33 791	75 910 348
Sous-fonction 82 : Etudes et recherches	10		250 181				496 895			747 076
Sous-fonction 83 : Formation (2)	11	1 400	423 447							424 847
841: Fonds régionaux	12		7 145 202							7 145 202
842: Autres (3)	13		2 329 607		187 231		966 893		102 612	3 586 343
Sous-fonction 84 : Autres	14		9 474 809		187 231		966 893		102 612	10 731 546
Sous-fonction 85 : Secteurs de désengagement (4)	15				305 000		603 784		19 722	928 506
8991 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds locaux	16				2 597 668					2 597 668
Total Fonction 8	17	822 629	24 788 569	50 058 003	4 326 591	265 928	9 413 455	1 497 358	156 125	91 339 989

(1) Rubriques D1 et H1 : spécificités 81102214 et 81103214.

(2) En colonne A concerne les bourses d'animateurs (dépenses comptabilisées au compte SF6562318).

(3) En colonne C, concerne entre autres la participation des Caf au Fonds d'Urgence Sociale (comptes 656232818, spécificité 84202211).

(4) Regroupe les rubriques "maisons d'enfant à caractère social", "maisons de repos mère et enfant", "consultations de nourissons", "dispensaires médico-sociaux",

"IMP, IMPRO, CMPP", "centre d'hébergement et de réadaptation sociale" et "centres d'orientation professionnelle".

(5) L'initiale de ces colonnes passe de "prestations de service" à "fonds affectés" car ces colonnes incluent sur la ligne 2 des financements sur fonds cnaf (dont la règle d'attribution est différente de celles des PS),

financements codifiés 81202212 et 81203212.

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau SF900: Récapitulation des dépenses d'action sociale

Tableau SF900		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF		Total	
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement			Investissement
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
SF100: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1	412 960		16 600 155	2 357 807 094	465 230 288	7 220 661	34 229 093	12 628 812	3 136 782	2 897 265 846
SF200: Temps libre des enfants et des familles	2	128 415 227	60 229	37 376 539	795 083 007	84 563 635	16 152 613	18 238 194	470 311	484 065	1 080 843 821
SF300: Accompagnement social des familles et de leurs enfants	3	110 583 611	9 875 013	6 987 735	38 291 742	1 321 871	37 356	282 126 264	10 764	5 564 516	454 798 872
SF400: Logement et habitat	4	20 670 071	79 879 344	30 164 133		14 156 249	1 347 268	14 330 732		434 091	160 981 889
SF500: Animation de la vie sociale	5	50 347	1 607 255	57 818 725	165 893 439	31 215 206	4 043 763	57 601 823	7 299 109	5 837 364	331 367 032
SF700: Prestations supplémentaires aux familles	6	3 985 532									3 985 532
SF800: Autres actions	7	822 629	11 332	24 788 569	50 058 003	4 326 591	265 928	9 413 455	1 497 358	156 125	91 339 989
9000 : Logistique des œuvres	8							21 676 227		819 491	22 495 719
9091 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds locaux	9					3 526 743					3 526 743
Total dépenses d'action sociale de l'exercice 2012	10	264 940 378	91 433 174	173 735 856	3 407 133 286	604 340 583	29 067 588	437 615 788	21 906 354	16 432 435	5 046 605 443

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau SF902 : Prestation de service unique et prestation de service ordinaire versées pour enfants de moins de quatre ans (*)

Tableau SF902		Partenaires	Gestion caf	Entreprises	Total général	
		A	B	C	D	
11 : Etablissement d'accueil collectif des moins de quatre ans						
1111 : Moins de 4 ans / collectif / crèche / PSU	1	447 876 973	1 217 023	8 393 998	457 487 994	
1112 : Moins de 4 ans / collectif / crèche /heures de concertation PSU	2	1 215 068	3 204	23 487	1 241 759	
1113 : Moins de 4 ans / collectif / crèche / hors PSU	3	-33 313			-33 313	
1121 : Moins de 4 ans / collectif / halte-garderie / PSU	4	92 328 057	2 672 179	38 506	95 038 742	
1122 : Moins de 4 ans / collectif / halte-garderie /heures de concertation PS	5	362 851	7 567	160	370 577	
1131 : Moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent / PSU	6	858 084 728	7 494 831	71 380 128	936 959 687	
1132 : Moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent /heures de concertation PS	7	2 254 683	19 996	212 573	2 487 252	
1133 : Moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent / hors PSU	8	41			41	
1141 : Moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant / PSU	9	12 563 397		3 898	12 567 294	
1142 : Moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant /heures de concertation P	10	53 449		18	53 466	
12 : Etablissement d'accueil familial des moins de quatre ans						
1211 : Moins de 4 ans / familial / crèche / PSU	11	152 086 957	108 380	25 258	152 220 595	
1212 : Moins de 4 ans / familial / crèche /heures de concertation PSU	12	468 479	202	71	468 751	
1213 : Moins de 4 ans / familial / crèche / hors PSU	13					
1221 : Moins de 4 ans / familial / halte-garderie / PSU	14	75 838			75 838	
1222 : Moins de 4 ans / familial / halte-garderie /heures de concertation PS	15	492			492	
1231 : Moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / PSU	16	29 764 573	95 528		29 860 101	
1232 : Moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / heures de concertation PS	17	87 814	-314		87 499	
1233 : Moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / hors PSU	18					
13 : Etablissement d'accueil parental des moins de quatre ans						
1311 : Moins de 4 ans / parental / crèche / PSU	19	11 537 489			11 537 489	
1312 : Moins de 4 ans / parental / crèche / heures de concertation PSU	20	32 150			32 150	
1313 : Moins de 4 ans / parental / crèche / hors PSU	21					
1321 : Moins de 4 ans / parental / halte-garderie / PSU	22	1 565 384			1 565 384	
1322 : Moins de 4 ans / parental / halte-garderie / heures de concertation P	23	7 958			7 958	
1331 : Moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / PSU	24	12 184 783			12 184 783	
1332 : Moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / heures de concertation PS	25	28 884			28 884	
1333 : Moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / hors PSU	26					
182 : Micro-crèches						
1821 : PSU	27	13 223 808		735 273	13 959 080	
1822 : Heure de concertation PSU	28	35 237		2 207	37 444	
Total SF902 (1)		29	1 635 805 778	11 618 596	80 815 576	1 728 239 950
(1) Dont total PSU (soit la somme des lignes 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 22, 23, 24, 25,27,28)		30	1 635 839 050	11 618 596	80 815 576	1 728 273 222

(*) A l'exclusion des sommes versées au titre du contrat de passage à la PSU

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau SF903 : prestations de service ordinaires versées pour enfants de quatre à six ans (*)

Tableau SF903	Régime général uniquement			Total général
	Partenaires	Gestion caf	Entreprises	
	A	B	C	D
14 : établissement d'accueil collectif des 4 à 6 ans				
1411 : 4-6 ans / collectif / crèche / PSU	1	138 791	249	139 041
1413 : 4-6 ans / collectif / crèche / hors PSU	2			
1421 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie / PSU	3	332 943	3 074	336 017
1423 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie / hors PSU	4	1 669		1 669
1431 : 4-6 ans / collectif / et. polyvalent / PSU	5	949 822	-5 522	945 919
1433 : 4-6 ans / collectif / et. polyvalent / hors PSU	6	5		5
1441 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant / PSU	7	373 465		373 465
1443 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant / hors PSU	8			
15: Etablissement d'accueil familial des 4-6 ans				
1511 : 4-6 ans / familial / crèche / PSU	9	102 420		102 420
1513 : 4-6 ans / familial / crèche / hors PSU	10			
1521 : 4-6 ans / familial / halte-garderie / PSU	11	73 139		73 139
1523 : 4-6 ans / familial / halte-garderie / hors PSU	12			
1531 : 4-6 ans / familial / et. polyvalent / PSU	13	43 128		43 128
1533 : 4-6 ans / familial / et. polyvalent / hors PSU	14			
16 : Etablissement d'accueil parental des 4-6 ans				
1611 : 4-6 ans / parental / crèche / PSU	15	16 835		16 835
1613 : 4-6 ans / parental / crèche / hors PSU	16			
1621 : 4-6 ans / parental / halte-garderie / PSU	17	8 430		8 430
1623 : 4-6 ans / parental / halte-garderie / hors PSU	18			
1631 : 4-6 ans / parental / et. polyvalent / PSU	19	18 122		18 122
1633 : 4-6 ans / parental / et. polyvalent / hors PSU	20			
1823 : micro-crèches	21	13 005	470	13 475
Total SF903	22	2 071 774	-2 449	2 071 664

(*) Il s'agit de prestations de service ordinaires versées pour des établissements éventuellement éligibles à la PSU

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau SF904: Prestations de services ordinaires autres

Tableau SF904		Total Dépenses
		A
2111: Accueil enfants moins de 6 ans	1	137 291 974
Accueil enfants de 6 ans et plus		
2112 : Vacances d'été	2	64 714 087
2113 : Petites vacances scolaires	3	38 313 140
2114 : Mercredi et fin de semaine	4	44 778 735
2115 : Pré et post scolaire	5	73 746 489
TOTAL accueil de loisirs	6	358 844 424
Techniciens de l'intervention sociale et familiale		
321 : Intervention sociale et familiale	7	23 305 804
Auxiliaires de vie sociale		
3230 : Intervention famille AVS	8	14 996 703
TOTAL Aides à domicile	9	38 302 507
1700 : Relais assistants(es) maternels(les)	10	53 616 890
2140 : Centres collectifs de vacances	11	-2 270
2150 : Camps de vacances	12	440
2240 : PS accomp. Centres vacances à vocation sociale	13	369 091
5110 : Centres sociaux	14	116 940 357
5111 : PS animation collective famille	15	21 909 717
5120 : Foyers de jeunes travailleurs	16	25 027 053
5150 : PS animation locale	17	9 315 421
8110 : PS médiation familiale	18	10 850 614
8130 : lieux d'accueil enfants parents	19	6 758 612
8151 : Accompagnement à la scolarité	20	23 446 392
TOTAL PS ordinaires autres (lignes 6+9 à 20)	21	665 379 249

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau SF905 : Récapitulatif des prestations de service (1)

Tableau SF905	Montant global PS (hors Flux)	CEJE-CEJJ (sous enveloppe limitative)	Total
	A	B	C
Report des dépenses de prestations de service ordinaires (PSO)			
SF902 : Accueil enfants de moins de 4 ans	1 728 239 950		1 728 239 950
SF903 : Accueil enfants 4 à 6 ans	2 071 664		2 071 664
SF904 : Autres secteurs	665 379 249		665 379 249
1000 : Contrat de passage à la PSU	2 357 308		2 357 308
1001 : Passage aux PS dans les Dom - CASO	1 906 891		1 906 891
2001 : Passage aux PS dans les Dom - CASO	1 615 418		1 615 418
Sous-total PSO -(lignes 1 à 6)	2 401 570 479		2 401 570 479
<i>Contrat enfance et CEJE (Ce y compris régime spéciaux Dom)</i>	369 421 583	155 328 403	524 749 986
<i>Contrat expérimental Caf/conseils généraux (1)</i>	206 020	463 394	669 415
<i>Contrat enfance entreprise (2)</i>	1 947 195	14 144 874	16 092 068
1002 : Passage aux PS dans les Dom - CR	401 165		401 165
1003 : Passage aux PS dans les Dom - CAA	3 571 969		3 571 969
Facej enfance fonctionnement et Snaesco	19 584 897		19 584 897
Facej enfance investissement	3 946 632		3 946 632
1831 : Jardins d'éveil	1 324 248		1 324 248
1901 : Complément Cej (horaires atypiques...)	9 922 423		9 922 423
1902 : Complément plan espoir banlieue	5 927 032		5 927 032
Sous-total CEJ et accompagnement enfance(lignes 8 à 17)	416 253 164	169 936 671	586 189 835
<i>Contrats temps libre et CEJ (1)</i>	314 877 266	99 578 456	414 455 722
2002 : Passage aux PS dans les Dom - CR	802 722		802 722
Facej jeunesse fonctionnement	4 076 653		4 076 653
Facej jeunesse investissement	5 117 914		5 117 914
Jeunesse "expérimentation projets adolescents" fonctionnement	12 099 651		12 099 651
Jeunesse "expérimentation projets adolescents" investissement	480 430		480 430
Jeunesse complément CEJ : handicap	3 291 467		3 291 467
Sous-total CEJ et accompagnement jeunesse(lignes 19 à 25)	340 746 103	99 578 456	440 324 559
Total dépenses prestations de service (lignes 7 + 18 +26)	3 158 569 746	269 515 127	3 428 084 873

CEJE : contrat enfance jeunesse, partie enfance
CEJJ : contrat enfance jeunesse, partie jeunesse

A7 = SF65623231
C18 = SF65623233XX
C27 = SF65623234XX

Tout sauf la spécificité 21702218 liée au compte budgétaire 6562323424

1 seul compte
1 seul compte
1 seul compte

Source : CNAF fichier VFDAS

(1) Pour le développement d'une coordination départementale et une meilleure articulation entre les modes d'accueil collectifs et individuels (LC 2001-220 du 8 octobre 2001).

Ces dépenses sont enregistrées aux comptes SF656232331 et SF656232332.

(2) Egalement enregistrées aux comptes SF656232331 et SF656232332.

Tableau SF906 : Total Prestation de service unique

Tableau SF906	Partenaires	Gestion caf	Entreprises	Total général
	A	B	C	D
Report du sous-total PSU ligne 30 du tableau 902	1 635 839 050	11 618 596	80 815 576	1 728 273 222
Report contrat de passage à la PSU, ligne 1 du tableau 100	2 357 308			2 357 308
1001: Passage aux PS dans les Dom - CASO	1 906 891			1 906 891
total PSU	1 640 103 248	11 618 596	80 815 576	1 732 537 420

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau SF907 : Provisions pour les subventions d'investissements (1)

Tableau SF906		Montant des Provisions A
Fonds locaux		
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Enfance	1	52 000 703
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Jeunesse	2	33 433 977
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Accompagnem	3	643 395
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Logement et ha	4	8 779 245
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Animation de l	5	14 779 633
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Autres actions	6	2 597 668
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Logistique des	7	3 526 743
Fonds Nationaux		
FIPE - Dotations aux provisions	8	151 000
AEI - Dotations aux provisions	9	2 063 125
DAIPE décentralisé - Dotations aux provisions	10	3 349 710
DAIPE centralisé - Dotations aux provisions	11	591 260
DIPE - Dotations aux provisions	12	11 205 604
PAIPPE - Dotations aux provisions	13	10 363 234
PCPI - Dotations aux provisions	14	193 320 693
Fonds d'accompagnement Enfance - Investissement - Dotations aux provisions	15	3 167 677
Jardins d'éveil - Aides à l'investissement - Dotations aux provisions	16	12 000
provisions	17	3 936 899

(1) : Décisions de financement de l'exercice non payées au cours de l'exercice

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau concernant exclusivement les 4 CAF des DOM**Tableau SF908 : Ventilation des dépenses relatives au contrat enfance "stock" dans les départements d'Outre-Mer en 2012 selon le type d'équipement**

Ce tableau sera supprimé à terme avec la généralisation de la PSU dans les Dom prévue en 2010. Il sera toutefois maintenu jusqu'en 2012 pour y inscrire les régularisations des droits 2011 de CE Dom qui seront liquidés en 2012.

Tableau SF908		Régime général (stock)		Régimes Spéciaux (stock) PSO	Total dépenses contrat enfance "stock"
		PS de base 30%	PS majorée 50 %		
		A	B	C	D
Crèches	1	-278 540	-125 353	-17 272	-421 165
Haltes-garderies	2		21 827		21 827
Relais assistante maternelle(1)	3				
Autres fonction 1	4				
Fonction 2 : Centres de loisirs sans hébergement	5	-28 141	-2 854		-30 995
Fonction 3 : Education familiale	6				
Fonction 8 : Lieux d'accueil enfants/parents	7				
Micro-crèches	8				
Total dépenses Contrats Enfance	9	-306 681	-106 380	-17 272	-430 333

(1) La PS est versée au taux unique de 40% du budget de fonctionnement sans distinction de régime.

Source : CNAF fichier VFDAS

La ventilation selon les deux premières colonnes du tableau n'est pas adaptée.

Tableau SF950: Recettes des services en gestion directe en 2012

Tableau SF950		Subventions d'équilibre	Prestations de services	Usagers et autres participations	Etat	Région	Département	Commune	Divers	Total Recettes
		A	B	C	D	E	F	G	H	I
ET 1* : Crèches	1	7 382 463	5 088 567	2 399 179	252		33 867	5 044 184	2 229 541	22 178 053
ET 2* & 3* : Garderies et jardins d'enfants	2	845 936	209 536	406 148				493 048	223 720	2 178 388
ET 4* : Haltes-garderies	3	3 127 531	1 601 125	370 006	518		15 643	2 217 355	1 118 816	8 450 995
ES 92* : Autres interventions techniques	4	78 966 863	491 357	115 822	235 745		1 035 885	668 876	19 338 702	100 853 250
ER 5* : Centres de loisirs sans hébergement	5	1 674 164	133 036	512 561					71 559	2 391 319
ER 1* : Centres collectifs de vacances et camps	6	980 219		25 714					297 276	1 303 209
ER 2* & 3* : Maisons et centres familiaux de vacances	7	438 925		729 510					87 643	1 256 079
ES5* : Services d'assistants sociaux	8	46 866 664	204 108	74 168	30 525		1 133 832		3 114 113	51 423 411
ES3* : Services d'économie sociale et familiale	9	14 810 749		1 661			687 191		467 784	15 967 385
ES8* : Services de tutelle aux prestations sociales	10								739	739
ES91* : Autres personnels sociaux	11	203 726 750	813 774	44 424	43 057	1 000	419 678	369 264	8 320 035	213 737 983
ES 6* : Services techniques intervention sociale et familiale	12									
ES 7* : Services d'auxiliaires de vie sociale	13									
ES 1* : Centres sociaux	14	46 016 395	12 579 951	2 523 168	102 295	45 365	564 790	15 880 378	5 941 943	83 654 284
EQ 6* : Foyers de jeunes travailleurs	15	526 307	57 779	513 184	23 000		7 236		63 072	1 190 578
EK1* : Centres de PMI	16									
ES93* : Gestion du patrimoine	17	1 458 556							798 327	2 256 883
ES 94* : logistique des œuvres	18	18 835 663		7 041				-12 666	3 085 432	21 915 471
Autres	19	3 694 932	93 330	4 231		1 500			116 982	3 910 975
Total SF950	20	429 352 118	21 272 562	7 726 818	435 391	47 865	3 898 122	24 660 440	45 275 686	532 669 001

le symbole * signifie y compris les subdivisions ou sous-comptes

colonne A : compte E75834*

colonne B : compte E70623*

colonne C : comptes E7061* + E70621* + E7064 + E7068*

Colonne D : compte E741*

colonne E : compte E742*

Colonne F : compte E743*

Colonne G : compte E744*

Colonne H : autres comptes classe 7 gestion E non compris colonnes A à G

Source : CNAF fichier VFDAS

A N N E X E 3

Les résultats financiers 2012 selon la présentation du document statistique établi annuellement par Caf

Tableaux détaillés de la statistique de la VFDAS - Métropole

Fonction 1: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans

Tableau SF100		Aides aux familles		Aides aux partenaires et aux entreprises				Services CAF			Total
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	
1000 : Contrat de passage à la PSU (1)	1				2 357 308						2 357 308
1001 : Passage aux PS dans les Dom : Caso (compte PSO/PSU) (2)	2										
1002 : Passage aux PS dans les Dom : CR (compte CEJE) (2)	3										
1003 : Passage aux PS dans les Dom : Caa (compte CEJE Facej) (2)	4										
111 : Moins de 4 ans / collectif / crèche	5	10		1 256 354	428 020 949	4 247 179	701 907	3 439 356	1 220 227	217 493	439 103 475
112 : Moins de 4 ans / collectif / halte-garderie	6			1 348 532	92 083 708	1 314 591	389 918	3 122 226	2 679 746	91 139	101 029 860
113 : Moins de 4 ans / collectif / et. Polyvalent	7	2 571		7 385 112	914 478 855	18 873 980	4 877 185	5 880 622	7 514 828	604 310	959 617 463
114 : Moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant	8			97 500	9 496 552	176 816					9 770 868
11 Total Etablissement d'accueil collectif des moins de 4 ans	9	2 581		10 087 497	1 444 080 064	24 612 566	5 969 010	12 442 203	11 414 800	912 943	1 509 521 664
121 : Moins de 4 ans / familial / crèche	10			698 767	152 206 269	234 045	103 588		108 582		153 351 252
122 : Moins de 4 ans / familial / halte-garderie	11				76 331	3 561	8 594				88 485
123 : Moins de 4 ans / familial / et. Polyvalent	12			186 851	29 390 918	98 898		620 824	95 214		30 392 706
12 Total Etablissement d'accueil familial des moins de 4 ans	13			885 619	181 673 518	336 504	112 182	620 824	203 796		183 832 443
131 : Moins de 4 ans / parental / crèche	14			88 323	11 448 430	584 703	187 973				12 309 430
132 : Moins de 4 ans / parental / halte-garderie	15			5 697	1 573 341	8 936					1 587 974
133 : Moins de 4 ans / parental / et. Polyvalent	16			138 475	12 213 667	66 742	4 820				12 423 704
13 Total Etablissement d'accueil parental des moins de 4 ans	17			232 494	25 235 438	660 381	192 793				26 321 107
141 : 4-6 ans / collectif / crèche	18			2 851	88 907	85 763	940				178 462
142 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie	19			10 724	335 542	103 317	1 345	536 227	3 074	5 700	995 928
143 : 4-6 ans / collectif / et. Polyvalent	20			39 038	879 524	306 105	56 156		-5 522		1 275 300
144 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant	21			22 863	362 382	700					385 945
14 Total Etablissement d'accueil collectif des 4-6 ans	22			75 475	1 666 355	495 885	58 441	536 227	-2 449	5 700	2 835 635
151 : 4-6 ans / familial / crèche	23			266	102 420	6 948	7 774				117 406
152 : 4-6 ans / familial / halte-garderie	24			7 000	73 139	9 659		184 378			274 176
153 : 4-6 ans / familial / et. Polyvalent	25			3 692	36 127	9 532					49 350
15 Total Etablissement d'accueil familial des 4-6 ans	26			10 957	211 685	26 139	7 774	184 378			440 933
161 : 4-6 ans / parental / crèche	27			670	16 835	400	10 871				28 776
162 : 4-6 ans / parental / halte-garderie	28				8 430	223					8 654
163 : 4-6 ans / parental / et. Polyvalent	29			1 516	18 122	1 498					21 135
16 Total Etablissement d'accueil parental des 4-6 ans	30			2 186	43 387	2 121	10 871				58 565
1700 : Relais Assistant(e)s maternel(le)s	31	40 162		1 661 563	52 588 000	2 457 547	365 070	1 723 426	786 085	399 725	60 021 578
1800 : Autres lieux d'activité ou d'éveil	32	171 223		968 939		580 688	46 895	226 552			1 994 297
182 : Micro-crèches	33			96 544	13 783 362	1 080 885	330 986				15 291 777
1831 : Jardin d'éveil	34			15 893	1 324 248	313 417	33 769				1 687 327
1900 : Fonction globale d'accueil (3)	35	174 049		1 319 169	558 864 784	4 294 277	92 870	16 803 389	213 579	132 034	581 894 151
1901 : Complément Cej (horaires atypiques, handicap, innovation, qual	36				9 922 423						9 922 423
1902 : Complément plan espoir banlieue	37				5 914 032				13 000		5 927 032
1910 : Fonds d'Investissement Petite Enfance	38					2 427 979					2 427 979
1911 : Aide exceptionnelle à l'investissement	39					1 783 350					1 783 350
1912 : DAIPE gestion décentralisée	40					3 969 560					3 969 560
1913 : DAIPE gestion centralisée	41					443 141					443 141
1914 : Dispositif d'investissement petite enfance	42					10 096 218				21 501	10 117 719
1915 : Plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (4)	43					14 079 647				47 250	14 126 897
1916 : Plan crèche pluriannuel d'investissement	44					104 927 477					104 927 477
1917 : Aides à l'installation des assistant(e)s maternel(le)s	45					6 179 515					6 179 515
1991 : Provisions pour subvention d'investis. engagées sur fds lox Enf	46					39 886 437					39 886 437
1992 : Provisions pour subvention d'investiss. engagées sur fds natx Enf	47					213 489 305					213 489 305
TOTAL général fonction 1	48	388 015		15 356 336	2 297 664 605	432 143 040	7 220 661	32 537 000	12 628 812	1 519 153	2 799 457 622

(1) Cette rubrique est destinée à disparaître. Le premier chiffre de la spécificité permet d'identifier ces dépenses comme relevant de la fonction 1 et les quatre derniers comme prestations de service. Il s'agit des spécificités suivantes : 10002214 et 10003214

Source : CNAF fichier VFEDAS

(2) Ces trois lignes concernent exclusivement les départements d'Outre-mer. Il s'agit de mesures de soutien spécifique, liées à l'harmonisation des PS entre les Dom et la métropole, pour compenser une éventuelle baisse de recettes.

Caso : contrat d'accompagnement, de soutien et d'objectifs, CR : contrat de rattrapage, Caa : contrat d'accompagnement adapté.

(3) La rubrique D35 concerne le contrat enfance (SF656232331 et ses subdivisions) le Contrat enfance jeunesse-partie enfance (CEJE comptes SF6562323321, SF6562323322, SF6562323323), le Fonds d'accompagnement des contrats enfance jeunesse

(Facej compte SF6562323324), la "concertation avec les conseils généraux" et le contrat enfance entreprise. La ventilation entre ces composantes est disponible au tableau SF905, tableau qui précise les spécificités à utiliser selon ces rubriques, et selon qu'il s'agit de stock ou de flux.

(4) Dépenses enregistrées au compte SF67455, codifiées 19152112, 19153112, 19154112. Cette ligne comprend également le Fonds d'abondement au plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance dont la codification est identique à celle du Paippe.

Ventilation fonctionnelle d'action sociale

Fonction 2: Temps libre des enfants et des familles

Tableau SF200	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			Total
			Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	
2001 : Passage aux PS dans les Dom - CASO (compte PSO/PSU)										
2002 : Passage aux PS dans les Dom - CR (compte CEJJ)										
211 : Accueil loisirs jeunes (a)	22 669 806		21 409 143	348 428 564	31 606 166	14 688 586	2 901 348	419 298	199 556	442 322 466
2120 : Autres loisirs de proximité - enfants de moins de 18 ans	13 909 344	2 903	2 549 932		1 515 654	354 289				18 332 122
2121 : Autres loisirs de proximité - enfants de 18 ans et plus	3 773		66 377		38 447					108 597
2130 : Opération "villes, vie, vacances"	375 335		1 057 709		59 927					1 492 971
2140 : Centres collectifs de vacances (b)	23 577 281	27 126	2 950 341	-3101,34	1 599 120	257 486	1 614 693	831	107 141	30 130 918
2150 : Camps de vacances (c)	2 306 552	958	229 465	440	65 865					2 603 280
2161 : Accueil et loisirs éducatifs hors CLSH (d)	2 129 805		136 770		5 386 088	555 333				8 207 996
2170 : Fonction globale "temps libre"- CEJJ-CTL-FACEJ (e)	13 591		878 478	415 250 188	5 175 675	19 600	12 153 923		36 920	433 528 375
2171 : Expérimentation projet adolescents				11 995 172	475 457			50 182		12 520 810
2172 : Jeunesse complément CEJ				3 291 467						3 291 467
2180 : animateurs de loisirs et de vacances(f)	3 749 017		64 650		2 086					3 815 753
Sous-fonction 21 : Temps libres des enfants et des jeunes	68 734 504	30 987	29 342 866	778 962 729	45 924 484	15 875 294	16 669 964	470 311	343 617	956 354 755
2210 : Loisirs de proximité	409 365		3 696 538		307 593	277 319				4 690 816
2220 : Centres familiaux de vacances (g)	30 147 404	321	343 048		30 656		951 078		136 993	31 609 502
2230 : Vacances familiales individuelles (h)	19 956 180	21 576	379 046							20 356 802
2240 : Autres (y compris aides sur projets collectifs de vacances) (i)	5 169 018	7 345	1 771 663	369 091	27 780		315 622			7 660 519
sous-fonction 22: temps libre des familles	55 681 968	29 242	6 190 295	369 091	366 030	277 319	1 266 700		136 993	64 317 638
2991 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds					31 222 878					31 222 878
2992 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds					3 762 272					3 762 272
TOTAL fonction 2	124 416 472	60 229	35 533 161	779 331 820	81 275 664	16 152 613	17 936 663	470 311	480 610	1 055 657 544

(a) L'intitulé de cette sous-fonction a été modifié avec le financement de nouvelles action "accueil jeunes", y compris CLSH maternels et prestations de service "contrat d'aménagement du temps de l'enfant".

Source : CNAF fichier VFDAS

(b) Y compris placements familiaux, colonies de vacances maternelles, gîtes enfants. **Comprend également les dépenses "Aide aux Vacances Enfants", pour les caf ayant délégué cette gestion à VACAF.**

(c) Y compris extension de la prestation de service CLSH (en colonnes D et H).

(d) Y compris aides financières versées pour les départs d'enfants en classes de découverte.

(e) La rubrique D10 concerne le Contrat enfance jeunesse - partie jeunesse, le contrat temps libre (Cejj et Ctl - disponible au tableau SF905 en C19) et le fonds d'accompagnement des contrats enfance jeunesse (Facej - disponible au tableau SF905 en C21) enregistré au compte SF6562323424 et codifiée 21702218. Y compris également, en rubrique D10, les prestations de service "vacances et loisirs familiaux" financées par le contrat temps libre et l'incidence de l'extension de 16 à 18 ans de l'âge limite d'ouverture de droit.

(f) La rubrique A13 concerne la formation BAFA sur fonds Caf (codification 21801311) et sur fonds Cnaf (codification 21801312).

(g) Comprend également les dépenses "Aide aux Vacances Familiales", pour les caf ayant délégué cette gestion à VACAF.

(h) Y compris "prêts camping" en rubrique B17.

(i) Rubriques D18 et H18 : PS" accompagnement des centres de vacances à vocation sociale" spécificités 22402214 et 22403214 compte SF65623231. **La ligne 18 comprend également les dépenses "Aide aux Vacances Sociales", pour les caf ayant délégué cette gestion à VACAF.**

Fonction 3: Accompagnement social des familles et de leurs enfants

Tableau SF300		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			Total
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
311: Assistants sociaux	1			304 526				47 107 425		798 937	48 210 889
312: Conseillères en économie sociale et familiale	2			1 450 698				17 398 943		229 735	19 079 377
313: Services pluridisciplinaires de travail social	3			83 099		561 187		182 787 998		4 072 582	187 504 867
314: Délégués à la tutelle	4			10 000		0					10 000
315: Clubs de prévention	5			300 743		7 453					308 196
3161: Services sociaux divers (1)	6			688 820		26 898		4 659 286		231 952	5 606 956
3162: Autres personnels sociaux	7			95 344		0		15 257 661		228 425	15 581 430
318 : Autres	8	1 026 881	235 661	818 431		38 660	21 792	4 850 326		2 885	6 994 637
sous-fonction 31: travail social	9	1 026 881	235 661	3 751 661		634 198	21 792	272 061 640		5 564 516	283 296 350
3210: TISF - Hors actions finalisées (2)	10	48 616 049		290 261	22 088 815	16 483	10 000	310 629			71 332 237
3211: TISF actions finalisées (2)	11	374 084		19 653	205 227						598 964
sous-total TISF	12	48 990 133		309 914	22 294 043	16 483	10 000	310 629			71 931 202
323: Auxiliaire de vie sociale (2)	13	32 658 031		34 573	14 979 616	2 000			10 764		47 684 985
sous-fonction 32: aide à domicile	14	81 648 164		344 487	37 273 658	18 483	10 000	310 629	10 764		119 616 186
Total tableau SF300 (à reporter SF301)	15	82 675 046	235 661	4 096 148	37 273 658	652 681	31 792	272 372 269	10 764	5 564 516	402 912 536

(1) Regroupe les anciennes lignes "Services Sociaux d'Aide aux Etrangers", "puéricultrices à domicile", "comités de coordination".

Source : CNAF fichier VFDAS

(2) TIFS = technicien de l'intervention sociale et familiale, remplace le terme "travailleuse familiale", à l'occasion d'une nouvelle formation, sanctionnée par un nouveau diplôme. Le diplôme d'aide ménagère a

également été revalorisé à l'occasion d'une nouvelle formation dénommée "auxiliaire de vie sociale", sanctionnée par un nouveau diplôme. Par ailleurs la nomenclature de l'aide à domicile a été modifiée par rapport à 2010 : en effet la réglementation ne distingue plus le cas famille du cas maladie,

seuls subsistent les métiers TISF et AVS et les financements Caf et Cnaf

Financement CNAF au titre des interventions d'aide à domicile : extrait de la lettre LCI n°29 du 18/12/95 : s'agissant d'une aide à la famille en fonction de sa capacité contributive et non d'une

aide aux partenaires au titre de son fonctionnement (PS ordinaires), ces financements sont à inscrire en colonne "aides aux familles" "subventions".

Fonction 3 (suite): Accompagnement social des familles et de leurs enfants

Tableau SF301		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			Total
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
Report SF300	1	82 675 046	235 661	4 096 148	37 273 658	652 681	31 792	272 372 269	10 764	5 564 516	402 912 536
331 : Secours et prêts d'honneur	2	14 717 011	8 195 545								22 912 555
3321: Aide en cas de décès du soutien de famille	3	3 790 650	12 044								3 802 693
3322: parents et personnes isolés (1)	4	1 880 123	188 648								2 068 771
333: PEL situations familiales (2)	5	2 467 673	821 927								3 289 600
3341: Avances sur prestations	6	0	172 322								172 322
3342: Autres prestations extra-légales	7	2 113 665	151 373								2 265 038
335 : Aides à l'accompagnement et à l'insertion des jeunes (3)	8	914 784	8 947	930 740		25 795	5 564				1 885 830
336 : Fonds d'aide aux jeunes	9	45 784		1 157 874				4 782			1 208 440
Sous-fonction 33: Secours et aides financières	10	25 929 689	9 550 806	2 088 614		25 795	5 564	4 782			37 605 249
3991 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds	11					643 395					643 395
Total fonction 3	12	108 604 735	9 786 467	6 184 762	37 273 658	1 321 871	37 356	272 377 051	10 764	5 564 516	441 161 181

(1) Regroupe les lignes "insertion des parents isolés" et "personnes seules".

(2) Regroupe les lignes "naissances multiples", "primes d'adoption", "mères médaillées".

(3) Regroupe les lignes "jeunes chômeurs" et "insertion des jeunes".

Les dépenses antérieurement imputées sur la ligne "familles en précarité" doivent être imputées sur la ligne "secours et prêts d'honneur" ou "autres prestations extra-légales".

Source : CNAF fichier VFDAS

Fonction 4: Logement et Habitat

Tableau SF400	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			Total
	Subventions	Prêts	Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
			Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
411: Réhabilitation des logements locatifs (1)			1 992 719		582 906	1 311 248				3 886 872
412: Amélioration de l'habitat (2)	810 528	2 416 644								3 227 172
413: Aides aux handicapés	65 985	18 846								84 832
Sous-fonction 41: Réhabilitation et amélioration de l'habitat	876 513	2 435 490	1 992 719		582 906	1 311 248				7 198 876
421: Aides à l'équipement mobilier	3 796 668	27 415 369								31 212 037
422: Aides à l'équipement ménager	3 078 351	31 332 114								34 410 465
423: Aides à l'installation	2 116 926	7 517 770								9 634 696
424: Autres aides à l'équipement et à l'installation (3)	2 442 201	6 049 912	251 993							8 744 107
Sous-fonction 42: Aides à l'équipement et à l'installation	11 434 146	72 315 165	251 993							84 001 304
4311: Fonds Solidarité Logement (4)			18 223 432				4 242 402		15 830	22 481 664
4312: Autres (accès et maintien dans le logement) (5)	1 489 830	1 916 459	1 820 273		160 451		87 570			5 474 583
432: Accession à la propriété	25 871	47 571	111 691				252 141			437 274
4331: Dettes d'énergie	1 753 670	864 457	2 368 180				65 785			5 052 093
4332: Dettes d'eau	356 143	72 781	175 000							603 925
4341: Comités locaux pour le logement autonome des jeunes (CLLA)			498 778		5 294					504 072
4342: Autres (logement des jeunes)	536 991	114 608	219 482		2 764					873 845
Sous-fonction 435: Information et conseil aux familles			3 530 344		47 075	36 020	1 755 565		3 639	5 372 643
Sous-fonction 436: Fonction globale (conseiller technique logement)							5 652 452		414 622	6 067 074
437 : LES, Logement Locatifs Sociaux et LLTS pour caf des DOM exclus										0
Sous-fonction 43 : Accès et maintien dans l'habitat	4 162 505	3 015 876	26 947 181		215 584	36 020	12 055 915		434 091	46 867 173
4991 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds					1 489 920					1 489 920
TOTAL fonction 4	16 473 165	77 766 532	29 191 892		2 288 410	1 347 268	12 055 915		434 091	139 557 273

(1) Regroupe les rubriques HLM, PACT, DSQ.

(2) Y compris prêts construction.

(3) Y compris, en colonne C, les subventions de fonctionnement à des partenaires effectuant des diagnostics immobiliers pour détecter les logements indécents.

En colonnes A et B, les aides aux "gens du voyage" pour achat de caravane ne sont plus retracées ici. Elles relèvent désormais de la fonction 5 sur une ligne intitulée "aires de nomades".

(4) Dépenses relatives au Fonds de Solidarité Logement: l'imputation en colonne se fait selon les mêmes règles que pour les budgets d'action sociale. La participation financière des CAF au FSL s'impute en "aides aux partenaires/fonctionnement/fonds propres". En outre, quand la CAF gère le FSL, les dépenses de gestion s'imputent en colonnes "services CAF" (G et I).

(5) Y compris "dettes de loyer". La rubrique "autres" concerne plus spécifiquement des aides financières, notamment des aides inscrites au règlement intérieur.

Toutefois des dépenses peuvent être imputées en "aides aux partenaires" pour des dispositifs spécifiques gérés par des partenaires et visant à la réinsertion à travers l'accession au logement social.

En particulier, les aides versées à des organismes en contrepartie de réservation de logements, à loyers préférentiels, pour les familles allocataires sont à inclure en rubrique C11.

(6) Cette ligne a été créée exclusivement pour l'imputation de certaines dépenses d'actions spécifiques aux départements d'Outre-Mer, dépenses qui ne s'insèrent pas dans la nomenclature : Logements Evolutifs Sociaux (LES), Logements Locatifs Sociaux et Logements Locatifs Très Sociaux (LLTS). Pour les réservations de logement, voir renvoi (4) ci-dessus.

Source : CNAF fichier VFDAS

Fonction 5: Animation de la vie sociale

Tableau SF500		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			Total
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
511 : Centres sociaux	1			40 043 227	110 599 166	8 650 878	2 909 434	41 427 054	6 027 693	5 532 238	215 189 690
5111 : PS animation collective famille (1)	2				20 614 765				1 213 637		21 828 402
512 : Foyers de jeunes travailleurs	3	39 547		2 177 432	24 835 151	4 157 331	741 285	779 432	57 779	154 701	32 942 657
513 : Aires d'accueil pour les gens du voyage (2)	4	10 800	1 607 255	200 173		498 393	86 551				2 403 172
514 : Autres équipements de voisinage (3)	5			1 253 271		1 166 640	265 910	1 761 145		114 359	4 561 325
515 : Animation locale (4)	6			1 306 806	8 458 069	143 601					9 908 476
516 : Conseiller technique animation et vie sociale	7							13 021 316		14 658	13 035 974
Sous-fonction 51: Animation sociale	8	50 347	1 607 255	44 980 908	164 507 151	14 616 842	4 003 180	56 988 947	7 299 109	5 815 956	299 869 696
521 : Associations familiales	9			2 725 551		61 157	7 880				2 794 588
522 : Associations d'aide aux familles migrantes	10			220 803		1 758					222 561
523 : Autres associations (5)	11			6 122 045		500 864	22 115	373 053			7 018 076
524 : Information des jeunes	12			398 683		29 241	10 588				438 512
Sous-fonction 52: Soutien à la vie associative	13			9 467 082		593 020	40 583	373 053			10 473 738
5991 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds	14					14 667 977					14 667 977
TOTAL fonction 5	15	50 347	1 607 255	54 447 990	164 507 151	29 877 839	4 043 763	57 361 999	7 299 109	5 815 956	325 011 410

(1) Actions collectives spécifiques aux centres sociaux

(2) Les cellules C4 et D4 ont été dégraisées pour y enregistrer, entre autres, les financements pour achat de caravanes qui auparavant s'imputaient en fonction logement 424 "autres aides à l'équipement et à l'installation" spécificités 51301311 et 51301321.

(3) Regroupe les rubriques "salles polyvalentes", "locaux collectifs résidentiels", "locaux sociaux", "foyers ruraux" et "maisons de jeunes".

(4) Ce dispositif expérimental destiné à soutenir le développement des petites structures de voisinage dans des zones peu équipées a été étendu à l'ensemble des caf au 1er janvier 2002 (LC 2001-220 du 3/10/2001).

Les rubriques C6 et E6 ont été dégraisées pour y imputer les projets financés et agréés au titre de l'animation locale en complément de la PS (spécificité 51502211) et les subventions d'investissements sur fonds propres (spécificité 51502111).

(5) Les subventions versées sur fonds propres en complément de la PS "animation locale", antérieurement collectées sur cette ligne le sont désormais sur la ligne 6.

Source : CNAF fichier VFDAS

fonction 7: Prestations supplémentaires

Tableau SF700		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			Total
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
71: Apprentis	1	676 839									676 839
72: Rentrée scolaire	2	1 163 542									1 163 542
73: Etudiants	3	1 983 952									1 983 952
TOTAL fonction 7	4	3 824 332									3 824 332

Source : CNAF fichier VFDAS

Fonction 8 : Autres actions

Tableau SF800	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			Total	
	Subventions	Prêts	Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement		
			Fonds propres	Fonds affectés (5)	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés (5)			
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	
811 : Médiation familiale (1)	1	8 095	1 790 542	9 686 343	26 248		2 269 834	574 537	6 967	14 362 567	
812 : Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents	2		2 925 358	9 744 508	68 325	11 957	1 436 254	604 704	9 903	14 801 009	
813 : Lieux d'accueil enfants/parents	3		666 759	6 403 388	255 689	40 958	109 012	72 755		7 548 559	
814 : Espace rencontre	4		2 323 315		15 367	89 513	0			2 428 195	
8151 : Actions d'accompagnement à la scolarité	5	500 786	783 847	22 140 673	33 036		249 922	174 861		23 883 125	
8152 : Actions en faveur de l'assiduité scolaire	6		30 900							30 900	
816 : Autres actions d'accompagnement à la fonction parentale (dont éducation familiale et parentale)	7	312 349	11 332	3 666 859		141 661	3 500	2 666 766	2 484	6 804 950	
817 : Lieux d'information des familles	8		298 501		1 466		579 670		14 438	894 075	
Sous-fonction 81 : Accompagnement de la fonction parentale	9	821 229	11 332	12 486 081	47 974 912	541 792	145 928	7 311 457	1 426 858	33 791	70 753 380
Sous-fonction 82 : Etudes et recherches	10		194 814				496 895				691 709
Sous-fonction 83 : Formation (2)	11	1 400	161 667								163 067
841: Fonds régionaux	12		6 915 855							6 915 855	
842: Autres (3)	13		1 754 372		187 231		966 893		102 612	3 011 109	
Sous-fonction 84 : Autres	14		8 670 228		187 231		966 893		102 612	9 926 964	
Sous-fonction 85 : Secteurs de désengagement (4)	15				305 000		603 784		19 722	928 506	
8991 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds	16				2 589 714					2 589 714	
TOTAL fonction 8	17	822 629	11 332	21 512 790	47 974 912	3 623 737	145 928	9 379 029	1 426 858	156 125	85 053 339

(1) Rubriques D1 et H1 : spécificités 81102214 et 81103214.

(2) En colonne A concerne les bourses d'animateurs (dépenses comptabilisées au compte SF6562318).

(3) En colonne C, concerne entre autres la participation des Caf au Fonds d'Urgence Sociale (comptes 656232818, spécificité 84202211).

(4) Regroupe les rubriques "maisons d'enfant à caractère social", "maisons de repos mère et enfant", "consultations de nourissons", "dispensaires médico-sociaux", "IMP, IMPRO, CMPP", "centre d'hébergement et de réadaptation sociale" et "centres d'orientation professionnelle".

(5) L'intitulé de ces colonnes passe de "prestations de service" à "fonds affectés" car ces colonnes incluent sur la ligne 2 des financements sur fonds cnaf (dont la règle d'attribution est différente de celles des PS).

49 401 770

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau SF900: Récapitulation des dépenses d'action sociale

Tableau SF900		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			Total
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés	sement	
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
SF100: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1	388 015		15 356 336	2 297 664 605	432 143 040	7 220 661	32 537 000	12 628 812	1 519 153	2 799 457 622
SF200: Temps libre des enfants et des familles	2	124 416 472	60 229	35 533 161	779 331 820	81 275 664	16 152 613	17 936 663	470 311	480 610	1 055 657 544
SF300: Accompagnement social des familles et de leurs enfants	3	108 604 735	9 786 467	6 184 762	37 273 658	1 321 871	37 356	272 377 051	10 764	5 564 516	441 161 181
SF400: Logement et habitat	4	16 473 165	77 766 532	29 191 892		2 288 410	1 347 268	12 055 915		434 091	139 557 273
SF500: Animation de la vie sociale	5	50 347	1 607 255	54 447 990	164 507 151	29 877 839	4 043 763	57 361 999	7 299 109	5 815 956	325 011 410
SF700: Prestations supplémentaires aux familles	6	3 824 332									3 824 332
SF800: Autres actions	7	822 629	11 332	21 512 790	47 974 912	3 623 737	145 928	9 379 029	1 426 858	156 125	85 053 339
9000 : Logistique des œuvres	8							17 600 633		516 666	18 117 299
9091 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds	9					3 526 743					3 526 743
Total dépenses d'action sociale de l'exercice 2012	10	254 579 695	89 231 815	162 226 931	3 326 752 147	554 057 306	28 947 588	419 248 290	21 835 854	14 487 117	4 871 366 744

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau SF902 : Prestation de service unique et prestation de service ordinaire versées pour enfants de moins de quatre ans (*)

Tableau SF902		Partenaires	Gestion caf	Entreprises	Total général
		A	B	C	D
11 : Etablissement d'accueil collectif des moins de quatre ans					
1111 : Moins de 4 ans / collectif / crèche /PSU	1	419 190 548	1 217 023	7 691 616	428 099 187
1112 : Moins de 4 ans / collectif / crèche /heures de concertation PSU	2	1 149 836	3 204	22 261	1 175 302
1113 : Moins de 4 ans / collectif / crèche / hors PSU	3	-33 313			-33 313
1121 : Moins de 4 ans / collectif / halte-garderie / PSU	4	91 684 449	2 672 179	38 506	94 395 134
1122 : Moins de 4 ans / collectif / halte-garderie /heures de concertation	5	360 593	7 567	160	368 320
1131 : Moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent / PSU	6	840 673 988	7 494 831	71 380 128	919 548 947
1132 : Moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent /heures de concertation	7	2 212 125	19 996	212 573	2 444 695
1133 : Moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent / hors PSU	8	41			41
1141 : Moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant / PSU	9	9 448 450		3 898	9 452 348
1142 : Moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant /heures de concertation	10	44 186		18	44 204
12 : Etablissement d'accueil familial des moins de quatre ans					
1211 : Moins de 4 ans / familial / crèche / PSU	11	151 713 109	108 380	25 258	151 846 747
1212 : Moins de 4 ans / familial / crèche /heures de concertation PSU	12	467 832	202	71	468 104
1213 : Moins de 4 ans / familial / crèche / hors PSU	13				
1221 : Moins de 4 ans / familial / halte-garderie / PSU	14	75 838			75 838
1222 : Moins de 4 ans / familial / halte-garderie /heures de concertation	15	492			492
1231 : Moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / PSU	16	29 304 233	95 528		29 399 761
1232 : Moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / heures de concertation	17	86 686	-314		86 371
1233 : Moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / hors PSU	18				
13 : Etablissement d'accueil parental des moins de quatre ans					
1311 : Moins de 4 ans / parental / crèche / PSU	19	11 416 564			11 416 564
1312 : Moins de 4 ans / parental / crèche / heures de concertation PSU	20	31 867			31 867
1313 : Moins de 4 ans / parental / crèche / hors PSU	21				
1321 : Moins de 4 ans / parental / halte-garderie / PSU	22	1 565 384			1 565 384
1322 : Moins de 4 ans / parental / halte-garderie / heures de concertation	23	7 958			7 958
1331 : Moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / PSU	24	12 184 783			12 184 783
1332 : Moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / heures de concertation	25	28 884			28 884
1333 : Moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / hors PSU	26				
182 : Micro-crèches					
1821 : PSU	27	12 997 665		735 273	13 732 938
1822 : Heure de concertation PSU	28	34 743		2 207	36 950
Total SF902 (1)	29	1 584 646 940	11 618 596	80 111 969	1 676 377 504
(1) Dont total PSU (soit la somme des lignes 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 22, 23, 24, 25,27,28)	30	1 584 680 211	11 618 596	80 111 969	1 676 410 776

(*) A l'exclusion des sommes versées au titre du contrat de passage à la PSU

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau SF903 : prestations de service ordinaires versées pour enfants de quatre à six ans (*)

Tableau SF903	Régime général uniquement			Total général D
	Partenaires A	Gestion caf B	Entreprises C	
14 : établissement d'accueil collectif des 4 à 6 ans				
1411 : 4-6 ans / collectif / crèche / PSU	1	88 658	249	88 907
1413 : 4-6 ans / collectif / crèche / hors PSU	2			
1421 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie / PSU	3	333 873	3 074	336 946
1423 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie / hors PSU	4	1 669		1 669
1431 : 4-6 ans / collectif / et. polyvalent / PSU	5	877 900	-5 522	873 997
1433 : 4-6 ans / collectif / et. polyvalent / hors PSU	6	5	1 619	5
1441 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant / PSU	7	362 382		362 382
1443 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant / hors PSU	8			
15: Etablissement d'accueil familial des 4-6 ans				
1511 : 4-6 ans / familial / crèche / PSU	9	102 420		102 420
1513 : 4-6 ans / familial / crèche / hors PSU	10			
1521 : 4-6 ans / familial / halte-garderie / PSU	11	73 139		73 139
1523 : 4-6 ans / familial / halte-garderie / hors PSU	12	0		0
1531 : 4-6 ans / familial / et. polyvalent / PSU	13	36 127		36 127
1533 : 4-6 ans / familial / et. polyvalent / hors PSU	14			
16 : Etablissement d'accueil parental des 4-6 ans				
1611 : 4-6 ans / parental / crèche / PSU	15	16 835		16 835
1613 : 4-6 ans / parental / crèche / hors PSU	16			
1621 : 4-6 ans / parental / halte-garderie / PSU	17	8 430		8 430
1623 : 4-6 ans / parental / halte-garderie / hors PSU	18			
1631 : 4-6 ans / parental / et. polyvalent / PSU	19	18 122		18 122
1633 : 4-6 ans / parental / et. polyvalent / hors PSU	20			
1823 : micro-crèches	21	13 005		13 475
Total SF903	22	1 932 564	-2 449	2 339
			470	1 932 454

(*) Il s'agit de prestations de service ordinaires versées pour des établissements éventuellement éligibles à la PSU

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau SF904: Prestations de services ordinaires autres

Tableau SF904		Total Dépenses
		A
2111: Accueil enfants moins de 6 ans	1	133 214 009
Accueil enfants de 6 ans et plus		
2112 : Vacances d'été	2	63 402 943
2113 : Petites vacances scolaires	3	38 026 536
2114 : Mercredi et fin de semaine	4	44 322 114
2115 : Pré et post scolaire	5	69 882 259
TOTAL accueil de loisirs	6	348 847 861
Techniciens de l'intervention sociale et familiale		
321 : Intervention sociale et familiale	7	22 294 043
Auxiliaires de vie sociale		
3230 : Intervention famille AVS	8	14 990 380
TOTAL Aides à domicile	9	37 284 423
1700 : Relais assistants(es) maternels(les)	10	53 374 085
2140 : Centres collectifs de vacances	11	-2 270
2150 : Camps de vacances	12	440
2240 : PS accomp. Centres vacances à vocation sociale	13	369 091
5110 : Centres sociaux	14	116 626 859
5111 : PS animation collective famille	15	21 828 402
5120 : Foyers de jeunes travailleurs	16	24 892 930
5150 : PS animation locale	17	8 458 069
8110 : PS médiation familiale	18	10 260 881
8130 : Lieux d'accueil enfants parents	19	6 476 143
8151 : Accompagnement à la scolarité	20	22 315 534
Total PS ordinaires autres (lignes 6+9 à 20)	21	650 732 448

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau SF905 : Récapitulatif des prestations de service (1)

Tableau SF905		Montant global PS (hors Flux)	CEJE-CEJJ (sous enveloppe limitative)	Total
		A	B	C
Report des dépenses de prestations de service ordinaires (PSO)				
SF902 : Accueil enfants de moins de 4 ans	1	1 669 600 448		1 669 600 448
SF903 : Accueil enfants 4 à 6 ans	2	1 929 062		1 929 062
SF904 : Autres secteurs	3	648 035 404		648 035 404
1000 : Contrat de passage à la PSU	4	2 357 308		2 357 308
1001 : Passage aux PS dans les Dom - CASO	5			
2001 : Passage aux PS dans les Dom - CASO	6			
Sous-total PSO (lignes 1 à 6)	7	2 321 922 222		2 321 922 222
<i>Contrat enfance et CEJE (Ce y compris régime spéciaux Dom)</i>	8	<i>367 660 930</i>	<i>153 353 801</i>	521 014 732
<i>Contrat expérimental Caf/conseils généraux (1)</i>	9	<i>206 020</i>	<i>609 484</i>	815 504
<i>Contrat enfance entreprise (2)</i>	10	<i>1 947 195</i>	<i>14 127 775</i>	16 074 970
1002 : Passage aux PS dans les Dom - CR	11			
1003 : Passage aux PS dans les Dom - CAA	12			
Facej enfance fonctionnement et Snaecso	13	18 512 276		18 512 276
Facej enfance investissement	14	3 915 218		3 915 218
1831 : Jardins d'éveil	15	1 324 248		1 324 248
1901 : Complément Cej (horaires atypiques...)	16	9 892 793		9 892 793
1902 : Complément plan espoir banlieue	17	5 927 032		5 927 032
Sous-total CEJ et accompagnement enfance(lignes 8 à 17)	18	409 385 712	168 091 060	577 476 772
<i>Contrats temps libre et CEJJ (1)</i>	19	<i>313 160 028</i>	<i>97 013 933</i>	410 173 961
2002 : Passage aux PS dans les Dom - CR	20			
Facej jeunesse fonctionnement	21	4 037 259		4 037 259
Facej jeunesse investissement	22	5 060 778		5 060 778
Jeunesse "expérimentation projets adolescents" fonctionnement	23	11 867 045		11 867 045
Jeunesse "expérimentation projets adolescents" investissement	24	475 457		475 457
Jeunesse complément CEJ : handicap	25	3 291 467		3 291 467
Sous-total CEJ et accompagnement jeunesse(lignes 19 à 25)	26	337 892 034	97 013 933	434 905 966
Total dépenses prestations de service (lignes 7 + 18 +26)	27	3 069 199 967	265 104 993	3 334 304 960

CEJE : contrat enfance jeunesse, partie enfance
CEJJ : contrat enfance jeunesse, partie jeunesse

A7 = SF65623231
C18 = SF65623233XX
C27 = SF65623234XX

Tout sauf la spécificité 21702218 liée au compte budgétaire 6562323424

1 seul compte
1 seul compte
1 seul compte

Source : CNAF fichier VFDAS

(1) Pour le développement d'une coordination départementale et une meilleure articulation entre les modes d'accueil collectifs et individuels (LC 2001-220 du 8 octobre 2001).

Ces dépenses sont enregistrées aux comptes SF656232331 et SF656232332.

(2) Egalement enregistrées aux comptes SF656232331 et SF656232332.

Tableau SF906 : Total Prestation de service unique

Tableau SF906		Partenaires	Gestion caf	Entreprises	Total général
		A	B	C	D
Report du sous-total PSU ligne 30 du tableau 902	1	1 584 680 211	11 618 596	80 111 969	1 676 410 776
Report contrat de passage à la PSU, ligne 1 du tableau 100	2	2 357 308			2 357 308
1001: Passage aux PS dans les Dom - CASO	3				
Total Psu	4	1 587 037 519	11 618 596	80 111 969	1 678 768 083

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau SF907 : Provisions pour les subventions d'investissements (1)

		Montant des Provisions
		A
Fonds locaux		
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Enfance	1	39 886 437
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Jeunesse	2	31 222 878
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Accompagnement	3	643 395
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Logement et	4	1 489 920
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Animation et	5	14 667 977
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Autres actions	6	2 589 714
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Logistique et	7	3 526 743
Fonds Nationaux		
FIPE - Dotations aux provisions	8	151 000
AEI - Dotations aux provisions	9	2 063 125
DAIPE décentralisé - Dotations aux provisions	10	3 349 710
DAIPE centralisé - Dotations aux provisions	11	591 260
DIPE - Dotations aux provisions	12	11 205 604
PAIPPE - Dotations aux provisions	13	10 363 234
PCPI - Dotations aux provisions	14	182 666 935
Fonds d'accompagnement Enfance - Investissement - Dotations aux provisions	15	3 086 438
Jardins d'éveil - Aides à l'investissement - Dotations aux provisions	16	12 000
Fonds d'accompagnement Jeunesse - Investissement - Dotations aux provisions	17	3 762 272

(1) : Décisions de financement de l'exercice non payées au cours de l'exercice

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau SF950: Recettes des services en gestion directe en 2012

Tableau SF950		Subventions d'équilibre	Prestations de services	Usagers et autres participations	Etat	Région	Département	Commune	Divers	Total Recettes
		A	B	C	D	E	F	G	H	I
ET 1*: Crèches	1	7 382 463	5 088 567	2 399 179	252		33 867	5 044 184	2 229 541	22 178 053
ET 2* & 3*: Garderies et jardins d'enfants	2	845 936	209 536	406 148	0			493 048	223 720	2 178 388
ET 4*: Haltes-garderies	3	3 127 531	1 601 125	370 006	518		15 643	2 217 355	1 118 816	8 450 995
ES 92*: Autres interventions techniques	4	74 612 867	491 357	115 822	142 933		1 035 885	668 876	19 235 813	96 303 554
ER 5*: Centres de loisirs sans hébergement	5	1 674 164	133 036	512 561					71 559	2 391 319
ER 1*: Centres collectifs de vacances et camps	6	980 219		25 714					297 276	1 303 209
ER 2* & 3*: Maisons et centres familiaux de vacances	7	438 925		729 510					87 643	1 256 079
ES5*: Services d'assistants sociaux	8	43 719 484	204 108	74 168	30 525		1 133 832		3 015 146	48 177 263
ES3*: Services d'économie sociale et familiale	9	12 998 886		1 661			687 191		447 330	14 135 068
ES 8*: Services de tutelle aux prestations sociales	10								739	739
ES 91*: Autres personnels sociaux	11	194 860 986	813 774	39 564	43 057	1 000	419 678	369 264	8 233 442	204 780 765
ES 6*: Services techniciennes intervention sociale et familiale	12									
ES 7*: Services d'auxiliaires de vie sociale	13									
ES 1*: Centres sociaux	14	46 016 395	12 579 951	2 523 168	102 295	45 365	564 790	15 880 378	5 941 943	83 654 284
EQ 6*: Foyers de jeunes travailleurs	15	526 307	57 779	513 184	23 000		7 236		63 072	1 190 578
EK1*: Centres de PMI	16									
ES93*: Gestion du patrimoine	17	1 269 862							797 135	2 066 997
ES 94* : logistique des œuvres	18	18 835 663		7 041				-12 666	3 085 432	21 915 471
Autres	19	3 694 932	93 330	4 231		1 500			116 982	3 910 975
TOTAL SF950	20	410 984 620	21 272 562	7 721 958	342 579	47 865	3 898 122	24 660 440	44 965 591	513 893 736

le symbole * signifie y compris les subdivisions ou sous-comptes

colonne A : compte E75834*

colonne B : compte E70623*

colonne C : comptes E7061* + E70621* + E7064 + E7068*

Colonne D : compte E741*

colonne E : compte E742*

Colonne F : compte E743*

Colonne G : compte E744*

Colonne H : autres comptes classe 7 gestion E non compris colonnes A à G

Source : CNAF fichier VFDAS

A N N E X E 4

Les résultats financiers 2012 selon la présentation du document statistique établi annuellement par Caf

Tableaux détaillés de la statistique de la VFDAS - Dom

Fonction 1: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans

Dom - Données arrondies en euros

Tableau SF100		Aides aux familles		Aides aux partenaires et aux entreprises				Services CAF			Total
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	
1000 : Contrat de passage à la PSU (1)	1										
1001 : Passage aux PS dans les Dom : Caso (compte PSO/PSU) (2)	2				1 906 891						1 906 891
1002 : Passage aux PS dans les Dom : CR (compte CEJE) (2)	3				401 165						401 165
1003 : Passage aux PS dans les Dom : Caa (compte CEJE Facej) (2)	4				3 571 969						3 571 969
111 : Moins de 4 ans / collectif / crèche	5			-302 348	29 455 264	4 369 780		113 217		1 610 233	35 246 147
112 : Moins de 4 ans / collectif / halte-garderie	6			-22 242	645 865	92 374					715 997
113 : Moins de 4 ans / collectif / et. Polyvalent	7	-321		13 045	17 453 298	1 049 569					18 515 591
114 : Moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant	8			3 197	3 124 209	301 292					3 428 698
11 Total Etablissement d'accueil collectif des moins de 4 ans	9	-321		-308 348	50 678 637	5 813 015		113 217		1 610 233	57 906 433
121 : Moins de 4 ans / familial / crèche	10			-32 788	374 495	-66 372					275 336
122 : Moins de 4 ans / familial / halte-garderie	11										
123 : Moins de 4 ans / familial / et. Polyvalent	12				461 469	91 615					553 084
12 Total Etablissement d'accueil familial des moins de 4 ans	13			-32 788	835 964	25 243					828 419
131 : Moins de 4 ans / parental / crèche	14			648	121 208	52 969					174 826
132 : Moins de 4 ans / parental / halte-garderie	15										
133 : Moins de 4 ans / parental / et. Polyvalent	16										
13 Total Etablissement d'accueil parental des moins de 4 ans	17			648	121 208	52 969					174 826
141 : 4-6 ans / collectif / crèche	18			-30 460	50 134	113 524					133 197
142 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie	19			-2 774	-930	10 264					6 560
143 : 4-6 ans / collectif / et. Polyvalent	20			-10 071	71 922	44 346					106 197
144 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant	21			-856	11 083	59 283					69 510
14 Total Etablissement d'accueil collectif des 4-6 ans	22			-44 161	132 209	227 416					315 465
151 : 4-6 ans / familial / crèche	23			-4 235							-4 235
152 : 4-6 ans / familial / halte-garderie	24										
153 : 4-6 ans / familial / et. Polyvalent	25				7 001						7 001
15 Total Etablissement d'accueil familial des 4-6 ans	26			-4 235	7 001						2 766
161 : 4-6 ans / parental / crèche	27										
162 : 4-6 ans / parental / halte-garderie	28										
163 : 4-6 ans / parental / et. Polyvalent	29										
16 Total Etablissement d'accueil parental des 4-6 ans	30										
1700 : Relais Assistant(e)s maternel(le)s	31	25 266		41 896	242 805	67 556					377 524
1800 : Autres lieux d'activité ou d'éveil	32			131 371		67 677					199 048
182 : Micro-crèches	33			237 394	226 637	645 714					1 109 745
1831 : Jardin d'éveil	34										
1900 : Fonction globale d'accueil (3)	35			1 222 041	2 018 003	81 522		1 578 876		7 396	4 907 839
1901 : Complément Cej (horaires atypiques, handicap, innovation, qualité de l'acc)	36										
1902 : Complément plan espoir banlieue	37										
1910 : Fonds d'Investissement Petite Enfance	38										
1911 : Aide exceptionnelle à l'investissement	39					-12 620					-12 620
1912 : DAIFE gestion décentralisée	40										
1913 : DAIFE gestion centralisée	41										
1914 : Dispositif d'investissement petite enfance	42					178 050					178 050
1915 : Plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (4)	43					36 256					36 256
1916 : Plan crèche pluriannuel d'investissement	44					3 029 787					3 029 787
1917 : Aides à l'installation des assistant(e)s maternel(le)s	45					25 400					25 400
1991 : Provisions pour subvention d'investissement engagées sur fonds locaux Ent	46					12 114 266					12 114 266
1992 : Provisions pour subvention d'investissement engagées sur fonds nationaux	47					10 734 998					10 734 998
Total Fonction 1	48	24 945		1 243 819	60 142 489	33 087 247		1 692 093		1 617 630	97 808 224

(1) Cette rubrique est destinée à disparaître. Le premier chiffre de la spécificité permet d'identifier ces dépenses comme relevant de la fonction 1 et les quatre derniers comme prestations de service. Il s'agit des spécificités suivantes : 10002214 et 10003214

Source : CNAF fichier VFDA5

(2) Ces trois lignes concernent exclusivement les départements d'Outre-mer. Il s'agit de mesures de soutien spécifique, liées à l'harmonisation des PS entre les Dom et la métropole, pour compenser une éventuelle baisse de recettes.

Caso : contrat d'accompagnement, de soutien et d'objectifs, CR : contrat de rattrapage, Caa : contrat d'accompagnement adapté.

(3) La rubrique D35 concerne le contrat enfance (SF656232331 et ses subdivisions) le Contrat enfance jeunesse-partie enfance (CEJE comptes SF6562323321, SF6562323322, SF6562323323), le Fonds d'accompagnement des contrats enfance jeunesse

(Facej compte SF6562323324), la "concertation avec les conseils généraux" et le contrat enfance entreprise. La ventilation entre ces composantes est disponible au tableau SF905, tableau qui précise les spécificités à utiliser selon ces rubriques, et selon qu'il s'agit de stock ou de flux.

(4) Dépenses enregistrées au compte SF67455, codifiées 19152112, 19153112, 19154112. Cette ligne comprend également le Fonds d'abondement au plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance dont la codification est identique à celle du Paippe.

Fonction 2: Temps libre des enfants et des familles

Tableau SF200	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			Total
			Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis	
	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	sement	
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	
2001 : passage aux PS dans les Dom - CASO (compte PSO/PSU)	1			1 615 418						1 615 418
2002 : passage aux PS dans les Dom - CR (compte CEJJ)	2			802 722						802 722
211 : Accueil loisirs jeunes (a)	3	890 707	1 487 743	9 996 563	280 933					12 655 947
2120 : Autres loisirs de proximité - enfants de moins de 18 ans	4		210 256		22 718					232 973
2121 : Autres loisirs de proximité - enfants de 18 ans et plus	5		10 000							10 000
2130 : Opération "villes, vie, vacances"	6		139 952							139 952
2140 : Centres collectifs de vacances (b)	7	735 621	356 878		-1 201				3 455	1 094 752
2150 : Camps de vacances (c)	8	89 879	40 000		39 590					169 469
2161 : Accueil et loisirs éducatifs hors CLSH (d)	9	344 682	84 651		29 453					458 786
2170 : Fonction globale "temps libre"- CEJJ-CTL-FACEJ (e)	10		-336 266	3 282 187	14 800		226 053			3 186 773
2171 : expérimentation projet adolescents	11			54 297	4 974					59 271
2172 : Jeunesse complément CEJ	12									
2180 : animateurs de loisirs et de vacances(f)	13	124 310	-10 480							113 830
Sous-fonction 21: temps libres des enfants et des jeunes	14	2 185 199	1 982 733	15 751 187	391 267		226 053		3 455	20 539 893
2210 : Loisirs de proximité	15		-138 618		439 084					300 467
2220 : Centres familiaux de vacances (g)	16	1 034 029	1 363		71 895		75 478			1 182 765
2230 : Vacances familiales individuelles (h)	17									
2240 : Autres (y compris aides sur projets collectifs de vacances) (i)	18	779 528	-2 101							777 427
Sous-fonction 22: temps libre des familles	19	1 813 557	-139 356		510 980		75 478			2 260 659
2991 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds locaux jeux	20				2 211 098					2 211 098
2992 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds nationaux	21				174 626					174 626
Total Fonction 2	22	3 998 756	1 843 378	15 751 187	3 287 971		301 531		3 455	25 186 276

(a) L'intitulé de cette sous-fonction a été modifié avec le financement de nouvelles action "accueil jeunes", y compris CLSH maternels et prestations de service "contrat d'aménagement du temps de l'enfant".

(b) Y compris placements familiaux, colonies de vacances maternelles, gîtes enfants. Comprend également les dépenses "Aide aux Vacances Enfants", pour les caf ayant délégué cette gestion à VACAF.

(c) Y compris extension de la prestation de service CLSH (en colonnes D et H).

(d) Y compris aides financières versées pour les départs d'enfants en classes de découverte.

(e) La rubrique D10 concerne le Contrat enfance jeunesse - partie jeunesse, le contrat temps libre (Cejj et Ctl - disponible au tableau SF905 en C19) et le fonds d'accompagnement des contrats enfance jeunesse (Facej -disponible au tableau SF905 en C21) enregistré au compte SF6562323424 et codifiée 21702218.Y compris également, en rubrique D10, les prestations de service "vacances et loisirs familiaux" financées par le contrat temps libre et l'incidence de l'extension de 16 à 18 ans de l'âge limite d'ouverture de droit.

(f) La rubrique A13 concerne la formation BAFA sur fonds Caf (codification 21801311) et sur fonds Cnaf (codification 21801312).

(g) Comprend également les dépenses "Aide aux Vacances Familiales", pour les caf ayant délégué cette gestion à VACAF.

(h) Y compris "prêts camping" en rubrique B17.

(i) Rubriques D18 et H18 : PS* accompagnement des centres de vacances à vocation sociale* spécificités 22402214 et 22403214 compte SF65623231. La ligne 18 comprend également les dépenses "Aide aux Vacances Sociales", pour les caf ayant délégué cette gestion à VACAF.

Source : CNAF fichier VFDAS

Fonction 3: Accompagnement social des familles et de leurs enfants

Tableau SF300		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			Total
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
311: Assistants sociaux	1							3 147 181			3 147 181
312: Conseillères en économie sociale et familiale	2			4 670				1 811 863			1 811 863
313: Services pluridisciplinaires de travail social	3							4 790 170			4 790 170
314: Délégués à la tutelle	4										
315: Clubs de prévention	5										
3161: Services sociaux divers (1)	6										
3162: Autres personnels sociaux	7			3 000							3 000
318 : Autres	8			72 178							72 178
sous-fonction 31: travail social	9			79 848				9 749 213			9 829 061
3210: TISF - Hors actions finalisées (2)	10	1 174 321			1 011 986						2 186 307
3211: TISF actions finalisées (2)	11	3 343			-225						3 118
<i>sous-total TISF</i>	12	1 177 664			1 011 762						2 189 425
323: Auxiliaire de vie sociale (2)	13	96 631		743 028	6 322						845 981
sous-fonction 32: aide à domicile	14	1 274 295		743 028	1 018 084						3 035 407
Total tableau SF300 (à reporter SF301)	15	1 274 295		822 876	1 018 084			9 749 213			12 864 468

(1) Regroupe les anciennes lignes "Services Sociaux d'Aide aux Etrangers", "puéricultrices à domicile", "comités de coordination".

Source : CNAF fichier VFDAS

(2) TIFS = technicien de l'intervention sociale et familiale, remplace le terme "travailleuse familiale", à l'occasion d'une nouvelle formation, sanctionnée par un nouveau diplôme. Le diplôme d'aide ménagère a

également été revalorisé à l'occasion d'une nouvelle formation dénommée "auxiliaire de vie sociale", sanctionnée par un nouveau diplôme. Par ailleurs la nomenclature de l'aide à domicile a été modifiée par rapport à 2010 : en effet la réglementation ne distingue plus le cas famille du cas maladie,

seuls subsistent les métiers TISF et AVS et les financements Caf et Cnaf

Financement CNAF au titre des interventions d'aide à domicile : extrait de la lettre LCI n°29 du 18/12/95 : s'agissant d'une aide à la famille en fonction de sa capacité contributive et non d'une

aide aux partenaires au titre de son fonctionnement (PS ordinaires), ces financements sont à inscrire en colonne "aides aux familles" "subventions".

Fonction 3 (suite): Accompagnement social des familles et de leurs enfants

Tableau SF301	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			Total
	Subventions	Prêts	Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
			Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	
Report SF300	1 274 295		822 876	1 018 084			9 749 213			12 864 468
331: Secours et prêts d'honneur	597 199	88 364								685 563
3321: Aide en cas de décès du soutien de famille	-9 550									-9 550
3322: parents et personnes isolés (1)	91 731									91 731
333: PEL situations familiales (2)	25 200									25 200
3341: Avances sur prestations		182								182
3342: Autres prestations extra-légales										
335 : Aides à l'accompagnement et à l'insertion des jeunes (3)			-19 903							-19 903
336 : Fonds d'aide aux jeunes										
sous-fonction 33: Secours et aides financières	704 581	88 546	-19 903							773 224
3991 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds locaux acc										
Total Fonction 3	1 978 876	88 546	802 973	1 018 084			9 749 213			13 637 692

(1) Regroupe les lignes "insertion des parents isolés" et "personnes seules".

(2) Regroupe les lignes "naissances multiples", "primes d'adoption", "mères médaillées".

(3) Regroupe les lignes "jeunes chômeurs" et "insertion des jeunes".

Les dépenses antérieurement imputées sur la ligne "familles en précarité" doivent être imputées sur la ligne "secours et prêts d'honneur" ou "autres prestations extra-légales".

Source : CNAF fichier VFDAS

Fonction 4: Logement et Habitat

Tableau SF400	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			Total
			Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	
411: Réhabilitation des logements locatifs (1)	1		157 320		182 160					339 480
412: Amélioration de l'habitat (2)	2	3 313 800	384 795							3 698 596
413: Aides aux handicapés	3									
Sous-fonction 41: Réhabilitation et amélioration de l'habitat	4	3 313 800	384 795	157 320		182 160				4 038 076
421: Aides à l'équipement mobilier	5	140 453	390 043							530 496
422: Aides à l'équipement ménager	6	107 455	335 415							442 869
423: Aides à l'installation	7	16 500								16 500
424: Autres aides à l'équipement et à l'installation (3)	8	9 000								9 000
Sous-fonction 42: Aides à l'équipement et à l'installation	9	273 407	725 458							998 865
4311: Fonds Solidarité Logement (4)	10		357 000				117 048			474 048
4312: Autres (accès et maintien dans le logement) (5)	11	950	840	99 816						101 605
432: Accession à la propriété	12	38 823	14 191							53 014
4331: Dettes d'énergie	13		350	50 000						50 350
4332: Dettes d'eau	14	425	75	27 000						27 500
4341: Comités locaux pour le logement autonome des jeunes (CLLAJ)	15		115 000							115 000
4342: Autres (logement des jeunes)	16									
Sous-fonction 435: Information et conseil aux familles	17		287 678							287 678
Sous-fonction 436: Fonction globale (conseiller technique logement)	18						2 157 769			2 157 769
437 : LES, Logement Locatifs Sociaux et LLTS pour caf des DOM exclusivement (6)	19	569 500	987 104	-121 573		4 396 354				5 831 385
Sous-fonction 43 : Accès et maintien dans l'habitat	20	609 698	1 002 560	814 921		4 396 354		2 274 817		9 098 350
4991 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds locaux loge	21					7 289 325				7 289 325
Total Fonction 4	22	4 196 906	2 112 813	972 241		11 867 839		2 274 817		21 424 616

Source : CNAF fichier VFIDAS

(1) Regroupe les rubriques HLM, PACT, DSQ.

(2) Y compris prêts construction.

(3) Y compris, en colonne C, les subventions de fonctionnement à des partenaires effectuant des diagnostics immobiliers pour détecter les logements indécents.

En colonnes A et B, les aides aux "gens du voyage" pour achat de caravane ne sont plus retracées ici. Elles relèvent désormais de la fonction 5 sur une ligne intitulée "aires de nomades".

(4) Dépenses relatives au Fonds de Solidarité Logement: l'imputation en colonne se fait selon les mêmes règles que pour les budgets d'action sociale. La participation financière des CAF au FSL s'impute en "aides aux partenaires/fonctionnement/fonds propres". En outre, quand la CAF gère le FSL, les dépenses de gestion s'imputent en colonnes "services CAF" (G et I).

(5) Y compris "dettes de loyer". La rubrique "autres" concerne plus spécifiquement des aides financières, notamment des aides inscrites au règlement intérieur.

Toutefois des dépenses peuvent être imputées en "aides aux partenaires" pour des dispositifs spécifiques gérés par des partenaires et visant à la réinsertion à travers l'accession au logement social.

En particulier, les aides versées à des organismes en contrepartie de réservation de logements, à loyers préférentiels, pour les familles allocataires sont à inclure en rubrique C11.

(6) Cette ligne a été créée exclusivement pour l'imputation de certaines dépenses d'actions spécifiques aux départements d'Outre-Mer, dépenses qui ne s'insèrent pas dans la nomenclature : Logements Evolutifs Sociaux (LES), Logements Locatifs Sociaux et Logements Locatifs Très Sociaux (LLTS). Pour les réservations de logement, voir renvoi (4) ci-dessus.

Fonction 5: Animation de la vie sociale

Tableau SF500		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			Total
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
511 : Centres sociaux	1			538 555	313 498	493 266			21 408	1 366 726	
5111 : PS animation collective famille (1)	2				81 315					81 315	
512 : Foyers de jeunes travailleurs	3			892 105	134 123	364 080				1 390 309	
513 : Aires d'accueil pour les gens du voyage (2)	4										
514 :Autres équipements de voisinage (3)	5			610 376		326 733				937 109	
515 : Animation locale (4)	6			242 699	857 352	1 680				1 101 732	
516 : Conseiller technique animation et vie sociale	7						239 823			239 823	
sous-fonction 51: Animation sociale	8			2 283 735	1 386 289	1 185 759			21 408	5 117 014	
521: Associations familiales	9			186 252						186 252	
522: Associations d'aide aux familles migrantes	10			22 000						22 000	
523: Autres associations (5)	11			878 747		39 952				918 700	
524: Information des jeunes	12										
Sous-fonction 52: Soutien à la vie associative	13			1 086 999		39 952				1 126 952	
5991 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds locaux anir	14					111 656				111 656	
Total Fonction 5	15			3 370 734	1 386 289	1 337 367		239 823	21 408	6 355 622	

(1) Actions collectives spécifiques aux centres sociaux

(2) Les cellules C4 et D4 ont été dégraisées pour y enregistrer, entre autres, les financements pour achat de caravanes qui auparavant s'imputaient en fonction logement 424 "autres aides à l'équipement et à l'installation" spécificités 51301311 et 51301321.

(3) Regroupe les rubriques "salles polyvalentes", "locaux collectifs résidentiels", "locaux sociaux", "foyers ruraux" et "maisons de jeunes".

(4) Ce dispositif expérimental destiné à soutenir le développement des petites structures de voisinage dans des zones peu équipées a été étendu à l'ensemble des caf au 1er janvier 2002 (LC 2001-220 du 3/10/2001).

Les rubriques C6 et E6 ont été dégraisées pour y imputer les projets financés et agréés au titre de l'animation locale en complément de la PS (spécificité 51502211) et les subventions d'investissements sur fonds propres (spécificité 51502111).

(5) Les subventions versées sur fonds propres en complément de la PS "animation locale", antérieurement collectées sur cette ligne le sont désormais sur la ligne 6.

Source : CNAF fichier VFDAS

fonction 7: Prestations supplémentaires

Tableau SF700		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			Total
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
71: Apprentis	1										
72: Rentrée scolaire	2	161 200								161 200	
73: Etudiants	3										
Total Fonction 7	4	161 200								161 200	

Source : CNAF fichier VFDAS

Fonction 8 : Autres actions

Tableau SF800	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			Total
			Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés (5)	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés (5)		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	
811 : Médiation familiale (1)	1		85 534	589 734	3 723	120 000				798 990
812 : Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents	2		297 102	80 030			24 098	70 500		471 730
813 : Lieux d'accueil enfants/parents	3		95 759	282 470	11 793					390 022
814 : Espace rencontre	4		105 533		7 183					112 716
8151 : Actions d'accompagnement à la scolarité	5		1 272 683	1 130 858						2 403 541
8152 : Actions en faveur de l'assiduité scolaire	6		45 000							45 000
816 : Autres actions d'accompagnement à la fonction parentale (dont éducation familiale et parentale)	7		220 025		672 200		10 328			902 553
817 : Lieux d'information des familles	8		32 415							32 415
Sous-fonction 81 : Accompagnement de la fonction parentale	9		2 154 052	2 083 091	694 899	120 000	34 426	70 500		5 156 968
Sous-fonction 82 : Etudes et recherches	10		55 367							55 367
Sous-fonction 83 : Formation (2)	11		261 780							261 780
841: Fonds régionaux	12		229 347							229 347
842: Autres (3)	13		575 235							575 235
Sous-fonction 84 : Autres	14		804 582							804 582
Sous-fonction 85 : Secteurs de désengagement (4)	15									
8991 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds locaux autre	16				7 954					7 954
Total Fonction 8	17		3 275 780	2 083 091	702 853	120 000	34 426	70 500		6 286 650

(1) Rubriques D1 et H1 : spécificités 81102214 et 81103214.

(2) En colonne A concerne les bourses d'animateurs (dépenses comptabilisées au compte SF6562318).

(3) En colonne C, concerne entre autres la participation des Caf au Fonds d'Urgence Sociale (comptes 656232818, spécificité 84202211).

(4) Regroupe les rubriques "maisons d'enfant à caractère social", "maisons de repos mère et enfant", "consultations de nourissons", "dispensaires médico-sociaux",

"IMP, IMPRO, CMPP", "centre d'hébergement et de réadaptation sociale" et "centres d'orientation professionnelle".

(5) L'intitulé de ces colonnes passe de "prestations de service" à "fonds affectés" car ces colonnes incluent sur la ligne 2 des financements sur fonds cnaf (dont la règle d'attribution est différente de celles des PS).

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau SF900: Récapitulatif des dépenses d'action sociale

Dom - Données arrondies en euros

Tableau SF900	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			Total	
	Subventions	Prêts	Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement		
			Fonds propres	Fonds affectés	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés			
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
SF100: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1	24 945	1 243 819	60 142 489	33 087 247		1 692 093		1 617 630	97 808 224	
SF200: Temps libre des enfants et des familles	2	3 998 756	1 843 378	15 751 187	3 287 971		301 531		3 455	25 186 276	
SF300: Accompagnement social des familles et de leurs enfants	3	1 978 876	88 546	802 973	1 018 084		9 749 213			13 637 692	
SF400: Logement et habitat	4	4 196 906	2 112 813	972 241		11 867 839				21 424 616	
SF500: Animation de la vie sociale	5		3 370 734	1 386 289	1 337 367		239 823		21 408	6 355 622	
SF700: Prestations supplémentaires aux familles	6	161 200								161 200	
SF800: Autres actions	7		3 275 780	2 083 091	702 853	120 000	34 426	70 500		6 286 650	
9000 : Logistique des œuvres	8						4 075 594		302 825	4 378 420	
9091 : Provisions pour subvention d'investissement engagée sur fonds locaux logi	9										
Total dépenses d'action sociale de l'exercice 2012	10	10 360 683	2 201 359	11 508 925	80 381 139	50 283 277	120 000	18 367 498	70 500	1 945 318	175 238 699

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau SF902 : Prestation de service unique et prestation de service ordinaire versées pour enfants de moins de quatre ans (*)

Tableau SF902		Partenaires	Gestion caf	Entreprises	Total général
		A	B	C	D
11 : Etablissement d'accueil collectif des moins de quatre ans					
1111 : Moins de 4 ans / collectif / crèche /PSU	1	28 686 425		702 382	29 388 807
1112 : Moins de 4 ans / collectif / crèche /heures de concertation PSU	2	65 232		1 225	66 457
1113 : Moins de 4 ans / collectif / crèche / hors PSU	3				
1121 : Moins de 4 ans / collectif / halte-garderie / PSU	4	643 608			643 608
1122 : Moins de 4 ans / collectif / halte-garderie /heures de concertation PSU	5	2 257			2 257
1131 : Moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent / PSU	6	17 410 741			17 410 741
1132 : Moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent /heures de concertation PSU	7	42 558			42 558
1133 : Moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent / hors PSU	8				
1141 : Moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant / PSU	9	3 114 946			3 114 946
1142 : Moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant /heures de concertation PSU	10	9 263			9 263
12 : Etablissement d'accueil familial des moins de quatre ans					
1211 : Moins de 4 ans / familial / crèche / PSU	11	373 849			373 849
1212 : Moins de 4 ans / familial / crèche /heures de concertation PSU	12	647			647
1213 : Moins de 4 ans / familial / crèche / hors PSU	13				
1221 : Moins de 4 ans / familial / halte-garderie / PSU	14				
1222 : Moins de 4 ans / familial / halte-garderie /heures de concertation PSU	15				
1231 : Moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / PSU	16	460 341			460 341
1232 : Moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / heures de concertation PSU	17	1 128			1 128
1233 : Moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / hors PSU	18				
13 : Etablissement d'accueil parental des moins de quatre ans					
1311 : Moins de 4 ans / parental / crèche / PSU	19	120 925			120 925
1312 : Moins de 4 ans / parental / crèche / heures de concertation PSU	20	283			283
1313 : Moins de 4 ans / parental / crèche / hors PSU	21				
1321 : Moins de 4 ans / parental / halte-garderie / PSU	22				
1322 : Moins de 4 ans / parental / halte-garderie / heures de concertation PSU	23				
1331 : Moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / PSU	24				
1332 : Moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / heures de concertation PSU	25				
1333 : Moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / hors PSU	26				
182 : Micro-crèches					
1821 : PSU	27	226 143			226 143
1822 : Heure de concertation PSU	28	494			494
Total SF902 (1)	29	51 158 839		703 607	51 862 446
(1) Dont total PSU (soit la somme des lignes 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 22, 23, 24, 25,27,28)	30	51 158 839		703 607	51 862 446

(*) A l'exclusion des sommes versées au titre du contrat de passage à la PSU

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau SF903 : prestations de service ordinaires versées pour enfants de quatre à six ans (*)

Tableau SF903	Régime général uniquement			Total général
	Partenaires	Gestion caf	Entreprises	
	A	B	C	D
14 : établissement d'accueil collectif des 4 à 6 ans				
1411 : 4-6 ans / collectif / crèche / PSU	1 50 134			50 134
1413 : 4-6 ans / collectif / crèche / hors PSU	2			
1421 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie / PSU	3 -930			-930
1423 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie / hors PSU	4			
1431 : 4-6 ans / collectif / et. polyvalent / PSU	5 71 922			71 922
1433 : 4-6 ans / collectif / et. polyvalent / hors PSU	6			
1441 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant / PSU	7 11 083			11 083
1443 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant / hors PSU	8			
15: Etablissement d'accueil familial des 4-6 ans				
1511 : 4-6 ans / familial / crèche / PSU	9			
1513 : 4-6 ans / familial / crèche / hors PSU	10			
1521 : 4-6 ans / familial / halte-garderie / PSU	11			
1523 : 4-6 ans / familial / halte-garderie / hors PSU	12			
1531 : 4-6 ans / familial / et. polyvalent / PSU	13 7 001			7 001
1533 : 4-6 ans / familial / et. polyvalent / hors PSU	14			
16 : Etablissement d'accueil parental des 4-6 ans				
1611 : 4-6 ans / parental / crèche / PSU	15			
1613 : 4-6 ans / parental / crèche / hors PSU	16			
1621 : 4-6 ans / parental / halte-garderie / PSU	17			
1623 : 4-6 ans / parental / halte-garderie / hors PSU	18			
1631 : 4-6 ans / parental / et. polyvalent / PSU	19			
1633 : 4-6 ans / parental / et. polyvalent / hors PSU	20			
1823 : micro-crèches	21			
Total SF903	22 139 210			139 210

(*) Il s'agit de prestations de service ordinaires versées pour des établissements éventuellement éligibles à la PSU

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau SF904: Prestations de services ordinaires autres

Tableau SF904		Total Dépenses
		A
2111: Accueil enfants moins de 6 ans	1	4 077 965
Accueil enfants de 6 ans et plus		
2112 : Vacances d'été	2	1 311 144
2113 : Petites vacances scolaires	3	286 604
2114 : Mercredi et fin de semaine	4	456 621
2115 : Pré et post scolaire	5	3 864 229
Total accueil de loisirs	6	9 996 563
Techniciens de l'intervention sociale et familiale		
321 : Intervention sociale et familiale	7	1 011 762
Auxiliaires de vie sociale		
3230 : Intervention famille AVS	8	6 322
Total aides à domicile	9	1 018 084
1700 : Relais assistants(es) maternels(les)	10	242 805
2140 : Centres collectifs de vacances	11	
2150 : Camps de vacances	12	
2240 : PS accomp. Centres vacances à vocation sociale	13	
5110 : Centres sociaux	14	313 498
5111 : PS animation collective famille	15	81 315
5120 : Foyers de jeunes travailleurs	16	134 123
5150 : PS animation locale	17	857 352
8110 : PS médiation familiale	18	589 734
8130 : lieux d'accueil enfants parents	19	282 470
8151 : Accompagnement à la scolarité	20	1 130 858
Total PS ordinaires autres (lignes 6+9 à 20)	21	14 646 801

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau SF905 : Récapitulatif des prestations de service (1)

Tableau SF905		Montant global PS (hors Flux)	CEJE-CEJ (sous enveloppe limitative)	Total	
		A	B	C	
Report des dépenses de prestations de service ordinaires (PSO)					
SF902: Accueil enfants de moins de 4 ans	1	51 862 446		51 862 446	CEJE : contrat enfance jeunesse, partie enfance
SF903: Accueil enfants 4 à 6 ans	2	139 210		139 210	CEJJ : contrat enfance jeunesse, partie jeunesse
SF904 : Autres secteurs	3	14 646 801		14 646 801	
1000 : contrat de passage à la PSU	4				
1001: passage aux PS dans les Dom - CASO	5	1 906 891		1 906 891	
2001: passage aux PS dans les Dom - CASO	6	1 615 418		1 615 418	
Sous-total PSO -(lignes 1 à 6)	7	70 170 766		70 170 766	
<i>Contrat enfance et CEJE (Ce y compris régime spéciaux Dom)</i>	8	<i>286 939</i>	<i>1 010 265</i>	<i>1 297 204</i>	
<i>Contrat expérimental Caf/conseils généraux (1)</i>	9		<i>-194 853</i>	<i>-194 853</i>	
<i>Contrat enfance entreprise (2)</i>	10				
1002 : passage aux PS dans les Dom - CR	11	401 165		401 165	
1003 : passage aux PS dans les Dom - CAA	12	3 571 969		3 571 969	
Facej enfance fonctionnement et Snaecso	13	915 652		915 652	
Facej enfance investissement	14	11 160		11 160	
1831 : jardins d'éveil	15				
1901 : complément Cej (horaires atypiques...)	16				
1902 : Complément plan espoir banlieue	17				
Sous-total CEJ et accompagnement enfance (lignes 8 à 17)	18	5 186 886	815 412	6 002 298	
<i>Contrats temps libre et CEJJ (1)</i>	19	<i>1 033 409</i>	<i>2 231 846</i>	<i>3 265 256</i>	
2002 : passage aux PS dans les Dom - CR	20	802 722		802 722	Tout sauf la spécificité 21702218 liée au compte budgétaire 6562323424
Facej jeunesse fonctionnement	21	16 931		16 931	
Facej jeunesse investissement	22	14 800		14 800	1 seul compte
Jeunesse "expérimentation projets adolescents" fonctionnement	23	54 297		54 297	1 seul compte
Jeunesse "expérimentation projets adolescents" investissement	24	4 974		4 974	1 seul compte
Jeunesse complément CEJ : handicap	25				
Sous-total CEJ et accompagnement jeunesse (lignes 19 à 25)	26	1 927 133	2 231 846	4 158 980	
Total dépenses prestations de service (lignes 7 + 18 +26)	27	77 284 785	3 047 258	80 332 043	

A7 = SF65623231
C18 = SF65623233XX
C27 = SF65623234XX

Source : CNAF fichier VFDAS

(1) Pour le développement d'une coordination départementale et une meilleure articulation entre les modes d'accueil collectifs et individuels (LC 2001-220 du 8 octobre 2001).

Ces dépenses sont enregistrées aux comptes SF656232331 et SF656232332.

(2) Egalement enregistrées aux comptes SF656232331 et SF656232332.

Tableau SF906 : Total Prestation de service unique

Tableau SF906		Partenaires	Gestion caf	Entreprises	Total général
		A	B	C	D
Report du sous-total PSU ligne 30 du tableau 902	1	51 158 839		703 607	51 862 446
Report contrat de passage à la PSU, ligne 1 du tableau 100	2				
1001: Passage aux PS dans les Dom - CASO	3	1 906 891			1 906 891
Total Psu	4	53 065 729		703 607	53 769 337

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau SF907 : Provisions pour les subventions d'investissements (1)

	Montant des Provisions	
	A	
Fonds locaux		
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Enfance	1	12 114 266
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Jeunesse	2	2 211 098
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Accompagnement soc	3	
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Logement et habitat	4	7 289 325
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Animation de la vie so	5	111 656
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Autres actions	6	7 954
Dotations aux provisions pr subventions d'investissements - Logistique des œuvres	7	
Fonds Nationaux		
FIPE - Dotations aux provisions	8	
AEI - Dotations aux provisions	9	
DAIPE décentralisé - Dotations aux provisions	10	
DAIPE centralisé - Dotations aux provisions	11	
DIPE - Dotations aux provisions	12	
PAIPPE - Dotations aux provisions	13	
PCPI - Dotations aux provisions	14	10 653 759
Fonds d'accompagnement Enfance - Investissement - Dotations aux provisions	15	81 240
Jardins d'éveil - Aides à l'investissement - Dotations aux provisions	16	
Fonds d'accompagnement Jeunesse - Investissement - Dotations aux provisions	17	174 626

(1) : Décisions de financement de l'exercice non payées au cours de l'exercice

Source : CNAF fichier VFDAS

Tableau concernant exclusivement les 4 CAF des DOM**Tableau SF908 : Ventilation des dépenses relatives au contrat enfance "stock" dans les départements d'Outre-Mer en 2010 selon le type d'équipement**

Ce tableau sera supprimé à terme avec la généralisation de la PSU dans les Dom prévue en 2010. Il sera toutefois maintenu jusqu'en 2012 pour y inscrire les régularisations des droits 2011 de CE Dom qui seront liquidés en 2012.

Tableau SF908 : Ventilation des dépenses relatives au contrat enfance "stock" dans les départements d'Outre-Mer en 2010 selon le type d'équipement

Ce tableau sera supprimé à terme avec la généralisation de la PSU dans les Dom prévue en 2010. Il sera toutefois maintenu jusqu'en 2012 pour y inscrire les régularisations des droits 2011 de CE Dom qui seront liquidés en 2012.

Tableau SF908	Régime général (stock)		Régimes	Total dépenses contrat enfance "stock"	
	PS de base 30%	PS majorée 50 %	Spéciaux (stock) PSO		
	A	B	C	D	
Crèches	1	-278 540	-125 353	-17 272	-421 165
Haltes-garderies	2		21 827		21 827
relais assistante maternelle(1)	3				
autres fonction 1	4				
fonction 2 : Centres de loisirs sans hébergement	5	-28 141	-2 854		-30 995
fonction 3 : éducation familiale	6				
fonction 8 : lieux d'accueil enfants/parents	7				
micro-crèches	8				
Total dépenses Contrats Enfance	9	-306 681	-106 380	-17 272	-430 333

(1) La PS est versée au taux unique de 40% du budget de fonctionnement sans distinction de régime.

Source : CNAF fichier VFDAS

La ventilation selon les deux premières colonnes du tableau n'est pas adaptée.

Tableau SF950: Recettes des services en gestion directe en 2012

Tableau SF950		Subventions d'équilibre	Prestations de services	Usagers et autres participations	Etat	Région	Département	Commune	Divers	Total Recettes
		A	B	C	D	E	F	G	H	I
ET 1*: Crèches	1									
ET 2* & 3*: Garderies et jardins d'enfants	2									
ET 4*: Haltes-garderies	3									
ES 92*: Autres interventions techniques	4	4 353 996			92 811				102 889	4 549 697
ER 5*: Centres de loisirs sans hébergement	5									
ER 1*: Centres collectifs de vacances et camps	6									
ER 2* & 3*: Maisons et centres familiaux de vacances	7									
ES5*: Services d'assistants sociaux	8	3 147 181							98 967	3 246 148
ES3*: Services d'économie sociale et familiale	9	1 811 863							20 454	1 832 317
ES 8*: Services de tutelle aux prestations sociales	10									
ES 91*: Autres personnels sociaux	11	8 865 764		4 860					86 593	8 957 217
ES 6*: Services techniciennes intervention sociale et familiale	12									
ES 7*: Services d'auxiliaires de vie sociale	13									
ES 1*: Centres sociaux	14									
EQ 6*: Foyers de jeunes travailleurs	15									
EK1*: Centres de PMI	16									
ES93*: Gestion du patrimoine	17	188 695							1 192	189 886
ES 94* : logistique des œuvres	18									
Autres	19									
TOTAL SF950	20	18 367 498		4 860	92 811				310 095	18 775 265

le symbole * signifie y compris les subdivisions ou sous-comptes
colonne A : compte E75834*
colonne B : compte E70623*
colonne C : comptes E7061* + E70621* + E7064 + E7068*
Colonne D : compte E741*

colonne E : compte E742*
Colonne F : compte E743*
Colonne G : compte E744*
Colonne H : autres comptes classe 7 gestion E non compris colonnes A à G

Source : CNAF fichier VFDAS

ANNEXE 5

Les résultats financiers 2012 par Caf et par région

	Pages :
Annexe 5a : Dépenses d'action sociale par fonction budgétaire (euros)	103 - 106
Annexe 5b : Dépenses d'action sociale par fonction budgétaire (en %)	107 - 110
Annexe 5c : Dépenses d'action sociale selon le destinataire de la dépense	111 - 114
Annexe 5d : Dépenses d'action sociale selon la nature de la dépense	115 - 118

Annexe 5a : Dépenses d'Action Sociale par fonction budgétaire en 2012 - France entière (1)

montant en euros

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagnement social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation de la vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Paris	216 781 738	17 288 054	15 140 621	1 852 089	7 951 414	0	3 822 528	0	262 836 445
Seine-et-Marne	52 749 635	25 750 775	9 750 581	3 026 982	4 864 844	676 070	1 344 406	0	98 163 291
Yvelines	86 703 551	21 095 068	14 177 287	2 831 771	2 610 313	0	1 504 557	0	128 922 548
Essonne	59 071 681	18 403 482	10 680 236	1 430 042	4 193 176	0	1 729 444	0	95 508 062
Hauts-de-Seine	133 718 907	19 248 318	14 536 341	1 943 034	4 843 905	0	2 376 492	0	176 666 997
Seine-Saint-Denis	102 091 275	34 538 827	16 964 261	4 806 299	8 300 637	0	2 841 910	0	169 543 209
Val-de-Marne	105 100 069	27 588 020	8 193 413	3 721 524	7 614 475	0	1 304 927	1 448 047	154 970 474
Val-d'Oise	58 193 760	18 151 704	9 941 973	1 739 159	8 040 939	0	1 774 196	2 040 493	99 882 224
Total Ile de France	814 410 617	182 064 247	99 384 713	21 350 901	48 419 702	676 070	16 698 460	3 488 540	1 186 493 250
Ardennes	5 150 873	4 224 260	2 504 794	586 778	2 127 867	159 400	281 537	0	15 035 508
Aube	7 510 185	5 246 769	1 505 022	401 106	953 552	0	249 203	0	15 865 837
Marne	18 462 002	5 657 802	2 422 879	698 710	3 103 290	0	710 990	0	31 055 672
Haute-Marne	4 788 991	1 863 278	1 679 750	500 924	271 308	0	184 508	0	9 288 760
Total Champagne Ardennes	35 912 051	16 992 109	8 112 444	2 187 518	6 456 018	159 400	1 426 237	0	71 245 778
Aisne	7 383 255	6 375 462	3 612 978	1 688 092	3 849 683	0	602 775	0	23 512 245
Oise	21 617 007	16 061 165	4 611 606	4 514 814	2 624 058	0	377 514	0	49 806 164
Somme	19 023 989	9 700 266	4 246 259	3 513 289	1 744 494	0	402 893	424 796	39 055 987
Total Picardie	48 024 251	32 136 893	12 470 844	9 716 195	8 218 235	0	1 383 182	424 796	112 374 396
Eure	16 203 371	12 683 606	4 337 877	943 628	2 114 567	0	464 150	0	36 747 200
Seine-Maritime	38 024 041	15 911 331	13 041 633	1 960 442	4 825 789	-4 968	3 265 144	0	77 023 411
Total Haute Normandie	54 227 412	28 594 937	17 379 510	2 904 070	6 940 356	-4 968	3 729 294	0	113 770 611
Cher	8 622 359	2 926 506	1 559 182	1 107 555	1 547 870	0	782 101	189 008	16 734 581
Eure-et-Loir	12 328 243	7 012 704	3 572 023	1 080 943	1 013 896	0	373 939	0	25 381 748
Indre	5 781 726	2 881 771	737 735	327 028	1 415 919	15 876	127 711	0	11 287 767
Touraine	21 995 647	8 886 663	2 786 109	1 049 822	3 625 477	0	878 042	355 267	39 577 025
Loir-et-Cher	7 265 062	5 708 278	1 208 634	567 768	2 494 734	0	273 565	392 294	17 910 335
Loiret	21 224 935	9 122 743	4 832 735	2 153 382	2 538 190	0	386 193	604 143	40 862 320
Total Centre	77 217 972	36 538 665	14 696 419	6 286 497	12 636 087	15 876	2 821 550	1 540 711	151 753 777
Calvados	19 582 914	8 115 461	4 280 077	949 189	4 837 231	0	645 736	736 891	39 147 499
Manche	11 859 929	7 433 539	5 013 643	1 085 756	1 773 832	16 100	455 899	193 097	27 831 795
Orne	5 060 776	2 651 173	3 207 669	581 316	1 187 397	0	450 896	0	13 139 228
Total Basse Normandie	36 503 619	18 200 172	12 501 389	2 616 261	7 798 460	16 100	1 552 532	929 988	80 118 522

(1) Les montants négatifs correspondent à des régularisations comptables sur exercice antérieur.

Source : CNAF fichier VFDAS

Annexe 5a : Dépenses d'Action Sociale par fonction budgétaire en 2012 - France entière (1)

montant en euros

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagnement social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation de la vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Côte d'Or	21 971 328	10 561 862	2 379 160	528 927	4 994 503	0	1 054 653	24 928	41 515 362
Nièvre	5 130 699	4 377 327	738 452	394 150	2 807 206	0	307 437	0	13 755 272
Saône-et-Loire	13 933 503	7 697 098	3 409 740	1 582 724	2 608 101	246 600	885 034	0	30 362 800
Yonne	10 417 906	5 047 082	2 468 091	924 160	928 788	0	629 796	0	20 415 822
Total Bourgogne	51 453 435	27 683 369	8 995 444	3 429 961	11 338 598	246 600	2 876 920	24 928	106 049 256
Nord	89 678 139	51 804 081	23 157 894	6 585 938	21 428 220	-955	5 138 862	1 276 343	199 068 521
Pas-de-Calais	32 558 312	28 172 955	15 073 623	11 367 269	8 320 999	4 945	2 003 071	0	97 501 175
Total Nord Pas de Calais	122 236 451	79 977 036	38 231 518	17 953 207	29 749 219	3 990	7 141 933	1 276 343	296 569 696
Meurthe-et-Moselle	27 932 927	11 663 245	3 502 153	1 041 784	3 242 917	0	1 304 931	0	48 687 955
Meuse	5 314 204	2 725 309	981 242	300 593	1 654 463	0	254 232	0	11 230 043
Moselle	29 039 220	21 344 817	6 496 444	3 500 767	6 270 104	0	1 116 086	0	67 767 438
Vosges	8 891 694	7 333 978	1 628 234	1 229 799	3 968 945	118 508	678 078	0	23 849 236
Total Lorraine	71 178 045	43 067 348	12 608 072	6 072 942	15 136 429	118 508	3 353 327	0	151 534 672
Bas-Rhin	61 580 810	17 518 101	3 899 291	2 447 017	7 813 629	0	1 423 799	0	94 682 647
Haut-Rhin	36 725 907	19 476 407	3 943 713	2 451 678	2 683 442	0	926 441	1 051 223	67 258 811
Total Alsace	98 306 717	36 994 508	7 843 004	4 898 695	10 497 071	0	2 350 240	1 051 223	161 941 457
Doubs	19 072 078	9 775 223	4 060 363	1 664 268	1 911 872	0	531 878	0	37 015 682
Jura	6 464 080	6 241 179	1 445 613	430 957	783 293	0	163 739	0	15 528 861
Haute-Saône	5 697 823	5 837 026	2 267 268	642 696	1 524 215	0	358 486	0	16 327 515
Territoire-de-Belfort	4 723 751	3 463 234	1 354 545	558 552	904 634	0	250 813	0	11 255 530
Total Franche Comté	35 957 733	25 316 662	9 127 790	3 296 474	5 124 014	0	1 304 915	0	80 127 588
Loire-Atlantique	61 567 590	21 640 552	13 470 957	1 552 705	6 979 094	0	1 317 410	0	106 528 308
Maine-et-Loire	31 817 768	14 571 768	10 385 839	1 983 388	4 504 079	0	532 088	0	63 794 930
Mayenne	5 712 236	6 146 863	1 973 534	290 831	2 090 032	0	294 480	299 510	16 807 486
Sarthe	11 951 431	8 449 499	3 793 619	1 229 571	2 590 375	0	1 053 227	0	29 067 722
Vendée	14 223 373	9 975 446	5 131 163	1 054 185	2 055 556	139 207	608 520	824 962	34 012 412
Total Pays de Loire	125 272 397	60 784 129	34 755 111	6 110 681	18 219 135	139 207	3 805 725	1 124 472	250 210 858
Côtes-d'Armor	12 815 333	9 574 916	6 091 318	1 048 727	1 807 394	0	460 492	0	31 798 180
Finistère	28 653 563	13 431 796	6 058 264	1 634 975	5 955 630	0	1 418 258	0	57 152 485
Ille-et-Vilaine	31 883 696	12 169 091	3 716 875	2 674 328	6 451 619	0	1 809 544	751 733	59 456 887
Morbihan	21 100 782	13 303 982	5 280 799	1 932 479	3 488 576	0	978 887	0	46 085 506
Total Bretagne	94 453 374	48 479 785	21 147 257	7 290 509	17 703 219	0	4 667 181	751 733	194 493 058

Source : CNAF fichier VFDAS

Annexe 5a : Dépenses d'Action Sociale par fonction budgétaire en 2012 - France entière (1)

montant en euros

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagnement social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation de la vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Charente	9 490 270	5 261 863	2 201 085	1 989 013	2 118 783	0	535 220	0	21 596 234
Charente-Maritime (La Rochelle)	15 297 148	10 287 432	2 876 754	1 469 364	3 347 642	0	1 023 083	0	34 301 422
Deux-Sèvres	9 440 985	4 614 826	2 276 706	681 378	2 392 197	6 000	686 050	0	20 098 142
Vienne	16 427 636	8 801 444	2 611 203	434 465	2 411 731	0	670 624	0	31 357 103
Total Poitou Charentes	50 656 039	28 965 565	9 965 748	4 574 219	10 270 353	6 000	2 914 976	0	107 352 901
Dordogne	12 297 044	6 614 984	1 600 883	826 296	1 119 969	0	648 563	143 024	23 250 763
Gironde	73 878 269	32 567 136	5 971 144	4 280 395	8 076 108	0	2 724 912	762 020	128 259 985
Landes	10 477 957	5 780 877	1 604 628	565 362	686 561	0	396 461	0	19 511 845
Lot-et-Garonne	11 082 045	6 883 271	1 516 399	1 200 494	802 072	24 540	460 009	1 118 970	23 087 800
Pyrénées-Atlantiques	32 122 844	9 083 964	4 252 933	860 784	2 621 033	0	1 522 585	0	50 464 143
Total Aquitaine	139 858 161	60 930 232	14 945 986	7 733 331	13 305 742	24 540	5 752 530	2 024 015	244 574 536
Ariège	7 855 109	3 772 759	471 623	425 791	698 335	0	136 046	0	13 359 662
Aveyron	8 231 865	2 804 286	463 978	537 876	1 548 904	0	1 280 400	0	14 867 310
Haute-Garonne	98 253 044	51 791 359	5 399 459	2 513 707	7 839 854	0	1 647 842	420 451	167 865 716
Gers	5 278 269	5 974 738	921 194	234 604	611 283	0	180 049	0	13 200 135
Lot	5 593 933	1 740 849	164 523	132 162	750 698	0	148 722	0	8 530 887
Hautes-Pyrénées	6 112 896	3 402 521	1 496 191	326 446	656 032	0	350 316	0	12 344 400
Tarn	16 675 325	7 667 338	1 021 012	1 216 320	2 433 561	313 800	347 171	288 741	29 963 268
Tarn-et-Garonne	9 089 061	5 203 564	1 626 753	638 720	726 843	0	598 797	336 441	18 220 179
Total Midi Pyrénées	157 089 502	82 357 413	11 564 732	6 025 626	15 265 510	313 800	4 689 343	1 045 633	278 351 558
Corrèze	7 674 227	2 166 327	934 114	297 986	486 758	0	365 500	0	11 924 911
Creuse	2 332 788	1 045 024	636 544	115 852	599 306	0	106 152	13 509	4 849 174
Haute-Vienne	12 519 394	4 842 085	2 061 548	517 633	853 817	0	547 378	0	21 341 855
Total Limousin	22 526 408	8 053 435	3 632 206	931 471	1 939 880	0	1 019 030	13 509	38 115 940
Ain	19 811 940	7 764 047	4 115 493	1 261 485	4 076 074	0	430 212	0	37 459 251
Ardèche	12 181 666	3 329 876	2 234 532	362 196	2 035 582	0	244 431	0	20 388 282
Drôme	19 918 020	5 286 758	3 847 095	1 042 349	2 077 579	0	731 078	0	32 902 879
Isère	58 769 988	18 788 889	8 585 035	1 881 638	9 144 005	0	1 446 334	1 442 972	100 058 861
Loire	31 583 771	13 591 502	7 713 829	1 414 528	6 073 810	0	732 059	0	61 109 498
Rhône	112 684 492	22 927 311	10 645 535	3 894 443	24 077 490	0	1 571 079	0	175 800 351
Savoie	19 365 929	6 650 215	3 318 152	518 753	2 802 393	0	427 526	286 313	33 369 282
Haute-Savoie	35 295 715	9 403 666	5 190 015	1 555 399	1 647 402	344 959	458 920	0	53 896 077
Total Rhône Alpes	309 611 521	87 742 265	45 649 685	11 930 789	51 934 335	344 959	6 041 640	1 729 285	514 984 481

Source : CNAF fichier VFDAS

Annexe 5a : Dépenses d'Action Sociale par fonction budgétaire en 2012 - France entière (1)

montant en euros

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagnement social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation de la vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Allier	6 376 893	5 275 904	1 211 258	1 111 537	1 331 731	181 448	427 799	0	15 916 569
Cantal	2 136 638	1 184 503	830 025	239 273	684 356	0	147 846	0	5 222 641
Haute-Loire	9 055 540	3 418 075	1 854 160	563 860	644 047	0	166 478	0	15 702 159
Puy-de-Dôme	19 828 854	10 994 672	5 348 374	984 172	1 606 807	0	406 039	0	39 168 919
Total Auvergne	37 397 924	20 873 154	9 243 817	2 898 841	4 266 940	181 448	1 148 162	0	76 010 288
Aude	13 608 307	7 403 689	2 256 733	1 722 051	1 261 199	59 700	374 239	0	26 685 918
Gard	38 895 937	11 001 349	3 902 826	635 439	3 224 500	0	737 431	944 853	59 342 334
Hérault	54 198 840	20 639 353	4 640 907	1 845 133	3 709 372	203 100	2 054 235	1 146 334	88 437 274
Lozère	2 844 304	455 415	299 415	65 155	292 793	0	65 295	0	4 022 376
Pyrénées-Orientales	18 002 752	12 580 174	2 314 843	1 583 327	1 008 568	137 040	572 623	149 301	36 348 627
Total Languedoc Roussillon	127 550 140	52 079 979	13 414 724	5 851 105	9 496 431	399 840	3 803 822	2 240 488	214 836 529
Alpes-Hte-Provence	7 745 138	2 811 894	1 122 167	262 192	336 238	88 825	220 110	0	12 586 564
Hautes-Alpes	5 829 808	1 444 129	600 066	155 988	1 298 624	0	218 674	90 161	9 637 450
Alpes-Maritimes	61 095 654	22 045 400	6 970 833	937 052	2 146 120	412 816	1 295 731	0	94 903 607
Bouches-du-Rhône	117 919 656	19 506 406	17 511 671	1 248 067	10 313 120	0	2 809 607	2 651 345	171 959 873
Var	54 292 553	18 206 611	3 828 819	1 794 451	2 099 578	626 720	1 097 080	1 197 653	83 143 464
Vaucluse	30 216 388	10 214 149	4 360 159	883 141	3 024 175	0	587 641	0	49 285 652
Total Provence Alpes Côte d'Azur	277 099 198	74 228 589	34 393 715	5 280 890	19 217 855	1 128 361	6 228 844	3 939 159	421 516 611
Corse du Sud	6 656 743	1 102 620	51 548	31 746	325 199	0	157 298	0	8 325 155
Haute-Corse	4 859 989	1 833 435	527 510	107 106	737 086	0	136 446	39 219	8 240 792
Total Corse	11 516 732	2 936 055	579 059	138 852	1 062 285	0	293 744	39 219	16 565 947
Caisse Nationale Maritime(2)	997 923	660 997	517 994	78 237	15 533	54 600	49 751	0	2 375 036
TOTAL METROPOLE	2 799 457 622	1 055 657 544	441 161 181	139 557 273	325 011 410	3 824 332	85 053 339	21 644 042	4 871 366 744
Guadeloupe	21 071 402	3 393 406	1 251 097	999 573	528 813	0	238 031	4 378 420	31 860 742
Guyane	19 287 720	10 363 045	5 040 424	4 056 337	2 893 774	0	1 765 316	0	43 406 614
Martinique	9 051 874	425 485	1 972 750	2 290 226	34 426	161 200	125 064	0	14 061 023
Réunion	48 397 228	11 004 341	5 373 421	14 078 481	2 898 609	0	4 158 239	0	85 910 320
TOTAL DOM	97 808 224	25 186 276	13 637 692	21 424 616	6 355 622	161 200	6 286 650	4 378 420	175 238 699
TOTAL GENERAL	2 897 265 845	1 080 843 821	454 798 872	160 981 889	331 367 032	3 985 532	91 339 989	26 022 462	5 046 605 443

Source : CNAF fichier VFDAS

(2) Le 1er janvier 2002, les caisses nationales d'allocations familiales de la pêche maritime et des marins du commerce ont fusionné et portent désormais le nom de caisse maritime d'allocations familiales dont le siège social est situé à La Rochelle.

Annexe 5b : Dépenses d'Action Sociale par fonction budgétaire en 2012 - France entière

En pourcentage

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagnement social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation de la vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Paris	82,5	6,6	5,8	0,7	3,0	0,0	1,5	0,0	100,0
Seine-et-Marne	53,7	26,2	9,9	3,1	5,0	0,7	1,4	0,0	100,0
Yvelines	67,3	16,4	11,0	2,2	2,0	0,0	1,2	0,0	100,0
Essonne	61,8	19,3	11,2	1,5	4,4	0,0	1,8	0,0	100,0
Hauts-de-Seine	75,7	10,9	8,2	1,1	2,7	0,0	1,3	0,0	100,0
Seine-Saint-Denis	60,2	20,4	10,0	2,8	4,9	0,0	1,7	0,0	100,0
Val-de-Marne	67,8	17,8	5,3	2,4	4,9	0,0	0,8	0,9	100,0
Val-d'Oise	58,3	18,2	10,0	1,7	8,1	0,0	1,8	2,0	100,0
Total Ile de France	68,6	15,3	8,4	1,8	4,1	0,1	1,4	0,3	100,0
Ardennes	34,3	28,1	16,7	3,9	14,2	1,1	1,9	0,0	100,0
Aube	47,3	33,1	9,5	2,5	6,0	0,0	1,6	0,0	100,0
Marne	59,4	18,2	7,8	2,2	10,0	0,0	2,3	0,0	100,0
Haute-Marne	51,6	20,1	18,1	5,4	2,9	0,0	2,0	0,0	100,0
Total Champagne Ardennes	50,4	23,8	11,4	3,1	9,1	0,2	2,0	0,0	100,0
Aisne	31,4	27,1	15,4	7,2	16,4	0,0	2,6	0,0	100,0
Oise	43,4	32,2	9,3	9,1	5,3	0,0	0,8	0,0	100,0
Somme	48,7	24,8	10,9	9,0	4,5	0,0	1,0	1,1	100,0
Total Picardie	42,7	28,6	11,1	8,6	7,3	0,0	1,2	0,4	100,0
Eure	44,1	34,5	11,8	2,6	5,8	0,0	1,3	0,0	100,0
Seine-Maritime	49,4	20,7	16,9	2,5	6,3	0,0	4,2	0,0	100,0
Total Haute Normandie	47,7	25,1	15,3	2,6	6,1	0,0	3,3	0,0	100,0
Cher	51,5	17,5	9,3	6,6	9,2	0,0	4,7	1,1	100,0
Eure-et-Loir	48,6	27,6	14,1	4,3	4,0	0,0	1,5	0,0	100,0
Indre	51,2	25,5	6,5	2,9	12,5	0,1	1,1	0,0	100,0
Touraine	55,6	22,5	7,0	2,7	9,2	0,0	2,2	0,9	100,0
Loir-et-Cher	40,6	31,9	6,7	3,2	13,9	0,0	1,5	2,2	100,0
Loiret	51,9	22,3	11,8	5,3	6,2	0,0	0,9	1,5	100,0
Total Centre	50,9	24,1	9,7	4,1	8,3	0,0	1,9	1,0	100,0
Calvados	50,0	20,7	10,9	2,4	12,4	0,0	1,6	1,9	100,0
Manche	42,6	26,7	18,0	3,9	6,4	0,1	1,6	0,7	100,0
Orne	38,5	20,2	24,4	4,4	9,0	0,0	3,4	0,0	100,0
Total Basse Normandie	45,6	22,7	15,6	3,3	9,7	0,0	1,9	1,2	100,0

Source : CNAF fichier VFDAS

Annexe 5b : Dépenses d'Action Sociale par fonction budgétaire en 2012 - France entière

En pourcentage

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagnement social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation de la vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Côte d'Or	52,9	25,4	5,7	1,3	12,0	0,0	2,5	0,1	100,0
Nièvre	37,3	31,8	5,4	2,9	20,4	0,0	2,2	0,0	100,0
Saône-et-Loire	45,9	25,4	11,2	5,2	8,6	0,8	2,9	0,0	100,0
Yonne	51,0	24,7	12,1	4,5	4,5	0,0	3,1	0,0	100,0
Total Bourgogne	48,5	26,1	8,5	3,2	10,7	0,2	2,7	0,0	100,0
Nord	45,0	26,0	11,6	3,3	10,8	0,0	2,6	0,6	100,0
Pas-de-Calais	33,4	28,9	15,5	11,7	8,5	0,0	2,1	0,0	100,0
Total Nord Pas de Calais	41,2	27,0	12,9	6,1	10,0	0,0	2,4	0,4	100,0
Meurthe-et-Moselle	57,4	24,0	7,2	2,1	6,7	0,0	2,7	0,0	100,0
Meuse	47,3	24,3	8,7	2,7	14,7	0,0	2,3	0,0	100,0
Moselle	42,9	31,5	9,6	5,2	9,3	0,0	1,6	0,0	100,0
Vosges	37,3	30,8	6,8	5,2	16,6	0,5	2,8	0,0	100,0
Total Lorraine	47,0	28,4	8,3	4,0	10,0	0,1	2,2	0,0	100,0
Bas-Rhin	65,0	18,5	4,1	2,6	8,3	0,0	1,5	0,0	100,0
Haut-Rhin	54,6	29,0	5,9	3,6	4,0	0,0	1,4	1,6	100,0
Total Alsace	60,7	22,8	4,8	3,0	6,5	0,0	1,5	0,6	100,0
Doubs	51,5	26,4	11,0	4,5	5,2	0,0	1,4	0,0	100,0
Jura	41,6	40,2	9,3	2,8	5,0	0,0	1,1	0,0	100,0
Haute-Saône	34,9	35,7	13,9	3,9	9,3	0,0	2,2	0,0	100,0
Territoire-de-Belfort	42,0	30,8	12,0	5,0	8,0	0,0	2,2	0,0	100,0
Total Franche Comté	44,9	31,6	11,4	4,1	6,4	0,0	1,6	0,0	100,0
Loire-Atlantique	57,8	20,3	12,6	1,5	6,6	0,0	1,2	0,0	100,0
Maine-et-Loire	49,9	22,8	16,3	3,1	7,1	0,0	0,8	0,0	100,0
Mayenne	34,0	36,6	11,7	1,7	12,4	0,0	1,8	1,8	100,0
Sarthe	41,1	29,1	13,1	4,2	8,9	0,0	3,6	0,0	100,0
Vendée	41,8	29,3	15,1	3,1	6,0	0,4	1,8	2,4	100,0
Total Pays de Loire	50,1	24,3	13,9	2,4	7,3	0,1	1,5	0,4	100,0
Côtes-d'Armor	40,3	30,1	19,2	3,3	5,7	0,0	1,4	0,0	100,0
Finistère	50,1	23,5	10,6	2,9	10,4	0,0	2,5	0,0	100,0
Ille-et-Vilaine	53,6	20,5	6,3	4,5	10,9	0,0	3,0	1,3	100,0
Morbihan	45,8	28,9	11,5	4,2	7,6	0,0	2,1	0,0	100,0
Total Bretagne	48,6	24,9	10,9	3,7	9,1	0,0	2,4	0,4	100,0

Source : CNAF fichier VFDAS

Annexe 5b : Dépenses d'Action Sociale par fonction budgétaire en 2012 - France entière

En pourcentage

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagnement social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation de la vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Charente	43,9	24,4	10,2	9,2	9,8	0,0	2,5	0,0	100,0
Charente-Maritime (La Rochelle)	44,6	30,0	8,4	4,3	9,8	0,0	3,0	0,0	100,0
Deux-Sèvres	47,0	23,0	11,3	3,4	11,9	0,0	3,4	0,0	100,0
Vienne	52,4	28,1	8,3	1,4	7,7	0,0	2,1	0,0	100,0
Total Poitou Charentes	47,2	27,0	9,3	4,3	9,6	0,0	2,7	0,0	100,0
Dordogne	52,9	28,5	6,9	3,6	4,8	0,0	2,8	0,6	100,0
Gironde	57,6	25,4	4,7	3,3	6,3	0,0	2,1	0,6	100,0
Landes	53,7	29,6	8,2	2,9	3,5	0,0	2,0	0,0	100,0
Lot-et-Garonne	48,0	29,8	6,6	5,2	3,5	0,1	2,0	4,8	100,0
Pyrénées-Atlantiques	127,1	36,7	16,4	3,4	10,4	0,0	6,1	0,0	200,0
Total Aquitaine	57,2	24,9	6,1	3,2	5,4	0,0	2,4	0,8	100,0
Ariège	58,8	28,2	3,5	3,2	5,2	0,0	1,0	0,0	100,0
Aveyron	55,4	18,9	3,1	3,6	10,4	0,0	8,6	0,0	100,0
Haute-Garonne	58,5	30,9	3,2	1,5	4,7	0,0	1,0	0,3	100,0
Gers	40,0	45,3	7,0	1,8	4,6	0,0	1,4	0,0	100,0
Lot	65,6	20,4	1,9	1,5	8,8	0,0	1,7	0,0	100,0
Hautes-Pyrénées	49,5	27,6	12,1	2,6	5,3	0,0	2,8	0,0	100,0
Tarn	55,7	25,6	3,4	4,1	8,1	1,0	1,2	1,0	100,0
Tarn-et-Garonne	49,9	28,6	8,9	3,5	4,0	0,0	3,3	1,8	100,0
Total Midi Pyrénées	56,4	29,6	4,2	2,2	5,5	0,1	1,7	0,4	100,0
Corrèze	64,4	18,2	7,8	2,5	4,1	0,0	3,1	0,0	100,0
Creuse	48,1	21,6	13,1	2,4	12,4	0,0	2,2	0,3	100,0
Haute-Vienne	58,7	22,7	9,7	2,4	4,0	0,0	2,6	0,0	100,0
Total Limousin	59,1	21,1	9,5	2,4	5,1	0,0	2,7	0,0	100,0
Ain	52,9	20,7	11,0	3,4	10,9	0,0	1,1	0,0	100,0
Ardèche	59,7	16,3	11,0	1,8	10,0	0,0	1,2	0,0	100,0
Drôme	60,5	16,1	11,7	3,2	6,3	0,0	2,2	0,0	100,0
Isère	58,7	18,8	8,6	1,9	9,1	0,0	1,4	1,4	100,0
Loire	51,7	22,2	12,6	2,3	9,9	0,0	1,2	0,0	100,0
Rhône	64,1	13,0	6,1	2,2	13,7	0,0	0,9	0,0	100,0
Savoie	58,0	19,9	9,9	1,6	8,4	0,0	1,3	0,9	100,0
Haute-Savoie	65,5	17,4	9,6	2,9	3,1	0,6	0,9	0,0	100,0
Total Rhône Alpes	60,1	17,0	8,9	2,3	10,1	0,1	1,2	0,3	100,0

Source : CNAF fichier VFDAS

Annexe 5b : Dépenses d'Action Sociale par fonction budgétaire en 2012 - France entière

En pourcentage

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagnement social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation de la vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Allier	40,1	33,1	7,6	7,0	8,4	1,1	2,7	0,0	100,0
Cantal	40,9	22,7	15,9	4,6	13,1	0,0	2,8	0,0	100,0
Haute-Loire	57,7	21,8	11,8	3,6	4,1	0,0	1,1	0,0	100,0
Puy-de-Dôme	50,6	28,1	13,7	2,5	4,1	0,0	1,0	0,0	100,0
Total Auvergne	49,2	27,5	12,2	3,8	5,6	0,2	1,5	0,0	100,0
Aude	51,0	27,7	8,5	6,5	4,7	0,2	1,4	0,0	100,0
Gard	65,5	18,5	6,6	1,1	5,4	0,0	1,2	1,6	100,0
Hérault	61,3	23,3	5,2	2,1	4,2	0,2	2,3	1,3	100,0
Lozère	70,7	11,3	7,4	1,6	7,3	0,0	1,6	0,0	100,0
Pyénées-Orientales	49,5	34,6	6,4	4,4	2,8	0,4	1,6	0,4	100,0
Total Languedoc Roussillon	59,4	24,2	6,2	2,7	4,4	0,2	1,8	1,0	100,0
Alpes-Hte-Provence	61,5	22,3	8,9	2,1	2,7	0,7	1,7	0,0	100,0
Hautes-Alpes	60,5	15,0	6,2	1,6	13,5	0,0	2,3	0,9	100,0
Alpes-Maritimes	64,4	23,2	7,3	1,0	2,3	0,4	1,4	0,0	100,0
Bouches-du-Rhône	68,6	11,3	10,2	0,7	6,0	0,0	1,6	1,5	100,0
Var	65,3	21,9	4,6	2,2	2,5	0,8	1,3	1,4	100,0
Vaucluse	61,3	20,7	8,8	1,8	6,1	0,0	1,2	0,0	100,0
Total Provence Alpes Côte d'Azur	65,7	17,6	8,2	1,3	4,6	0,3	1,5	0,9	100,0
Corse du Sud	80,0	13,2	0,6	0,4	3,9	0,0	1,9	0,0	100,0
Haute-Corse	59,0	22,2	6,4	1,3	8,9	0,0	1,7	0,5	100,0
Total Corse	69,5	17,7	3,5	0,8	6,4	0,0	1,8	0,2	100,0
Caisse Nationale Maritime(1)	42,0	27,8	21,8	3,3	0,7	2,3	2,1	0,0	100,0
TOTAL METROPOLE	57,5	21,7	9,1	2,9	6,7	0,1	1,7	0,4	100,0
Guadeloupe	66,1	10,7	3,9	3,1	1,7	0,0	0,7	13,7	100,0
Guyane	44,4	23,9	11,6	9,3	6,7	0,0	4,1	0,0	100,0
Martinique	64,4	3,0	14,0	16,3	0,2	1,1	0,9	0,0	100,0
Réunion	56,3	12,8	6,3	16,4	3,4	0,0	4,8	0,0	100,0
TOTAL DOM	55,8	14,4	7,8	12,2	3,6	0,1	3,6	2,5	100,0
TOTAL GENERAL	57,4	21,4	9,0	3,2	6,6	0,1	1,8	0,5	100,0

Source : CNAF fichier VFDAS

(1) Le 1er janvier 2002, les caisses nationales d'allocations familiales de la pêche maritime et des marins du commerce ont fusionné et portent désormais le nom de caisse maritime d'allocations familiales dont le siège social est situé à La Rochelle.

Annexe 5c : Ventilation des dépenses d'Action Sociale selon le destinataire de la dépense en 2012

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	destinataire de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	aides aux familles		aides aux partenaires		services Caf		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Paris	6 788 527,9	2,6	241 483 839,2	91,9	14 564 077,7	5,5	262 836 444,8	100,0
Seine-et-Marne	10 088 503,9	10,3	80 309 719,8	81,8	7 765 067,7	7,9	98 163 291,4	100,0
Yvelines	7 273 807,8	5,6	110 329 585,6	85,6	11 319 154,7	8,8	128 922 548,1	100,0
Essonne	6 852 063,2	7,2	79 551 788,5	83,3	9 104 210,3	9,5	95 508 061,9	100,0
Hauts-de-Seine	6 767 377,7	3,8	159 111 351,8	90,1	10 788 267,1	6,1	176 666 996,6	100,0
Seine-Saint-Denis	11 460 763,3	6,8	142 812 371,5	84,2	15 270 073,7	9,0	169 543 208,5	100,0
Val-de-Marne	7 293 990,0	4,7	136 764 333,3	88,3	10 912 150,8	7,0	154 970 474,1	100,0
Val-d'Oise	5 845 679,1	5,9	82 658 728,9	82,8	11 377 816,2	11,4	99 882 224,2	100,0
Total Ile de France	62 370 712,8	5,3	1 033 021 718,6	87,1	91 100 818,1	7,7	1 186 493 249,5	100,0
Ardennes	2 315 600,9	15,4	10 824 004,2	72,0	1 895 903,3	12,6	15 035 508,5	100,0
Aube	2 163 462,3	13,6	12 474 201,7	78,6	1 228 173,4	7,7	15 865 837,4	100,0
Marne	2 816 226,6	9,1	25 442 054,6	81,9	2 797 390,6	9,0	31 055 671,8	100,0
Haute-Marne	1 005 626,1	10,8	6 674 095,3	71,9	1 609 039,0	17,3	9 288 760,3	100,0
Total Champagne Ardennes	8 300 915,9	11,7	55 414 355,8	77,8	7 530 506,3	10,6	71 245 778,0	100,0
Aisne	3 541 201,1	15,1	16 301 084,0	69,3	3 669 959,7	15,6	23 512 244,8	100,0
Oise	6 316 780,8	12,7	40 188 334,4	80,7	3 301 049,2	6,6	49 806 164,4	100,0
Somme	6 565 108,3	16,8	28 220 313,6	72,3	4 270 565,1	10,9	39 055 987,0	100,0
Total Picardie	16 423 090,3	14,6	84 709 731,9	75,4	11 241 574,0	10,0	112 374 396,2	100,0
Eure	1 359 971,4	3,7	31 278 992,0	85,1	4 108 236,8	11,2	36 747 200,1	100,0
Seine-Maritime	4 953 121,6	6,4	61 402 045,6	79,7	10 668 243,6	13,9	77 023 410,8	100,0
Total Haute Normandie	6 313 093,0	5,5	92 681 037,6	81,5	14 776 480,3	13,0	113 770 610,9	100,0
Cher	813 353,2	4,9	13 906 770,8	83,1	2 014 457,5	12,0	16 734 581,5	100,0
Eure-et-Loir	1 666 624,7	6,6	20 093 824,0	79,2	3 621 299,7	14,3	25 381 748,4	100,0
Indre	704 478,8	6,2	7 619 564,6	67,5	2 963 723,4	26,3	11 287 766,7	100,0
Touraine	3 213 866,7	8,1	33 209 477,9	83,9	3 153 680,8	8,0	39 577 025,3	100,0
Loir-et-Cher	1 416 265,6	7,9	13 394 964,9	74,8	3 099 104,7	17,3	17 910 335,2	100,0
Loiret	4 722 657,6	11,6	30 207 338,8	73,9	5 932 323,4	14,5	40 862 319,9	100,0
Total Centre	12 537 246,5	8,3	118 431 941,0	78,0	20 784 589,5	13,7	151 753 777,0	100,0
Calvados	3 625 879,7	9,3	26 738 264,2	68,3	8 783 355,0	22,4	39 147 499,0	100,0
Manche	3 148 611,7	11,3	19 971 203,4	71,8	4 711 979,7	16,9	27 831 794,8	100,0
Orne	2 141 152,6	16,3	8 547 023,1	65,0	2 451 052,0	18,7	13 139 227,7	100,0
Total Basse Normandie	8 915 644,0	11,1	55 256 490,7	69,0	15 946 386,8	19,9	80 118 521,5	100,0

Source : CNAF fichier VFDAS

Annexe 5c : Ventilation des dépenses d'Action Sociale selon le destinataire de la dépense en 2012

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	destinataire de la dépense						total dépenses	
	aides aux familles		aides aux partenaires		services Caf		d'action sociale	
	euros	%	euros	%	euros	%	euros	%
Côte d'Or	1 725 528,1	4,2	33 713 730,9	81,2	6 076 103,2	14,6	41 515 362,2	100,0
Nièvre	898 752,4	6,5	11 462 016,8	83,3	1 394 502,5	10,1	13 755 271,7	100,0
Saône-et-Loire	4 895 231,2	16,1	22 539 636,4	74,2	2 927 932,4	9,6	30 362 800,1	100,0
Yonne	960 741,6	4,7	16 473 118,4	80,7	2 981 962,3	14,6	20 415 822,3	100,0
Total Bourgogne	8 480 253,3	8,0	84 188 502,5	79,4	13 380 500,5	12,6	106 049 256,2	100,0
Nord	16 231 315,8	8,2	165 054 049,6	82,9	17 783 156,0	8,9	199 068 521,5	100,0
Pas-de-Calais	18 443 396,1	18,9	68 608 684,4	70,4	10 449 094,0	10,7	97 501 174,5	100,0
Total Nord Pas de Calais	34 674 711,9	11,7	233 662 734,0	78,8	28 232 250,0	9,5	296 569 696,0	100,0
Meurthe-et-Moselle	3 837 189,8	7,9	40 334 505,2	82,8	4 516 260,4	9,3	48 687 955,5	100,0
Meuse	1 144 323,1	10,2	9 186 536,0	81,8	899 184,2	8,0	11 230 043,3	100,0
Moselle	6 750 929,7	10,0	55 362 542,7	81,7	5 653 965,2	8,3	67 767 437,5	100,0
Vosges	2 909 028,2	12,2	17 298 743,9	72,5	3 641 463,5	15,3	23 849 235,5	100,0
Total Lorraine	14 641 470,8	9,7	122 182 327,8	80,6	14 710 873,3	9,7	151 534 671,9	100,0
Bas-Rhin	6 115 222,8	6,5	85 453 481,3	90,3	3 113 942,5	3,3	94 682 646,6	100,0
Haut-Rhin	4 878 205,8	7,3	60 406 344,2	89,8	1 974 260,6	2,9	67 258 810,6	100,0
Total Alsace	10 993 428,6	6,8	145 859 825,5	90,1	5 088 203,0	3,1	161 941 457,1	100,0
Doubs	4 111 299,6	11,1	29 394 646,7	79,4	3 509 735,9	9,5	37 015 682,2	100,0
Jura	998 395,0	6,4	13 188 672,2	84,9	1 341 793,9	8,6	15 528 861,2	100,0
Haute-Saône	1 981 619,5	12,1	12 997 639,3	79,6	1 348 255,9	8,3	16 327 514,7	100,0
Territoire-de-Belfort	1 198 433,0	10,6	8 881 076,3	78,9	1 176 020,3	10,4	11 255 529,6	100,0
Total Franche Comté	8 289 747,0	10,3	64 462 034,5	80,4	7 375 806,1	9,2	80 127 587,6	100,0
Loire-Atlantique	7 660 787,0	7,2	88 934 944,6	83,5	9 932 576,1	9,3	106 528 307,7	100,0
Maine-et-Loire	4 765 358,0	7,5	51 470 372,3	80,7	7 559 200,2	11,8	63 794 930,4	100,0
Mayenne	1 744 980,8	10,4	13 622 289,4	81,0	1 440 215,4	8,6	16 807 485,6	100,0
Sarthe	4 147 789,5	14,3	19 724 795,9	67,9	5 195 136,5	17,9	29 067 721,9	100,0
Vendée	3 946 411,6	11,6	26 397 710,3	77,6	3 668 290,2	10,8	34 012 412,1	100,0
Total Pays de Loire	22 265 326,9	8,9	200 150 112,5	80,0	27 795 418,3	11,1	250 210 857,7	100,0
Côtes-d'Armor	3 208 297,3	10,1	23 495 515,3	73,9	5 094 367,0	16,0	31 798 179,6	100,0
Finistère	1 917 401,5	3,4	46 283 926,0	81,0	8 951 157,9	15,7	57 152 485,4	100,0
Ille-et-Vilaine	3 387 237,4	5,7	49 179 607,8	82,7	6 890 041,8	11,6	59 456 887,0	100,0
Morbihan	3 787 065,9	8,2	36 708 539,8	79,7	5 589 900,2	12,1	46 085 505,8	100,0
Total Bretagne	12 300 002,1	6,3	155 667 588,9	80,0	26 525 466,9	13,6	194 493 057,8	100,0

Source : CNAF fichier VFDAS

Annexe 5c : Ventilation des dépenses d'Action Sociale selon le destinataire de la dépense en 2012

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	destinataire de la dépense						total dépenses	
	aides aux familles		aides aux partenaires		services Caf		d'action sociale	
	euros	%	euros	%	euros	%	euros	%
Charente	1 568 779,1	7,3	17 498 255,1	81,0	2 529 199,9	11,7	21 596 234,1	100,0
Charente-Maritime (La Rochelle)	2 853 429,5	8,3	28 572 900,9	83,3	2 875 091,3	8,4	34 301 421,8	100,0
Deux-Sèvres	1 603 930,1	8,0	16 197 425,3	80,6	2 296 787,0	11,4	20 098 142,4	100,0
Vienne	1 359 080,6	4,3	28 576 390,7	91,1	1 421 631,4	4,5	31 357 102,7	100,0
Total Poitou Charentes	7 385 219,3	6,9	90 844 972,0	84,6	9 122 709,7	8,5	107 352 901,0	100,0
Dordogne	1 983 449,7	8,5	19 422 506,3	83,5	1 844 807,1	7,9	23 250 763,2	100,0
Gironde	6 476 496,2	5,0	111 851 442,3	87,2	9 932 046,4	7,7	128 259 984,9	100,0
Landes	1 539 080,7	7,9	16 196 211,2	83,0	1 776 553,6	9,1	19 511 845,4	100,0
Lot-et-Garonne	2 247 266,7	9,7	19 447 209,6	84,2	1 393 323,7	6,0	23 087 800,0	100,0
Pyrénées-Atlantiques	2 230 282,2	8,9	43 247 052,8	171,6	4 986 807,7	19,5	50 464 142,7	200,0
Total Aquitaine	14 476 575,6	5,9	210 164 422,3	85,9	19 933 538,5	8,2	244 574 536,3	100,0
Ariège	695 883,6	5,2	11 346 311,6	84,9	1 317 467,0	9,9	13 359 662,2	100,0
Aveyron	628 488,5	4,2	11 626 831,5	78,2	2 611 989,6	17,6	14 867 309,6	100,0
Haute-Garonne	6 471 269,3	3,9	154 409 324,7	92,0	6 985 121,7	4,2	167 865 715,7	100,0
Gers	588 582,8	4,5	11 497 159,3	87,1	1 114 393,3	8,4	13 200 135,4	100,0
Lot	332 116,3	3,9	7 728 655,7	90,6	470 115,5	5,5	8 530 887,5	100,0
Hautes-Pyrénées	535 930,5	4,3	9 277 543,2	75,2	2 530 926,7	20,5	12 344 400,4	100,0
Tarn	2 730 529,7	9,1	24 081 692,7	80,4	3 151 045,5	10,5	29 963 267,8	100,0
Tarn-et-Garonne	1 706 236,5	9,4	14 756 504,7	81,0	1 757 437,9	9,6	18 220 179,0	100,0
Total Midi Pyrénées	13 689 037,0	4,9	244 724 023,4	87,9	19 938 497,1	7,2	278 351 557,6	100,0
Corrèze	448 235,4	3,8	10 460 142,2	87,7	1 016 533,7	8,5	11 924 911,3	100,0
Creuse	202 248,2	4,2	4 024 397,1	83,0	622 528,5	12,8	4 849 173,8	100,0
Haute-Vienne	2 006 857,5	9,4	17 582 052,1	82,4	1 752 945,3	8,2	21 341 854,9	100,0
Total Limousin	2 657 341,0	7,0	32 066 591,4	84,1	3 392 007,5	8,9	38 115 939,9	100,0
Ain	4 749 267,8	12,7	28 311 373,5	75,6	4 398 609,7	11,7	37 459 251,0	100,0
Ardèche	2 007 051,6	9,8	16 480 834,5	80,8	1 900 396,3	9,3	20 388 282,4	100,0
Drôme	2 594 538,5	7,9	26 480 420,5	80,5	3 827 920,5	11,6	32 902 879,5	100,0
Isère	6 684 830,9	6,7	82 222 349,5	82,2	11 151 680,3	11,1	100 058 860,7	100,0
Loire	3 327 303,0	5,4	50 313 771,1	82,3	7 468 423,4	12,2	61 109 497,5	100,0
Rhône	11 773 486,0	6,7	147 517 803,5	83,9	16 509 061,1	9,4	175 800 350,6	100,0
Savoie	1 754 481,8	5,3	27 993 624,4	83,9	3 621 175,9	10,9	33 369 282,0	100,0
Haute-Savoie	5 051 098,4	9,4	45 531 713,1	84,5	3 313 265,4	6,1	53 896 077,0	100,0
Total Rhône Alpes	37 942 057,9	7,4	424 851 890,1	82,5	52 190 532,7	10,1	514 984 480,6	100,0

Source : CNAF fichier VFDAS

Annexe 5c : Ventilation des dépenses d'Action Sociale selon le destinataire de la dépense en 2012

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	destinataire de la dépense						total dépenses	
	aides aux familles		aides aux partenaires		services Caf		d'action sociale	
	euros	%	euros	%	euros	%	euros	%
Allier	3 008 283,5	18,9	11 470 326,1	72,1	1 437 959,3	9,0	15 916 568,9	100,0
Cantal	356 356,4	6,8	4 206 202,2	80,5	660 082,0	12,6	5 222 640,5	100,0
Haute-Loire	665 532,1	4,2	13 236 496,6	84,3	1 800 130,6	11,5	15 702 159,3	100,0
Puy-de-Dôme	3 509 804,5	9,0	30 384 191,7	77,6	5 274 922,7	13,5	39 168 918,9	100,0
Total Auvergne	7 539 976,5	9,9	59 297 216,5	78,0	9 173 094,6	12,1	76 010 287,5	100,0
Aude	2 462 368,6	9,2	22 085 278,6	82,8	2 138 271,1	8,0	26 685 918,3	100,0
Gard	2 369 903,7	4,0	50 643 749,3	85,3	6 328 681,2	10,7	59 342 334,2	100,0
Hérault	4 835 140,7	5,5	77 207 860,1	87,3	6 394 273,0	7,2	88 437 273,9	100,0
Lozère	196 282,3	4,9	3 440 293,9	85,5	385 799,8	9,6	4 022 376,0	100,0
Pyrénées-Orientales	2 895 522,9	8,0	31 280 631,6	86,1	2 172 472,4	6,0	36 348 626,8	100,0
Total Languedoc Roussillon	12 759 218,2	5,9	184 657 813,5	86,0	17 419 497,4	8,1	214 836 529,1	100,0
Alpes-Hte-Provence	1 102 915,0	8,8	10 717 266,2	85,1	766 383,3	6,1	12 586 564,5	100,0
Hautes-Alpes	622 156,2	6,5	8 064 481,2	83,7	950 812,9	9,9	9 637 450,3	100,0
Alpes-Maritimes	3 655 585,0	3,9	83 577 189,9	88,1	7 670 831,9	8,1	94 903 606,8	100,0
Bouches-du-Rhône	9 409 066,2	5,5	147 673 144,3	85,9	14 877 662,3	8,7	171 959 872,8	100,0
Var	3 089 414,8	3,7	72 170 356,4	86,8	7 883 693,2	9,5	83 143 464,5	100,0
Vaucluse	2 356 621,4	4,8	41 910 138,6	85,0	5 018 892,2	10,2	49 285 652,2	100,0
Total Provence Alpes Côte d'Azur	20 235 758,5	4,8	364 112 576,6	86,4	37 168 275,9	8,8	421 516 611,0	100,0
Corse du Sud	30 495,2	0,4	6 948 533,6	83,5	1 346 126,5	16,2	8 325 155,2	100,0
Haute-Corse	238 319,7	2,9	6 671 900,5	81,0	1 330 571,7	16,1	8 240 791,9	100,0
Total Corse	268 814,9	1,6	13 620 434,0	82,2	2 676 698,2	16,2	16 565 947,2	100,0
Caisse Nationale Maritime	351 868,2	14,8	1 955 631,0	82,3	67 536,8	2,8	2 375 036,0	100,0
TOTAL METROPOLE	343 811 510,1	7,1	4 071 983 972,2	83,6	455 571 261,4	9,4	4 871 366 743,7	100,0
Guadeloupe	1 113 529,6	3,5	26 280 556,8	82,5	4 466 655,5	14,0	31 860 741,9	100,0
Guyane	5 820 435,4	13,4	33 873 794,8	78,0	3 712 384,4	8,6	43 406 614,5	100,0
Martinique	594 499,6	4,2	11 222 889,8	79,8	2 243 634,0	16,0	14 061 023,4	100,0
Réunion	5 033 577,4	5,9	70 916 100,0	82,5	9 960 642,2	11,6	85 910 319,6	100,0
TOTAL DOM	12 562 042,0	7,2	142 293 341,4	81,2	20 383 316,1	11,6	175 238 699,4	100,0
TOTAL GENERAL	356 373 552,1	7,1	4 214 277 313,6	83,5	475 954 577,4	9,4	5 046 605 443,1	100,0

Source : CNAF fichier VFDAS

Annexe 5d : Ventilation des dépenses d'Action Sociale selon la nature de la dépense en 2012

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	nature de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	aides financières		fonctionnement		investissement		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Paris	6 788 527,9	2,6	223 014 851,1	84,8	33 033 065,9	12,6	262 836 444,8	100,0
Seine-et-Marne	10 088 503,9	10,3	77 615 858,8	79,1	10 458 928,6	10,7	98 163 291,4	100,0
Yvelines	7 273 807,8	5,6	105 932 025,7	82,2	15 716 714,6	12,2	128 922 548,1	100,0
Essonne	6 852 063,2	7,2	79 960 946,7	83,7	8 695 052,1	9,1	95 508 061,9	100,0
Hauts-de-Seine	6 767 377,7	3,8	148 760 584,9	84,2	21 139 034,0	12,0	176 666 996,6	100,0
Seine-Saint-Denis	11 460 763,3	6,8	126 210 525,3	74,4	31 871 919,9	18,8	169 543 208,5	100,0
Val-de-Marne	7 293 990,0	4,7	123 187 135,3	79,5	24 489 348,8	15,8	154 970 474,1	100,0
Val-d'Oise	5 845 679,1	5,9	85 261 354,7	85,4	8 775 190,5	8,8	99 882 224,2	100,0
Total Ile de France	62 370 712,8	5,3	969 943 282,3	81,7	154 179 254,4	13,0	1 186 493 249,5	100,0
Ardennes	2 315 600,9	15,4	11 236 982,0	74,7	1 482 925,6	9,9	15 035 508,5	100,0
Aube	2 163 462,3	13,6	12 539 744,2	79,0	1 162 630,9	7,3	15 865 837,4	100,0
Marne	2 816 226,6	9,1	25 348 055,0	81,6	2 891 390,2	9,3	31 055 671,8	100,0
Haute-Marne	1 005 626,1	10,8	6 412 853,3	69,0	1 870 281,0	20,1	9 288 760,3	100,0
Total Champagne Ardennes	8 300 915,9	11,7	55 537 634,5	78,0	7 407 227,6	10,4	71 245 778,0	100,0
Aisne	3 541 201,1	15,1	17 605 011,3	74,9	2 366 032,4	10,1	23 512 244,8	100,0
Oise	6 316 780,8	12,7	38 175 038,6	76,6	5 314 344,9	10,7	49 806 164,4	100,0
Somme	6 565 108,3	16,8	24 223 146,3	62,0	8 267 732,4	21,2	39 055 987,0	100,0
Total Picardie	16 423 090,3	14,6	80 003 196,2	71,2	15 948 109,7	14,2	112 374 396,2	100,0
Eure	1 359 971,4	3,7	31 047 231,4	84,5	4 339 997,3	11,8	36 747 200,1	100,0
Seine-Maritime	4 953 121,6	6,4	63 267 908,5	82,1	8 802 380,7	11,4	77 023 410,8	100,0
Total Haute Normandie	6 313 093,0	5,5	94 315 139,9	82,9	13 142 378,1	11,6	113 770 610,9	100,0
Cher	813 353,2	4,9	12 786 125,3	76,4	3 135 103,0	18,7	16 734 581,5	100,0
Eure-et-Loir	1 666 624,7	6,6	19 168 751,2	75,5	4 546 372,5	17,9	25 381 748,4	100,0
Indre	704 478,8	6,2	8 940 362,0	79,2	1 642 926,0	14,6	11 287 766,7	100,0
Touraine	3 213 866,7	8,1	31 587 140,0	79,8	4 776 018,7	12,1	39 577 025,3	100,0
Loir-et-Cher	1 416 265,6	7,9	13 516 521,2	75,5	2 977 548,4	16,6	17 910 335,2	100,0
Loiret	4 722 657,6	11,6	32 055 413,3	78,4	4 084 249,0	10,0	40 862 319,9	100,0
Total Centre	12 537 246,5	8,3	118 054 313,0	77,8	21 162 217,4	13,9	151 753 777,0	100,0
Calvados	3 625 879,7	9,3	31 597 298,3	80,7	3 924 321,0	10,0	39 147 499,0	100,0
Manche	3 148 611,7	11,3	21 413 934,8	76,9	3 269 248,3	11,7	27 831 794,8	100,0
Orne	2 141 152,6	16,3	10 128 260,5	77,1	869 814,6	6,6	13 139 227,7	100,0
Total Basse Normandie	8 915 644,0	11,1	63 139 493,6	78,8	8 063 383,9	10,1	80 118 521,5	100,0

Source : CNAF fichier VFDAS

Annexe 5d : Ventilation des dépenses d'Action Sociale selon la nature de la dépense en 2012

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	nature de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	aides financières		fonctionnement		investissement		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Côte d'Or	1 725 528,1	4,2	34 303 801,3	82,6	5 486 032,8	13,2	41 515 362,2	100,0
Nièvre	898 752,4	6,5	11 856 948,9	86,2	999 570,4	7,3	13 755 271,7	100,0
Saône-et-Loire	4 895 231,2	16,1	21 681 359,3	71,4	3 786 209,5	12,5	30 362 800,1	100,0
Yonne	960 741,6	4,7	16 351 183,3	80,1	3 103 897,4	15,2	20 415 822,3	100,0
Total Bourgogne	8 480 253,3	8,0	84 193 292,8	79,4	13 375 710,2	12,6	106 049 256,2	100,0
Nord	16 231 315,8	8,2	161 417 999,9	81,1	21 419 205,7	10,8	199 068 521,5	100,0
Pas-de-Calais	18 443 396,1	18,9	62 468 055,4	64,1	16 589 723,0	17,0	97 501 174,5	100,0
Total Nord Pas de Calais	34 674 711,9	11,7	223 886 055,3	75,5	38 008 928,7	12,8	296 569 696,0	100,0
Meurthe-et-Moselle	3 837 189,8	7,9	37 137 822,4	76,3	7 712 943,2	15,8	48 687 955,5	100,0
Meuse	1 144 323,1	10,2	7 716 284,7	68,7	2 369 435,6	21,1	11 230 043,3	100,0
Moselle	6 750 929,7	10,0	46 026 313,8	67,9	14 990 194,0	22,1	67 767 437,5	100,0
Vosges	2 909 028,2	12,2	19 005 902,1	79,7	1 934 305,3	8,1	23 849 235,5	100,0
Total Lorraine	14 641 470,8	9,7	109 886 323,0	72,5	27 006 878,1	17,8	151 534 671,9	100,0
Bas-Rhin	6 115 222,8	6,5	69 364 844,3	73,3	19 202 579,5	20,3	94 682 646,6	100,0
Haut-Rhin	4 878 205,8	7,3	56 992 551,7	84,7	5 388 053,1	8,0	67 258 810,6	100,0
Total Alsace	10 993 428,6	6,8	126 357 395,9	78,0	24 590 632,6	15,2	161 941 457,1	100,0
Doubs	4 111 299,6	11,1	28 725 364,2	77,6	4 179 018,4	11,3	37 015 682,2	100,0
Jura	998 395,0	6,4	13 107 703,8	84,4	1 422 762,4	9,2	15 528 861,2	100,0
Haute-Saône	1 981 619,5	12,1	12 006 361,6	73,5	2 339 533,7	14,3	16 327 514,7	100,0
Territoire-de-Belfort	1 198 433,0	10,6	9 048 140,8	80,4	1 008 955,8	9,0	11 255 529,6	100,0
Total Franche Comté	8 289 747,0	10,3	62 887 570,3	78,5	8 950 270,3	11,2	80 127 587,6	100,0
Loire-Atlantique	7 660 787,0	7,2	81 378 507,6	76,4	17 489 013,1	16,4	106 528 307,7	100,0
Maine-et-Loire	4 765 358,0	7,5	53 883 987,0	84,5	5 145 585,5	8,1	63 794 930,4	100,0
Mayenne	1 744 980,8	10,4	12 100 837,4	72,0	2 961 667,4	17,6	16 807 485,6	100,0
Sarthe	4 147 789,5	14,3	22 930 476,7	78,9	1 989 455,7	6,8	29 067 721,9	100,0
Vendée	3 946 411,6	11,6	23 098 069,4	67,9	6 967 931,1	20,5	34 012 412,1	100,0
Total Pays de Loire	22 265 326,9	8,9	193 391 878,0	77,3	34 553 652,8	13,8	250 210 857,7	100,0
Côtes-d'Armor	3 208 297,3	10,1	25 161 267,4	79,1	3 428 614,9	10,8	31 798 179,6	100,0
Finistère	1 917 401,5	3,4	50 571 885,6	88,5	4 663 198,2	8,2	57 152 485,4	100,0
Ille-et-Vilaine	3 387 237,4	5,7	48 074 487,0	80,9	7 995 162,6	13,4	59 456 887,0	100,0
Morbihan	3 787 065,9	8,2	36 477 035,2	79,2	5 821 404,8	12,6	46 085 505,8	100,0
Total Bretagne	12 300 002,1	6,3	160 284 675,2	82,4	21 908 380,5	11,3	194 493 057,8	100,0

Source : CNAF fichier VFDAS

Annexe 5d : Ventilation des dépenses d'Action Sociale selon la nature de la dépense en 2012

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	nature de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	aides financières		fonctionnement		investissement		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Charente	1 568 779,1	7,3	18 658 343,1	86,4	1 369 111,9	6,3	21 596 234,1	100,0
Charente-Maritime (La Rochelle)	2 853 429,5	8,3	29 160 814,2	85,0	2 287 178,0	6,7	34 301 421,8	100,0
Deux-Sèvres	1 603 930,1	8,0	14 857 336,1	73,9	3 636 876,3	18,1	20 098 142,4	100,0
Vienne	1 359 080,6	4,3	26 477 531,4	84,4	3 520 490,7	11,2	31 357 102,7	100,0
Total Poitou Charentes	7 385 219,3	6,9	89 154 024,8	83,0	10 813 656,9	10,1	107 352 901,0	100,0
Dordogne	1 983 449,7	8,5	17 854 539,8	76,8	3 412 773,7	14,7	23 250 763,2	100,0
Gironde	6 476 496,2	5,0	112 248 636,8	87,5	9 534 851,9	7,4	128 259 984,9	100,0
Landes	1 539 080,7	7,9	14 193 209,4	72,7	3 779 555,4	19,4	19 511 845,4	100,0
Lot-et-Garonne	2 247 266,7	9,7	16 297 039,1	70,6	4 543 494,2	19,7	23 087 800,0	100,0
Pyrénées-Atlantiques	2 230 282,2	8,9	39 688 269,3	157,4	8 545 591,1	33,8	50 464 142,7	200,0
Total Aquitaine	14 476 575,6	5,9	200 281 694,4	81,9	29 816 266,3	12,2	244 574 536,3	100,0
Ariège	695 883,6	5,2	11 441 924,7	85,6	1 221 853,9	9,1	13 359 662,2	100,0
Aveyron	628 488,5	4,2	12 595 535,7	84,7	1 643 285,4	11,1	14 867 309,6	100,0
Haute-Garonne	6 471 269,3	3,9	134 814 027,7	80,3	26 580 418,8	15,8	167 865 715,7	100,0
Gers	588 582,8	4,5	11 652 292,7	88,3	959 259,9	7,3	13 200 135,4	100,0
Lot	332 116,3	3,9	7 206 949,7	84,5	991 821,5	11,6	8 530 887,5	100,0
Hautes-Pyrénées	535 930,5	4,3	11 110 820,6	90,0	697 649,3	5,7	12 344 400,4	100,0
Tarn	2 730 529,7	9,1	24 729 755,1	82,5	2 502 983,0	8,4	29 963 267,8	100,0
Tarn-et-Garonne	1 706 236,5	9,4	14 111 067,9	77,4	2 402 874,6	13,2	18 220 179,0	100,0
Total Midi Pyrénées	13 689 037,0	4,9	227 662 374,1	81,8	37 000 146,5	13,3	278 351 557,6	100,0
Corrèze	448 235,4	3,8	10 466 997,3	87,8	1 009 678,6	8,5	11 924 911,3	100,0
Creuse	202 248,2	4,2	4 151 899,3	85,6	495 026,3	10,2	4 849 173,8	100,0
Haute-Vienne	2 006 857,5	9,4	17 588 458,9	82,4	1 746 538,5	8,2	21 341 854,9	100,0
Total Limousin	2 657 341,0	7,0	32 207 355,5	84,5	3 251 243,4	8,5	38 115 939,9	100,0
Ain	4 749 267,8	12,7	27 929 257,3	74,6	4 780 725,9	12,8	37 459 251,0	100,0
Ardèche	2 007 051,6	9,8	16 422 800,3	80,6	1 958 430,5	9,6	20 388 282,4	100,0
Drôme	2 594 538,5	7,9	26 593 447,0	80,8	3 714 894,1	11,3	32 902 879,5	100,0
Isère	6 684 830,9	6,7	84 525 030,7	84,5	8 848 999,1	8,8	100 058 860,7	100,0
Loire	3 327 303,0	5,4	52 639 334,0	86,1	5 142 860,5	8,4	61 109 497,5	100,0
Rhône	11 773 486,0	6,7	142 963 230,6	81,3	21 063 634,0	12,0	175 800 350,6	100,0
Savoie	1 754 481,8	5,3	26 421 458,3	79,2	5 193 342,0	15,6	33 369 282,0	100,0
Haute-Savoie	5 051 098,4	9,4	42 060 148,7	78,0	6 784 829,9	12,6	53 896 077,0	100,0
Total Rhône Alpes	37 942 057,9	7,4	419 554 706,9	81,5	57 487 715,9	11,2	514 984 480,6	100,0

Source : CNAF fichier VFDAS

Annexe 5d : Ventilation des dépenses d'Action Sociale selon la nature de la dépense en 2012

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	nature de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	aides financières		fonctionnement		investissement		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Allier	3 008 283,5	18,9	11 719 082,5	73,6	1 189 202,9	7,5	15 916 568,9	100,0
Cantal	356 356,4	6,8	4 589 622,7	87,9	276 661,5	5,3	5 222 640,5	100,0
Haute-Loire	665 532,1	4,2	13 456 283,5	85,7	1 580 343,7	10,1	15 702 159,3	100,0
Puy-de-Dôme	3 509 804,5	9,0	29 634 280,7	75,7	6 024 833,6	15,4	39 168 918,9	100,0
Total Auvergne	7 539 976,5	9,9	59 399 269,4	78,1	9 071 041,7	11,9	76 010 287,5	100,0
Aude	2 462 368,6	9,2	19 652 332,0	73,6	4 571 217,7	17,1	26 685 918,3	100,0
Gard	2 369 903,7	4,0	52 490 795,9	88,5	4 481 634,5	7,6	59 342 334,2	100,0
Hérault	4 835 140,7	5,5	74 569 334,4	84,3	9 032 798,8	10,2	88 437 273,9	100,0
Lozère	196 282,3	4,9	3 023 504,0	75,2	802 589,7	20,0	4 022 376,0	100,0
Pyrénées-Orientales	2 895 522,9	8,0	28 422 643,2	78,2	5 030 460,8	13,8	36 348 626,8	100,0
Total Languedoc Roussillon	12 759 218,2	5,9	178 158 609,5	82,9	23 918 701,4	11,1	214 836 529,1	100,0
Alpes-Hte-Provence	1 102 915,0	8,8	10 496 826,6	83,4	986 822,9	7,8	12 586 564,5	100,0
Hautes-Alpes	622 156,2	6,5	8 165 677,8	84,7	849 616,3	8,8	9 637 450,3	100,0
Alpes-Maritimes	3 655 585,0	3,9	79 944 879,7	84,2	11 303 142,2	11,9	94 903 606,8	100,0
Bouches-du-Rhône	9 409 066,2	5,5	150 907 303,2	87,8	11 643 503,4	6,8	171 959 872,8	100,0
Var	3 089 414,8	3,7	73 522 851,7	88,4	6 531 198,0	7,9	83 143 464,5	100,0
Vaucluse	2 356 621,4	4,8	41 680 269,2	84,6	5 248 761,6	10,6	49 285 652,2	100,0
Total Provence Alpes Côte d'Azur	20 235 758,5	4,8	364 717 808,1	86,5	36 563 044,4	8,7	421 516 611,0	100,0
Corse du Sud	30 495,2	0,4	7 863 748,9	94,5	430 911,2	5,2	8 325 155,2	100,0
Haute-Corse	238 319,7	2,9	7 362 631,9	89,3	639 840,3	7,8	8 240 791,9	100,0
Total Corse	268 814,9	1,6	15 226 380,7	91,9	1 070 751,5	6,5	16 565 947,2	100,0
Caisse Nationale Maritime	351 868,2	14,8	1 820 748,7	76,7	202 419,1	8,5	2 375 036,0	100,0
TOTAL METROPOLE	343 811 510,1	7,1	3 930 063 222,0	80,7	597 492 011,5	12,3	4 871 366 743,7	100,0
Guadeloupe	1 113 529,6	3,5	23 370 151,6	73,4	7 377 060,8	23,2	31 860 741,9	100,0
Guyane	5 820 435,4	13,4	31 594 266,8	72,8	5 991 912,4	13,8	43 406 614,5	100,0
Martinique	594 499,6	4,2	10 191 673,2	72,5	3 274 850,6	23,3	14 061 023,4	100,0
Réunion	5 033 577,4	5,9	45 171 970,6	52,6	35 704 771,6	41,6	85 910 319,6	100,0
TOTAL DOM	12 562 042,0	7,2	110 328 062,1	63,0	52 348 595,4	29,9	175 238 699,4	100,0
TOTAL GENERAL	356 373 552,1	7,1	4 040 391 284,1	80,1	649 840 606,9	12,9	5 046 605 443,1	100,0

Source : CNAF fichier VFDAS

A N N E X E 6

Les Bénéficiaires potentiels d'Action Sociale au 31 décembre 2012

Il s'agit d'un nombre de bénéficiaires théoriques,
par Caf, et dont la définition est rappelée page 123

Bénéficiaires potentiels d'Action Sociale au 31/12/2012 (1)

Nom CAF	Code Caf	Nombre de bénéficiaires potentiels de prestations de solidarité	Nombre de bénéficiaires potentiels de prestations de logement	Nombre de bénéficiaires potentiels de prestations de famille	Nombre de bénéficiaires potentiels
AIN	01080	8 613	12 532	41 099	62 244
AISNE	02084	15 686	13 159	28 280	57 125
ALLIER	03080	8 052	5 647	16 461	30 160
ALPES DE HAUTE PROVENCE	04080	3 557	3 655	7 878	15 090
HAUTES-ALPES	05080	2 369	2 908	7 927	13 204
ALPES MARITIMES	06080	23 242	22 282	55 120	100 644
ARDECHE	07084	5 669	6 922	18 770	31 361
ARDENNES	08080	8 204	6 707	14 115	29 026
ARIEGE	09080	3 744	3 068	7 157	13 969
AUBE	10080	7 626	6 819	15 356	29 801
AUDE	11080	11 146	7 952	15 801	34 899
AVEYRON	12080	3 425	4 510	14 159	22 094
BOUCHE DU RHONE	13080	61 841	42 891	107 415	212 147
CALVADOS	14080	13 471	14 753	41 648	69 872
CANTAL	15080	2 055	2 088	6 955	11 098
CHARENTE	16080	8 511	6 081	17 509	32 101
CHARENTE MARITIME	17080	13 321	11 656	32 202	57 179
CAISSE MARITIME D'AF	17081	276	589	4 007	4 872
CHER	18080	7 268	5 480	15 926	28 674
CORREZE	19080	3 594	4 055	12 091	19 740
CORSE DU SUD	20080	2 413	2 940	6 723	12 076
HAUTE CORSE	20081	3 117	3 793	7 099	14 009
COTE D'OR	21080	8 305	9 599	30 887	48 791
COTE D'ARMOR	22080	9 506	9 983	34 605	54 094
CREUSE	23080	2 148	1 572	4 966	8 686
DORDOGNE	24080	7 958	7 268	18 585	33 811
DOUBS	25084	11 400	10 701	30 592	52 693
DROME	26080	10 224	12 293	29 315	51 832
EURE	27080	12 687	13 633	39 901	66 221
EURE ET LOIR	28080	7 681	9 093	28 751	45 525
FINISTERE	29084	14 842	15 129	55 831	85 802
GARD	30080	21 369	17 307	36 911	75 587
HAUTE-GARONNE	31080	25 649	25 045	78 823	129 517
GERS	32080	3 166	2 907	9 549	15 622
GIRONDE	33080	31 419	28 461	87 821	147 701
HERAULT	34084	30 861	25 660	54 714	111 235
ILLE ET VILAINE	35080	16 280	18 392	71 751	106 423
INDRE	36080	4 576	4 027	11 270	19 873
INDRE ET LOIRE	37080	10 917	11 024	36 011	57 952
ISERE	38084	20 715	27 091	87 930	135 736
JURA	39080	4 362	5 144	15 480	24 986

Bénéficiaires potentiels d'Action Sociale au 31/12/2012 (1)

Nom CAF	Code Caf	Nombre de bénéficiaires potentiels de prestations de solidarité	Nombre de bénéficiaires potentiels de prestations de logement	Nombre de bénéficiaires potentiels de prestations de famille	Nombre de bénéficiaires potentiels
LANDES	40080	6 603	6 694	20 688	33 985
LOIR ET CHER	41080	6 013	6 386	19 436	31 835
LOIRE	42084	15 436	17 266	45 181	77 883
HAUTE-LOIRE	43080	3 557	4 167	13 676	21 400
LOIRE ATLANTIQUE	44080	23 748	24 353	94 444	142 545
LOIRET	45080	13 601	14 918	41 093	69 612
LOT	46080	2 988	2 785	8 127	13 900
LOT ET GARONNE	47080	7 483	6 152	14 950	28 585
LOZERE	48080	932	1 163	4 015	6 110
MAINE ET LOIRE	49084	13 830	16 316	52 260	82 406
MANCHE	50080	8 706	9 473	27 933	46 112
MARNE	51280	11 459	12 422	30 225	54 106
HAUTE -MARNE	52080	3 889	3 549	9 205	16 643
MAYENNE	53080	4 217	5 553	20 268	30 038
MEURTHE ET MOSELLE	54080	16 134	14 578	37 657	68 369
MEUSE	55080	4 245	3 898	10 012	18 155
MORBIHAN	56080	11 510	13 156	45 028	69 694
MOSELLE	57080	21 694	21 403	50 302	93 399
NIEVRE	58080	5 042	3 405	9 453	17 900
NORD	59084	88 835	61 717	144 654	295 206
OISE	60084	17 643	18 680	53 748	90 071
ORNE	61080	5 888	5 747	15 055	26 690
PAS DE CALAIS	62084	47 266	39 388	78 955	165 609
PUY DE DOME	63080	11 791	11 761	36 243	59 795
BAYONNE	64180	5 400	5 267	17 713	28 380
PAU	64080	6 781	6 450	21 423	34 654
HAUTES PYRENEES	65080	4 676	4 076	11 749	20 501
PYRENES ORIENTALES	66080	15 458	10 194	19 912	45 564
BAS RHIN	67080	21 877	22 232	63 928	108 037
HAUT RHIN	68180	14 736	15 729	40 521	70 986
RHONE	69084	36 885	40 367	114 308	191 560
HAUTE SAONE	70080	4 746	5 299	14 032	24 077
TERRITOIRE DE BELFORT	70180	3 402	3 250	7 694	14 346
SAONE ET LOIRE	71080	10 049	10 734	30 289	51 072
SARTHE	72080	11 430	11 785	35 768	58 983
SAVOIE	73080	5 516	8 540	27 892	41 948
HAUTE SAVOIE	74080	10 050	12 785	47 694	70 529
PARIS	75080	36 754	27 754	105 825	170 333
SEINE MARITIME	76084	32 819	27 979	73 512	134 310
SEINE ET MARNE	77080	26 441	30 457	98 896	155 794
YVELINES	78080	20 336	25 592	108 155	154 083

Bénéficiaires potentiels d'Action Sociale au 31/12/2012 (1)

Nom CAF	Code Caf	Nombre de bénéficiaires potentiels de prestations de solidarité	Nombre de bénéficiaires potentiels de prestations de logement	Nombre de bénéficiaires potentiels de prestations de famille	Nombre de bénéficiaires potentiels
DEUX SEVRES	79080	6 643	6 060	21 653	34 356
SOMME	80080	15 061	12 136	31 216	58 413
TARN	81080	8 130	7 408	20 339	35 877
TARN ET GARONNE	82080	6 061	5 774	13 689	25 524
VAR	83080	23 303	20 930	55 443	99 676
VAUCLUSE	84080	13 789	14 916	28 849	57 554
VENDEE	85080	8 916	12 129	43 487	64 532
VIENNE	86080	9 285	7 472	23 903	40 660
HAUTE VIENNE	87080	8 279	5 823	17 967	32 069
VOSGES	88080	8 598	7 818	20 493	36 909
YONNE	89080	8 191	6 642	18 573	33 406
ESSONNE	91080	23 633	27 185	88 558	139 376
HAUTS DE SEINE	92080	27 367	26 410	109 122	162 899
SEINE SAINT DENIS	93080	59 151	53 464	79 005	191 620
VAL DE MARNE	94080	30 891	31 252	82 107	144 250
VAL D'OISE	95080	28 033	32 482	80 931	141 446
TOTAL METROPOLE		1 376 462	1 316 137	3 714 645	6 407 244
GUADELOUPE	97080	34 330	7 255	27 104	68 689
GUYANE	97081	17 934	3 198	11 929	33 061
MARTINIQUE	97082	28 805	5 017	20 352	54 174
LA REUNION	97083	68 403	16 740	57 280	142 423
MAYOTTE	97600	2 058	238	15 384	17 680
TOTAL DOM		151 530	32 448	132 049	316 027
TOTAL France		1 527 992	1 348 585	3 846 694	6 723 271

(1) Le nombre de familles potentiellement bénéficiaires de l'action sociale des Caf correspond à une définition théorique donnée par la Cnaf. Cette définition, qui n'est pas nécessairement en adéquation avec la pratique de toutes les Caf, est la suivante : les familles bénéficiaires potentielles sont celles qui ouvrent droit à une ou plusieurs des prestations familiales figurant à l'article L511-1 du code de la sécurité sociale, les familles bénéficiaires de la seule "APL" (ou APL + AAH ou APL + RSA) ayant un enfant à charge, les familles bénéficiaires d'un ou plusieurs complément(s) de mode de garde de la PAJE seulement et les familles bénéficiaires du RSA socle ayant un enfant à charge au sens de l'article L513-1 du code de la sécurité sociale. Sont exclues de ce champ les familles qui ne relèvent pas de la Caf pour le droit aux prestations de l'article L511-1 (régimes spéciaux et agricoles) et sont exclues du dénombrement les familles dont le code régime n'est pas renseigné dans le Fileas (Fichier des prestations légales et de l'action sociale des Caf).

Liste des tableaux et graphiques et cartes

	Pages
Les dépenses d'action sociale en France (métropole et Dom) en 2012 - Présentation synthétique	3
Graphique 1 : Dépenses d'action sociale par fonction en 2012	7
Graphique 2 : Evolution des parts dotations affectées, dotation d'action sociale depuis 2000	8
Graphique 2b : Croissance des fonds affectés et fonds locaux depuis 2000	8
Graphique 3 : Croissance des dépenses d'action sociale de 2009 à 2012	9
Carte 1 : Part du montant des dépenses de l'accueil du jeune enfant dans le montant des dépenses d'action sociale	10
Graphique 4 : Répartition des fonds affectés de la fonction 1 de 2003 à 2012	12
Carte 2 : Part du montant des dépenses pour temps libre des enfants et des familles dans le montant des dépenses d'action sociale	14
Graphique 5 : Temps libres des enfants et des familles	15
Carte 3 : Part du montant des dépenses pour l'accompagnement social des familles et de leurs enfants dans le montant des dépenses d'action sociale	17
Graphique 6 : Accompagnement social des familles et de leurs enfants	18
Carte 4 : Part du montant des dépenses pour le logement et l'habitat dans le montant des dépenses d'action sociale	19
Carte 5 : Part du montant des dépenses pour l'animation de la vie sociale dans le montant des dépenses d'action sociale	21
Graphique 7 : Financement de l'animation de la vie sociale de 2005 à 2012	22
Graphique 8 : Evolution des cinq composantes de l'accompagnement à la fonction parentale	24
Graphique 9 : Dépenses d'action sociale selon le destinataire de la dépense en 2012	25
Graphique 10 : Dépenses d'action sociale selon leur nature en 2012	26
Graphique 11 : Evolution parallèle de trois agrégats et de l'ensemble des dépenses d'action sociale	26
Tableau 1 : Dépenses d'action sociale en France par fonction et type d'intervention	29
Tableau 2 : Dépenses d'action sociale en France par fonction et principale sous fonction selon le domaine d'intervention	30
Tableau 3 : Dépenses d'action sociale en France par fonction et section budgétaire	31
Tableau 4 : Dépenses d'action sociale en France par fonction, sur fonds affectés et fonds locaux	31
Tableau 5 : Dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et type d'intervention	32
Tableau 6 : Dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et principale sous fonction selon le domaine d'intervention	33
Tableau 7 : Dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et section budgétaire	34
Tableau 8 : Dépenses d'action sociale en Métropole par fonction sur fonds affectés et fonds locaux	34
Tableau 9 : Dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-mer (Dom) par fonction et type d'intervention	35
Tableau 10 : Dépenses d'action sociale dans les Dom par fonction et principale sous fonction selon le domaine d'intervention	36
Tableau 11 : Dépenses d'action sociale dans les Dom par fonction et section budgétaire	37
Tableau 12 : Dépenses d'action sociale dans les Dom, par fonction, sur fonds affectés et fonds locaux	37
Annexe 1 : Séries rétrospectives : dépenses d'action sociale des Caf de 2006 à 2012	39
Résultats agrégés des Caf France entière	
Tableau 13 : Dépenses d'action sociale en France, par section budgétaire	41
Tableau 14 : Dépenses d'action sociale en France, par fonction par fonction et principale sous fonction, selon le domaine d'intervention	42
Tableau 15 : Dépenses d'action sociale en France, par section budgétaire	43
Tableau 16 : Dépenses d'action sociale en France, selon le destinataire de la dépense	43

Liste des tableaux et graphiques et cartes

	Pages
Résultats agrégés des Caf métropolitaines	
Tableau 17 : Dépenses d'action sociale en Métropole par fonction	44
Tableau 18 : Dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et principale sous fonction, selon le domaine d'intervention	45
Tableau 19 : Dépenses d'action sociale en Métropole par section budgétaire	46
Tableau 20 : Dépenses d'action sociale en Métropole selon le destinataire de la dépense	46
Tableau 21 : Dépenses d'investissement en Métropole par fonction	47
Tableau 22 : Dépenses de fonctionnement en Métropole par fonction	48
Tableau 23 : Dépenses d'aides financières en Métropole par fonction	49
Résultats agrégés des Caf des Dom	
Tableau 24 : dépenses d'action sociale des Dom par fonction	50
Tableau 25 : dépenses d'investissement, de fonctionnement et d'aides financières des Dom par fonction	51
Annexe 2 : Les résultats financiers 2012 selon la présentation	
Tableaux détaillés de la statistique de la VFDAS - France	
Tableau SF100 : Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	55
Tableau SF200 : Temps libre des enfants et des familles	56
Tableau SF300 : Accompagnement social des familles et de leurs enfants	57
Tableau SF301 : Accompagnement social des familles et de leurs enfants (suite)	58
Tableau SF400 : Logement et habitat	59
Tableau SF500 : Animation de la vie sociale	60
Tableau SF700 : Prestations supplémentaires aux familles	60
Tableau SF800 : Autres actions	61
Tableau SF900 : Récapitulation des dépenses d'action sociale	62
Tableau SF902 : Prestation de service unique et ordinaire pour enfants moins de 4 ans	63
Tableau SF903 : Prestations de service ordinaire pour enfants de 4 à 6 ans	64
Tableau SF904 : Prestations de service autres	65
Tableau SF905 : Récapitulatif des prestations de service	66
Tableau SF906 : Prestation de service unique	66
Tableau SF907 : Provisions pour les subventions d'investissements	67
Tableau SF908 : Dépenses relatives au contrat enfance selon le type d'équipement (*)	67
Tableau SF950 : Recettes et dépenses des services en gestion directe	68
Annexe 3 : Les résultats financiers 2012 selon la présentation	
Tableaux détaillés de la statistique de la VFDAS - Métropole	
Tableau SF100 : Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	71
Tableau SF200 : Temps libre des enfants et des familles	72
Tableau SF300 : Accompagnement social des familles et de leurs enfants	73
Tableau SF301 : Accompagnement social des familles et de leurs enfants (suite)	74

Liste des tableaux et graphiques et cartes

	Pages
Tableau SF400 : Logement et habitat	75
Tableau SF500 : Animation de la vie sociale	76
Tableau SF700 : Prestations supplémentaires aux familles	76
Tableau SF800 : Autres actions	77
Tableau SF900 : Récapitulation des dépenses d'action sociale	78
Tableau SF902 : Prestation de service unique et ordinaire pour enfants moins de 4 ans	79
Tableau SF903 : Prestations de service ordinaire pour enfants de 4 à 6 ans	80
Tableau SF904 : Prestations de service autres	81
Tableau SF905 : Récapitulatif des prestations de service	82
Tableau SF906 : Prestation de service unique	82
Tableau SF907 : Provisions pour les subventions d'investissements	83
Tableau SF950 : Recettes et dépenses des services en gestion directe	83
Annexe 4 : Les résultats financiers 2012 selon la présentation	85
Tableaux détaillés de la statistique de la VFDAS - Dom	
Tableau SF100 : Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	87
Tableau SF200 : Temps libre des enfants et des familles	88
Tableau SF300 : Accompagnement social des familles et de leurs enfants	89
Tableau SF301 : Accompagnement social des familles et de leurs enfants (suite)	90
Tableau SF400 : Logement et habitat	91
Tableau SF500 : Animation de la vie sociale	92
Tableau SF700 : Prestations supplémentaires aux familles	92
Tableau SF800 : Autres actions	93
Tableau SF900 : Récapitulation des dépenses d'action sociale	94
Tableau SF902 : Prestation de service unique et ordinaire pour enfants moins de 4 ans	95
Tableau SF903 : Prestations de service ordinaire pour enfants de 4 à 6 ans	96
Tableau SF904 : Prestations de service autres	97
Tableau SF905 : Récapitulatif des prestations de service	98
Tableau SF906 : Prestation de service unique	98
Tableau SF907 : Provisions pour les subventions d'investissements	99
Tableau SF908 : Dépenses relatives au contrat enfance selon le type d'équipement (*)	99
Tableau SF950 : Recettes et dépenses des services en gestion directe	100
Annexe 5 : les résultats financiers 2012 par caisse d'allocations familiales et par région	101
Annexe 5a : Dépenses d'action sociale par fonction budgétaire – données en euros	103 - 106
Annexe 5b : Dépenses d'action sociale par fonction budgétaire – données en %	107 - 110
Annexe 5c : Ventilation des dépenses d'action sociale selon le destinataire de la dépense	111 - 114
Annexe 5d : Ventilation des dépenses d'action sociale selon la nature de la dépense	115 - 118
Annexe 6 : les bénéficiaires potentiels d'action sociale au 31 décembre 2011	119

(*) Le tableau SF908 concerne uniquement les Dom.